N°1848 MARS 2023 4 €

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

HISTOIRE p. 14
IL Y A CENT ANS, SALVADOR SEGUI ÉTAIT ASSASSINÉ

PASSE-PORTS p. 18
LA QUESTION UKRAINIENNE

RÉFLEXIONS p. 44
ORIGINES, IDENTITARISMES... ET UNIVERSALISME !

SOMMAIRE INTERACTIF

N° 1848 – MARS 2023

1 **Couverture** Dessin de Manolo Prolo
3 **Édito** « Eh mec, ne nous libère pas, on s'en charge ! … »
3 **Faits d'hiver** Flic et con, Un pléonasme !
3 **Le strip de Faber** Monsieur L'homme

TERRAINS DE LUTTES

4 Marseille Week-end contre le Nuk
5 Pass culture et trouble à l'ordre public
6 Un collectif libertaire… dans la lutte contre les bassines !
7 S'unir, lutter, gagner
8 Réforme des retraites : vu d'ici, où est le problème ?
9 Réflexions sur les retraites

HISTOIRE

10 La collaboration des industriels avec le régime nazi Deuxième partie
12 À propos d'une photo… « La guerre n'est pas un roman d'aventures, c'est une tragédie. »
14 Il y a cent ans, Salvador Seguí était assassiné

PASSE-PORTS

15 **Iran** Interview d'Irène Ansari
17 **Italie** Le projet éditorial Malamente
18 **Ukraine** La question ukrainienne
20 **Espagne Barcelone** Un policier-espion infiltré dans le mouvement Libertaria

DU CÔTÉ DES FEMMES

23 Du côté des femmes… et des féminismes
25 Des cheveux et de la liberté
26 IVG : mémoire féministe
28 Suicides forcés, une autre réalité des violences conjugales
30 Ma vie en vieille
31 Hôtesses de l'air à poil pour le recrutement !
32 Poèmes féministes d'une poétesse anarchiste
34 Le congé menstruel, pour quand ?
35 Femmes en luttes la longue histoire de l'émancipation
36 Mobilisation des féministes espagnoles
37 Une page d'histoire.. La révolte des faeneras
38 Des lectures Jeunesse : féministes !
39 **BD** Elise Ottensen, pionnière des droits de la femme
40 **Librairie Publico** Animations Mars féméiniste

RÉFLEXIONS

41 Vive la guerre qui nous évitera peut-être de subir les Jeux olympiques
42 Servitude, mode d'emploi
44 Origines, identitarismes… et universalisme !
46 La distinction légitimée

CULTURES

48 Fortuné Henry, homme-orchestre de l'anarchisme
50 Vu sur le web. Peut-on s'organiser sans chef ?
51 Cinéma espagnol El Agua

FICHES DE LECTURE

52 En pénitence, trois Pater, deux Ave… et deux milliards
52 Une vie à garder le cap
53 Tout le monde déteste la police
53 Autour d'eux c'était l'Histoire

54 **Librairie Publico** Dernières parutions de mars 2023
55 **Annuaire** des groupes et liaisons de la Fédération anarchiste
56 **IV de Couverture** dessin de Farfa D.

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

○ **FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s, étudiant·e·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	☐ 11 numéros **11 €**
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5,5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

○ **ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :

Les Publications libertaires – 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'ordre de « Les Publications libertaires »
☐ **par virement bancaire : IBAN FR7642559100 0008001514236 17 – BICCCOPFRPPXXX**
☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB

COMPTE À DÉBITER TITULAIRE :.....

IBAN : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_| **BIC** : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

mon adresse de livraison

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code Postal .....
Ville .....
Date : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|
signature : .....

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel :

administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL ÉMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :.....

Le Monde libertaire **est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

ÉDITO

« Eh mec, ne nous libère pas, on s'en charge ! … »

Comme le 1er mai n'est pas la fête du travail mais une journée internationale de luttes des travailleurs ET des travailleuses, le 8 mars n'est pas une journée des femmes mais une journée de luttes pour leurs droits prioritairement menées PAR les femmes.

« La femme est l'avenir de la femme. » aurait pu écrire Elsa Triolet.

Vous comprendrez donc que le dossier de ce Monde libertaire de mars ait été réalisé par des femmes. Mais dont la lecture est fortement conseillée à la gent masculine…

Une petite anecdote : des amies, anarcha-féministes, voulaient organiser une réunion publique. Elles s'adressent à la municipalité pour un prêt de salle qui leur est accordé. Il fallait juste qu'elles signent une convention dans laquelle il était écrit qu'elles s'engageaient à occuper la salle… en bon père de famille.

Vaste chantier qu'il reste encore pour déconstruire le patriarcat dont la toxicité continue à faire des victimes.

Mais nous n'oublions ni l'Iran, ni l'Ukraine, ni l'attaque contre les retraites, ni etc…

Alors, bonne lecture !

Le Comité de rédaction

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal :
1er trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
22080277

Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau

FAITS D'HIVER

FLIC ET CON, UN PLÉONASME !

Ma petite chienne est conne comme une chienne. Elle se ferait tuer pour nous alors qu'on ne lui demande rien. Elle défend la maison alors que le portail est toujours ouvert et qu'un écriteau indique : « Attention, chien gentil, maître méchant ». Mais ce n'est qu'un chien. Une petite créature du bon Dieu, certes, mais qui n'a pas la chance, comme nous, les chrétiens, d'avoir une âme.

Les flics sont-ils des chiens ? La question se pose !

Comme les chiens, ils défendent la maison de leur maître et mordent. Certains méchamment. À coups de matraques assassines, de gazages stupides (il arrive au vent de tourner), et, dernière médaille d'or en date, d'émasculation d'un journaliste. Bon, d'accord, pas tous…, mais !

Pour l'heure, les flics mordent ou mordillent (Papon n'est plus là) ceux et celles qui manifestent contre la « réforme » des retraites de notre petit marquis de président des riches. Le chienchien obéit à son maître. Sauf que le chienchien va, lui aussi, y avoir droit à cette « réforme » des retraites. Bon, d'accord, moins que pour les manants. Mais, enfin… quand même !

Mon chien, si je lui diminue sa gamelle, il va aller voir ailleurs. Pas con. Pas comme les flics !

Ai-je dit que les flics étaient plus cons que les chiens ? C'est une hypothèse à ne pas négliger !

Jean-Marc Raynaud

WEEK-END CONTRE LE NUK !
Organisé par la Fédération Anarchiste
LES 1 ET 2 AVRIL À MARSEILLE
DÈS LE VENDREDI SOIR : PROJECTION DU DOCUMENTAIRE "NOTRE AMI L'ATOME"
SAMEDI 14H-22H : CONFÉRENCES, DÉBATS, DISCUSSIONS AVEC REPAS LE SOIR
DIMANCHE 14H-18H : CONFÉRENCES, DÉBATS, DISCUSSIONS...
PROGRAMME COMPLET DES INTERVENANT.E.S SUR L'AGENDA DU SITE : WWW. FÉDÉRATION-ANARCHISTE.ORG
FEDERATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER
LA DAR – CENTRE SOCIAL AUTOGÉRÉ
127 RUE D'AUBAGNE, MARSEILLE, 13000

PASS CULTURE ET TROUBLE À L'ORDRE PUBLIC

« Pass culture » est le nouvel outil dont s'est doté l'État pour cadrer (sur le plan pédagogique) et encadrer (sur le plan administratif) les interventions culturelles des artistes, autrices et auteurs. Or, Pass culture est une société privée, créée en 2019, dont le rôle est pourtant… administratif, à la limite de la censure pure et simple.

Pass Culture vise à faire transiter des « offres » culturelles à destination des publics scolaires. Lorsque ces offres consistent en une intervention dans le milieu scolaire d'artistes ou d'autrices-auteurs (« offres collectives » selon leur jargon), les intervenants doivent obtenir au préalable, via Pass culture, une « validation » par deux ministères : celui de la Culture et celui de l'Éducation nationale. Les critères sur lesquels s'opère cette validation[1] sont un tissu de banalités : « expertise » et « capacité à la médiation », sans que l'on comprenne comment cette expertise et cette capacité puissent être validées par une commission composée de hauts fonctionnaires qui n'ont jamais vu l'artiste ou l'auteur en question, et *comme si les collèges et les lycées eux-mêmes n'étaient pas capables d'évaluer l'expertise et la capacité à la médiation des personnes avec lesquelles ils ont l'envie ou l'habitude de travailler*.

Ainsi, les employés de Pass culture sont institués comme sas entre les « offreurs[2] » et le public scolaire (élèves et professeurs), là où, auparavant, il n'y avait pas d'intermédiaires, les relations étant directes. Ces personnes surgissent dans un processus jusque là autonome à seule fin de contrôler en instituant des filtres et de faire entrer dans notre tête que rien ne nous est dû, pas même ce que nous sommes capables de créer par nous-mêmes, sans l'État et par le simple échange intelligent entre individus ou groupes, compagnies, etc., autonomes et volontaires. Cela rentre dans le cadre de ce que certains appellent un « capitalisme de surveillance[3] » – nous dirions plutôt « de contrôle ».

Une entreprise inutile et nuisible

Le trouble est à son comble lorsqu'on voit figurer sur le site pass.culture.fr le logo du gouvernement juste à côté de celui de Pass culture. Intéressons-nous au « système », ou plutôt à l'usine à gaz, Pass culture. Les interventions collectives d'autrices, artistes ou auteurs sont appelées, dans le langage de ces technocrates, « offres », car l'intervenant est d'abord considéré comme un « offreur », une sorte de commercial de son œuvre. Il y a ainsi une volonté de réduire le rôle des productions culturelles — livres, spectacles… – à de simples objets de consommation : le consumérisme s'insinue dans la culture. Ce n'est certes pas nouveau, mais cela prend un tour encore plus inquiétant avec le contrôle des « offreurs » par une instance privée au service exclusif de l'État.

La fonctionnarisation de l'édition

À deux reprises, dans le paragraphe 6.1 des conditions générales d'utilisation de Pass culture, « Obligations et responsabilités de l'Offreur », il est demandé de ne pas porter atteinte à l'ordre public.

De quel ordre public parle-t-on ? Celui qui réduit la culture à une officine d'État ? Et quel est le sens de cette injonction à ne pas troubler l'ordre public ? Lorsque nous remplissons le dossier pour nous inscrire à Pass culture, nous devons fournir un extrait de casier judiciaire. C'est déjà là une atteinte à nos libertés : un individu qui vient de purger une peine de prison et qui a donc payé sa « dette à la société » ne pourra pas aller parler devant des jeunes. Jean Genet n'aurait pas pu venir au collège ni au lycée, pas plus que Bernard Stiegler ou le prisonnier qui, dans le magnifique *Journal d'un maître d'école*, de Vittorio de Seta, fait une intervention magistrale devant les gamins des bidonvilles romains de l'immédiat après-guerre afin de les décourager de se lancer dans la délinquance.

Si l'ordre public que l'on nous demande de ne pas troubler est celui de cette société où des technocrates s'insinuent dans les rouages de la culture, l'ordre de cette République qui, en 2023, consacre 8, 3 % de son budget à l'armée et 3, 2 % à la sécurité, et moins de 2 % à la santé, écart en accroissement entre 2022 et 2023, alors, il nous faut à l'inverse troubler l'ordre public !

Que toutes et tous nous critiquions, amendions ou refusions ce nouvel outil qui endigue nos possibilités de création. Quel que soit le mode de désobéissance que nous utiliserons, ne sauvons pas le système qui nous broie !

Philippe Godard
Contact : groupe.huko@autistici.org

1. Précisés dans le vademecum de Pass culture, p. 19 : pass.culture.fr/wp-content/uploads/2022/09/Vade-mecum-V20_digital.pdf>.
2. Ce jargon n'est pas en soi innocent…
3. Lire le passionnant – et volumineux – essai de Shoshana Zuboff, *L'Âge du capitalisme de surveillance*, paru chez Zulma et désormais en format de poche.

UN COLLECTIF LIBERTAIRE…
DANS LA LUTTE CONTRE LES BASSINES !

Les libertaires et autres anarchistes conjuguent depuis longtemps (trop longtemps) leurs différences au temps lourd de l'exacerbation de ces dernières et de leurs divisions tribalistes.

Pour l'heure, depuis deux ans, une lutte d'importance se mène dans notre région (Deux-Sèvres, Charente-Maritime) à propos des bassines. Vous savez, ces grands trous de 15 mètres de profondeur et de plusieurs hectares de superficie qu'on remplit d'eau l'hiver en la pompant dans les nappes phréatiques pour que, l'été, quelques dizaines d'agro-industriels puissent arroser leur maïs de merde destiné à l'exportation pour nourrir des troupeaux de cochons confinés dans des camps de concentration et d'extermination. Or, problème : les nappes phréatiques, quand elles ne sont pas à l'agonie, ne se remplissent plus l'hiver. Et, donc, l'été, restriction d'eau pour la consommation des populations, des vrais paysans, maraîchers… et autres. Outre l'absurdité écologique d'un certain modèle « agricole », il s'agit là du pillage éhonté d'un bien commun par une minorité d'enfoirés.

Notre « confrère » *Le Monde* vient de découvrir le problème dans un grand article paru le 26/01/23 intitulé « *Le sort des mégabassines en suspens. Plusieurs programmes de stockage de l'eau sont compromis en raison des faibles niveaux des nappes* » Et si *Le Monde* le dit c'est que la réalité est… largement pire !

Est-il besoin de le préciser, depuis le début de la lutte, tous les libertaires de notre région y participent. Mais, chacun sous sa bannière et en ordre dispersé.

Il y a quelques mois, le groupe Nous Autres de la FA a lancé une invitation à tous ces libertaires. Rencontrons-nous et voyons ce qu'il est possible de faire… **ensemble**. Une vingtaine de militant(e)s, représentant un réseau de 40 à 50 militant(e)s, vinrent. De la FA, de l'OCL, de la CNT, de l'UCL, des antifas de Niort… et surtout du grand parti des ex et des sans carte. Ce fut super sympa. Résultat : constitution du collectif libertaire « Ni maître ni bassines ». Un **collectif d'individus** et non un cartel d'organisations. Peut-être une idée à creuser ?

Fin mars est prévue une grande manif. Nous attendons entre 10 000 et 20 000 personnes. Nous y serons en tant que collectif libertaire et nous vous invitons à nous rejoindre. Que les choses soient claires ! La lutte contre les bassines, c'est un nouveau Larzac. Ne pas y être, ENSEMBLE, serait juste… inconcevable ! Donc, NOUS y serons !

Groupe Nous Autres

S'UNIR, LUTTER, GAGNER

La FNADEPA (Fédération nationale des associations de directeurs d'établissements et services pour personnes âgées) regroupant environ 1.400 des 10.000 directeurs d'établissements et services pour personnes âgées a enquêté auprès de ses adhérents :

> 89 % des directeurs font face à un manque de personnel, ce qui affecte la qualité d'accompagnement des usagers.

> 43% des directeurs envisagent de « quitter leur métier à court et moyen terme. »

> 78% constatent une insuffisance de financement des mesures salariales décidées par l'État.

> Les structures subissent une flambée des coûts de l'énergie (+ 52 % gaz, + 54 % électricité).

> 33% des services à domicile ne peuvent délivrer que 70 à 80 % de leur prise en charge aux bénéficiaires de l'APA (Allocation personnalisée d'autonomie).

La fédération exige un plan Marshall d'attractivité des métiers médico-sociaux avec 20 000 recrutements par an pendant 5 ans au lieu des 3.000 postes annoncés pour 2023, l'encadrement du recours à l'intérim, l'élargissement du bouclier tarifaire énergie.

Cette prise de position nous éclaire un peu plus sur le malaise qui règne dans le monde des EPHAD. Et voilà un discours et des demandes qui vont surprendre le personnel des maisons de retraite qui ne devront compter que sur eux-mêmes pour faire aboutir leurs revendications.

Discriminations du personnel des services à la personne

La Défenseure des droits et l'Organisation internationale du Travail (OIT) ont publié le 15e baromètre sur les discriminations dans l'emploi, consacré en 2022 aux 1, 3 million de salarié-e-s du secteur des services à la personne,

Des directeurs d'EHPAD réclament un plan de recrutement massif. Non, ces demandes ne viennent pas des personnels de maisons de retraite en colère mais...

secteur presque exclusivement féminin (87 %), précaire, aux nombreuses salariées d'origine étrangère (14 %) et affectées par des problèmes de santé ou en situation de handicap.

Les facteurs de discrimination se cumulent : genre, milieu social, origine, situation familiale. Une personne sur quatre a vécu une discrimination ou un harcèlement. Ces salarié·e·s sont également surexposé·e·s aux comportements sexistes et aux agressions sexuelles (16 % ont subi un attouchement).

Près de 70 % reconnaissent une période où leur santé mentale s'est dégradée.

Ces personnes employées à domicile sont inégalement protégées par les conventions collectives et par l'Inspection du travail. Seulement 7 % ont eu recours à l'Inspection du travail et 3 % à une juridiction.

La Défenseure des droits, Claire Hedron, préconise une politique volontariste de valorisation des métiers, de leurs revenus, de leurs conditions de travail, de leur protection sociale et juridique, de la formation et de la reconnaissance statutaire. Patronat et gouvernement apprécieront.

Là aussi, rien ne changera sans la lutte des personnes directement concernées. Et elles sont déjà mobilisées.

Ils nous prennent notre argent et c'est nous les voleurs !

Le non-recours aux prestations sociales. Ce non-recours est évalué entre 30 et 50% selon la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DRESS) et l'Observatoire des non-recours aux droits et services (ODENORE).

Le croisement des données d'enquêtes et de sources fiscales et sociales pour 3 populations éligibles à différentes prestations, a montré un non recours :

> au revenu de solidarité active (RSA) de 34 %,

> au chômage de 30%,

> au minimum vieillesse par les personnes seules de 50 %.

Le minimum vieillesse est connu de 62 % des personnes mais 19 % seulement savent qui peut en bénéficier et 1, 5 million ne reçoivent pas des droits et services pour un coût de plusieurs milliards d'euros.

Le non-recours est expliqué par un manque d'information sur les aides ou les organismes (37 %), la complexité des démarches administratives (22 %), la crainte des conséquences négatives (17 %). C'est toujours sur notre dos que les riches se servent.

Le gouvernement conditionne l'obtention du RSA, au lieu de l'augmenter et simplifier la demande. Il durcit les conditions d'allocation des chômeurs.

Avec sa « réforme des retraites » ce sont encore les catégories populaires qui vont être les plus touchées. Certain-e-s vont se retrouver dans des sas de précarité en fin de vie salariale, avec le chômage, le RSA puis une non retraite...

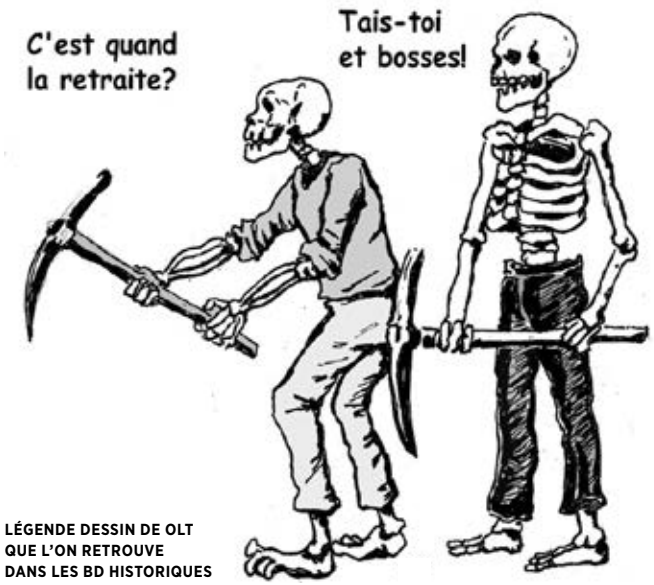
Pour repartir de l'avant, unissons-nous à la base, luttons ensemble et nous gagnerons.

Jean-Jacques Chatelux
Groupe anarchiste Salvador Seguí

RÉFORME DES RETRAITES : VU D'ICI, OÙ EST LE PROBLÈME ?

Option 1. J'essaye de m'intégrer dans la société…

…et j'enrage chaque jour à cause de tous mes compromis moraux puisque j'essaie de saborder cette société de l'intérieur. Classé sous l'étiquette extrême gauche, je vomis par principe les réformes des retraites, toutes, pas seulement l'actuelle, pure suite logique de vingt ans de « négociations » des gouvernements « avec les partenaires sociaux » pour « sauver notre régime par répartition », « le plus généreux d'Europe ». Faut admettre, c'est bien confortable, quand on vit à l'occidentale, avec une médecine performante et une économie prospère (bon an mal an), de jouir d'une deuxième vie, la vraie, après une vie de travail où j'aurai prouvé à la Seûciété que je suis digne de vivre dignement, à ses crochets. Vivement la retraite, comme on disait vivement le Paradis. Mais enfin, je prendrai bien, bon gré mal gré, ce qu'on me donnera. Alors, quel intérêt ?



LÉGENDE DESSIN DE OLT QUE L'ON RETROUVE DANS LES BD HISTORIQUES

Option 2. J'aspire à vivre autonome, sous les radars, dans les marges.

Écartant la ratichonnade agnostique derrière la précédente analyse, je m'aperçois que je m'en fous complètement, de la réforme des retraites. Je ne la prendrai jamais, ma retraite. Je commence d'ailleurs à en avoir ras la casquette que tous les médias me farcissent le crâne avec cette agit-prop pour boomers. Pour survivre en autarcie, faudra bien que je prépare mon manger, couse mes nippes et ressemelle mes grolles. Je ne finirai jamais de travailler, dur, et si c'est ça le prix pour avoir le luxe de regarder « les jeunes » dans les yeux et leur dire : « *je ne dépends pas des pensions de retraite que vous me servez et vous ne me devez aucun point de PIB* », foutredieu ! c'est pas si cher payé que ça.

Vu d'ici, donc, où est l'intérêt, dans cette réforme ?

Examinons. Irène peut très bien vivre sa grossesse comme une épreuve plus pénible que Jacqueline n'a vécu la sienne ; et mieux vivre sa première grossesse que la seconde, ou l'inverse. Isabelle peut considérer sa grossesse comme plus pénible que son travail habituel, ou l'inverse. Sofiane peut estimer mon métier plus pénible que le sien, alors que je juge le sien plus pénible que le mien, et nous pouvons considérer tous deux le chômage plus pénible que le salariat, ou l'inverse. Le travail de Camille n'est pas commensurable avec le travail de Dominique, même si tous deux font le même métier. L'autre jour, à la radio, témoignait une coiffeuse de quatre-vingt-sept ans qui tient toujours son salon et n'a aucune envie de s'arrêter. De quel droit l'Administreûtion lui imposerait-elle un repos forcé qui la rendrait malheureuse et peut-être la tuerait d'ennui ? Elle, ou les 400 000 autres « persistants » de France.

Les « ajustements », n'en déplaisent aux médias, ne sont pas des détails.

Ils révèlent le cœur de la difficulté : le caractère subjectif de la « pénibilité », et l'unicité de chaque travailleur par sa physiologie, ses goûts, sa conception de la vie. Le gouvernement s'embourbe dans le problème de la réforme des retraites parce qu'il essaye de normer toutes les carrières sous le seul angle du « temps de travail », comme si une heure de travail d'un maçon « équivalait » une heure de travail d'un boutiquier ou d'un ingé-son, ouvrant des droits équivalents en termes d'âge de départ à la retraite. Cette approche comptable nivelante, abstraction complètement idiote quand on y songe, nie la réalité des fonctions dans leur variété et leur intrication. Marx soulevait déjà le problème en 1867.

Conclusion : le gouvernement est idéologiquement pré-marxiste.

Donc, je propose qu'on envoie des exemplaires du *Capital* à toute cette coterie, assorti d'une bafouille dans le genre : « Ministre de je ne sais quoi, je ne te demande pas la Lune,

mais seulement de lire le premier chapitre qui, en vingt minutes, t'enseignera plusieurs leçons profitables. »

Quatre chiffres : Orpea a accumulé huit milliards d'euros de dettes ; et dix milliards d'euros est également le surcoût, selon les organismes de prévoyance, du report de l'âge légal à 65 ans (source : Fédération nationale de la Mutualité française). Rapprochons ces deux infos de la crainte du gouvernement : celle que le régime des retraites, sans la réforme, soit déficitaire de douze milliards en 2027. Palsambouc !

Le déficit budgétaire de la France (2e trimestre 2022) frôlait les trois mille milliards. Va comprendre, Alexandre.

Mangelieues

P.-S. Je viens de relire *De la Prison à la révolte*. Tu nous manqueras, Serge. Salut à toi.
P.-S. bis. Il contestait la claque électorale prise à Montargis : Blanquer, le cuistre en majesté, s'est fait recaler à son grand oral judiciaire. Un prof de droit qui perd son procès, c'est comme un médecin qui ne saurait pas s'auto-diagnostiquer une chaude-pisse.

RÉFLEXIONS SUR LES RETRAITES

Celles et ceux qui ont pu bénéficier du régime de retraites conquis par les luttes sociales des dernières décennies peuvent témoigner que le droit à la retraite n'est nullement un cadeau du pouvoir et du patronat : il s'intègre au contrat implicite d'une vie de travail et de cotisation et reconnaît, respecte, le désir de chacun(e) de se construire une autre existence — celle-ci devenue possible grâce à l'amélioration globale de la santé.

ILLUSTRATION CARABO

Cette neuve activité ne se réduit pas aux soins intrafamiliaux — si nécessaires et respectables soient-ils. Et il faut débarrasser le mot de « retraite » de ses connotations réductrices, voire péjoratives, liées sans doute à l'usage militaire du terme et à l'âgisme.

Ce n'est pas rien, car c'est réhabiliter la vieillesse comme le temps d'une existence intense et active — permettant l'épanouissement de désirs et d'aptitudes plus ou moins refoulés, voire sacrifiés pendant les années d'emploi salarié.

> **« Le début d'une vie libre, inventive, démultipliée et démultipliante. »**

Le mensonge profond de la propagande gouvernementale à l'égard de « l'emploi des seniors » éclate à considérer l'état social réel : non seulement beaucoup de quinquagénaires sont licencié s de leurs entreprises comme moins performants et trop coûteux, mais beaucoup de pensions sont si basses que les retraités acceptent de se saisir d'emplois alimentaires pour pouvoir survivre ! A quoi logiquement correspond donc ce diktat abstrait ?

Il s'inscrit dans une politique de productivité forcée, aveugle, refusant d'aller chercher l'argent — pas si manquant que ça d'ailleurs après moult vérifications — là où il se trouve : chez les nantis.

Vivre pleinement !

Il s'agit donc, au-delà de (faux) problèmes conjoncturels d'œuvrer non pas à des réformes mais à une véritable révolution permettant à toutes et tous de vivre pleinement, par divers développements, réaménagements, réparations de toutes sortes — dans le domaine économique d'abord avec l'augmentation des salaires et des pensions, une réduction majeure des inégalités s'inscrivant dans une autre distribution du travail (le temps de celui-ci devant être diminué et non prolongé ad infinitum !) et des richesses avec le système d'imposition attenant.

Et dans le domaine culturel, de procéder et à la chasse radicale d'une bêtise envahissante et à la multiplication de lieux et de moyens capables de répondre à ou de réveiller la curiosité intellectuelle et artistique, avec les désirs de création qu'elle engendre. Dans ce domaine, si les moyens existent, visiblement, les esprits hésitants se décideront à choisir cette voie, encore laborieuse certes, mais utile à soi-même et à la société tout entière.

Alors la retraite ne sera plus une fin solitaire, prélude au « grand repos », une abstention et un endormissement, une euthanasie symbolique, mais le début d'une vie libre, inventive, démultipliée et démultipliante.

Marie-Claire Calmus

La collaboration des industriels avec le régime nazi

Deuxième partie : sidérurgie et chimie, les industries allemandes de la mort

Elles sont nombreuses, ces grandes entreprises, à vouloir laisser un voile sur leur passé trouble et pas très glorieux, et grâce auquel elles ont pu prospérer. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale (1939-45), la plupart d'entre elles ont poursuivi leurs activités, et certaines sont même devenues aujourd'hui des multinationales.

Intéressons-nous à ces grands groupes industriels et à leurs dirigeants ayant sévi aux côtés des nazis, avant et pendant le conflit, que ce soit par idéologie ou par intérêt économique.

Le deuxième des trois volets de cette série d'articles traitant de la collaboration des industriels avec le régime nazi est consacré à la sidérurgie et à la chimie, deux des grandes industries allemandes de la mort.

On le sait, Hitler avait fait du réarmement de l'Allemagne, dès son accession au pouvoir en 1933, sa priorité. C'est pourquoi le Troisième Reich s'intéressa grandement à la sidérurgie, mais aussi, pour d'autres funestes raisons, à la chimie. Et le moins que l'on puisse dire est qu'il trouva en Allemagne des partenaires au sein des industries sidérurgiques et chimiques plus que complaisants.

La sidérurgie, génératrice de l'armement avec Flick et Krupp

Le magnat allemand de l'acier, Friedrich Flick, fondateur de la dynastie et de la société éponyme, est l'un des membres fondateurs du parti nazi. Il profite de la liquidation des propriétés juives et produit massivement de l'armement pour la machine de guerre nazie en utilisant des prisonnier·ères interné·es dans les camps de concentration.

Accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité au procès de Nuremberg, il fera trois des sept années de prison auxquelles il avait été condamné.

Puis, Friedrich Flick, qui par ailleurs s'est toujours refusé à payer la moindre compensation aux familles des victimes, rebâtira son empire et redeviendra l'un des hommes les plus riches d'Allemagne, étant entre autres l'actionnaire majoritaire de Daimler-Benz (aujourd'hui Mercedes-Benz). En 1963, il obtiendra même la Croix fédérale du Mérite.

À son décès, en 1972, c'est une fortune colossale qu'il laissera à ses descendants. La famille Flick deviendra alors une richissime dynastie politique et industrielle allemande, héritière d'un empire industriel englobant la houille, l'acier et la société Daimler. Elle s'étendra ensuite aux États-Unis.

Surnommées par Hitler *Les forges du Reich*, les usines Krupp sont la source principale des armements allemands et l'un des fleurons économiques de l'Allemagne nazie.

Comme beaucoup, elles utilisent, et en masse, la main d'œuvre esclavagisée des camps de concentration.

Très tôt, Gustav Krupp, qui avait déjà largement profité du précédent conflit mondial[1], verse de fortes sommes issues de sa compagnie, mais également de son compte personnel, au parti nazi. Dirigeant la société familiale jusqu'en 1943, il passe ensuite la main à son fils, Alfried Krupp. Ce dernier, membre des SS dès 1931, permet d'inféoder l'entreprise aux nécessités du Reich. Le père et le fils seront parmi les principaux accusés du procès de Nuremberg. La procédure engagée contre le premier sera suspendue pour raison de santé, et le second sera condamné en 1948 à douze ans de prison, avant d'être gracié en 1951.

Après les hostilités, la société redeviendra rapidement une multinationale aux activités florissantes. Enrichie grâce aux deux guerres mondiales, le groupe sidérurgique, aujourd'hui fusionné avec Thyssen pour former ThyssenKrupp, demeure l'une des plus important d'Allemagne.

La chimie et les mélanges infâmes d'IG Farben

Le consortium IG Farben rassemble plusieurs entreprises chimiques dont notamment Bayer, AGFA, BASF et Hoechst.

Il soutient financièrement le parti nazi dès la campagne électorale de 1932 qui portera Hitler à la chancellerie le 30 janvier 1933. Les sociétés qui composent le groupement d'intérêt économique IG Farben vont dès lors s'enrichir considérablement en produisant, pour la machine de guerre nazie, de nombreux et divers produits chimiques tels l'ammoniac, l'essence et le caoutchouc synthétique, les biocides, les médicaments, les colorants, les plastiques, les pellicules photographiques ou encore les textiles. Dans ses diverses entreprises et filiales disséminées à travers tout le Reich, IG Farben a recours à des dizaines de milliers de travailleur·ses forcé.es, principalement des déténu·es des camps de concentration. Réduit·es à l'esclavage industriel dans des conditions inhumaines, iels seront des milliers à y trouver la mort.

Bayer, qui avait déjà particulièrement bien sévi durant la première grande boucherie[2], s'acoquine avec les médecins SS afin de se livrer à des « expériences », et de tester diverses « préparations » chimiques sur les prisonnier·ères des camps de concentration.

Degesch, filiale d'IG Farben et détenue par la firme Degussa, produit un gaz initialement utilisé comme insecticide et raticide, et qui deviendra tristement célèbre. Il s'agit du zyklon B, qui est massivement utilisé par les nazis dans les chambres à gaz des camps d'extermination pour y tuer plusieurs millions de per-

1.

1. ADOLF HITLER SERRANT LA MAIN DE GUSTAV KRUPP
2. FLICK AU MOMENT DE LA SENTENCE. NUREMBERG 1947./.
3. LES INCULPÉS AU PROCÈS KRUPP AU PREMIER PLAN, ALFRIED KRUPP
4. IG FARBEN LE BOX DES ACCUSÉS LE PREMIER JOUR DU PROCÈS (27 AOÛT 1947).

2.

3.

4.

sonnes. Notons que les mots allemands qui forment l'acronyme Degesch signifient littéralement « Société allemande pour le combat contre la vermine ».

Degussa, quant à elle, est une entreprise familiale de Francfort qui fut d'abord spécialisée dans la purification de l'or, bénéficie de l'aryanisation (par rachats forcés) de sociétés, propriétés et brevets détenus ou exploités par des Juifs. C'est dans ses fours que l'or des couronnes dentaires a été récupéré sur des cadavres de déportés. Degussa deviendra par la suite une très lucrative multinationale, active dans la chimie spéciale et de transformation, avant d'être absorbé en 2007 par le groupe Evonik Industries.

Après la guerre, le conglomérat de l'industrie chimique IG Farben et 24 de ses dirigeants, complices de la Solution finale des nazis, seront jugés lors des procès de Nuremberg. Devant l'abondance de preuves de leur implication dans la mort de millions de gens, le groupe chimique et ses 24 dirigeants seront reconnus coupables de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ils ne seront cependant que treize à être condamnés, et seulement à des peines légères eu égard à leurs responsabilités.

IG Farben sera ensuite partiellement démantelé et ses actifs seront scindés en neuf sociétés. Parmi elles, Bayer, AGFA, BASF et Hoechst, qui reprendront, après-guerre, des activités très fructueuses et qui redeviendront bien vite des géants industriels. Hoechst fusionnera en 1999 avec le Français Rhône-Poulenc, le Britannique Fusions et les Américains Rorer et Marion pour créer le groupe agrochimique et pharmaceutique Aventis, qui deviendra Sanofi en 2011.

Aux États-Unis aussi L'un des plus grands groupes industriels de chimie, l'Américain Dupont de Nemours, dispose d'accords de coopération avec le consortium allemand IG Farben au moment de la Seconde Guerre mondiale. Du Pont de Nemours fournissait l'acide cyanhydrique nécessaire aux exécutions capitales de certains États des États-Unis, lequel acide est également nécessaire à la fabrication du zyklon B. Les industries sidérurgiques et chimiques allemandes jouèrent un grand rôle dans les rouages de la mécanique infernale hitlérienne, et leurs responsabilités quant à la mort et aux blessures de millions de gens sont immenses.

Le mois prochain, dans le troisième et dernier volet de cette série d'articles, nous nous intéresserons aux constructeurs automobiles qui roulèrent pour Hitler aux États-Unis et en France.

Frédéric Pussé

Sources : *Terre promise*, *Le Monde*, *Observatoire des multinationales*, *La Liberté*, *Wikipédia*.

1. Voir l'article *L'enrichissement scandaleux des industriels grâce à la Première Guerre mondiale*, paru dans un précédent numéro
2. *Ibid*.

« La guerre n'est pas un roman d'aventures, c'est une tragédie. »

À propos d'une photo…

“Tout ce que nous pouvons faire pour justifier tant de souffrance et tant de morts, c'est de porter leurs espoirs avec nous, de veiller à ce que ces espoirs ne soient pas déçus, et que ces morts ne soient pas seuls.”

Albert Camus

Luciano Allende

L'homme qui porte sur son dos le corps épuisé d'un compagnon s'appelle Luciano Allende. La photo a été prise lors de la libération du camp de concentration nazi de Neuengamme.

Le 4 mai 1945, lorsque les troupes britanniques libérèrent les déportés du camp, quelque 43 000 personnes avaient péri. Luciano Allende a été photographié portant sur son dos un compagnon très malade en raison des conditions de vie endurées par les prisonniers dans ces lieux cauchemardesques.

Dans ce monde, les héros font partie de l'imaginaire collectif, nous leur donnons une signification particulière. Les héros anonymes que nous découvrons sur cette photo ne portaient ni masque ni cape, leur costume était un uniforme rayé et leur sceau d'identité était un numéro tatoué sur leur avant-bras.

Luciano Allende était un anarchiste espagnol, il avait franchi les Pyrénées en février 1939, comme un demi-million de personnes après avoir été vaincues par les troupes du général Franco. Depuis leur arrivée en France, elles vécurent comme des apatrides, des parias dans les baraques des camps de concentration, les baraques des camps de travail, les cabanes et les grottes dans les montagnes et les bois de tout le pays.

À partir de 1940, plusieurs dizaines de milliers d'Espagnols républicains se

sont battus pour mettre fin au fascisme en Europe après avoir été vaincus durant la guerre civile.

Luciano Allende et ses compagnons antifascistes décidèrent de reprendre les armes en France pour combattre au nom de leurs idéaux internationalistes. Ils n'étaient pas seuls, d'autres étrangers rejoignirent leur lutte. Ces hommes, aujourd'hui oubliés, ont fait leur devoir pour défendre la liberté en Europe alors que l'Espagne franquiste les avait condamnés. Il n'était pas dans l'intérêt des partis politiques français de faire de ces étrangers les protagonistes du combat contre le fascisme.

Les républicains espagnols n'oublieront jamais les blessures infligées par huit années de guerre ni celles infligées par le général de Gaulle. Inquiet de l'importance prise par les Espagnols dans certaines régions, où ils étaient majoritaires dans la Résistance, de Gaulle leur demanda de rentrer chez eux, oubliant ainsi les décisives batailles qu'ils avaient menées pour débarrasser l'Europe de la Bête immonde.

La plupart d'entre eux ont lutté avec un objectif final, reconquérir l'Espagne. Une Espagne qu'ils pensaient libérer, après la Seconde Guerre mondiale, avec l'aide des Alliés… Il n'en fut pas ainsi. Les survivants espagnols de cette longue bataille contre le fascisme ont pu célébrer en exil la victoire à laquelle ils avaient participé, mais ils n'ont jamais pu retourner sur leurs terres et dans leurs maisons.

Dignité, solidarité et résistance

Après la Seconde Guerre mondiale, les survivants des terrains de bataille et des camps de concentration ont abandonné leurs uniformes de combattants et de déportés, ils ont repris en exil une vie « normale ». Ils ont refusé les appels des autorités militaires françaises afin qu'ils s'engagent dans une armée en partance pour l'Indochine et une nouvelle guerre coloniale. La majorité d'entre eux étaient des gens humbles, des ouvriers, des paysans et des artisans, toute leur vie, ils poursuivirent leur combat contre le fascisme.

Plusieurs dizaines de milliers de ces républicains espagnols ont combattu pour la liberté et ont été déportés et transférés dans des camps de concentration nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Dignité, solidarité et résistance sont les mots qui définissent le mieux ces héros anonymes.

Nous les avons côtoyés dans nos familles et dans nos cercles militants, malgré les souffrances endurées durant leurs années de guerre et de captivité, les protagonistes de ces histoires ne perdirent jamais leur sourire ni leur fierté d'avoir défendu leurs idées envers et contre tout.

On l'appelait « Toto »

Luciano Allende est né le 28 mai 1898 en Cantabrie. Il a vécu une enfance pauvre. À l'âge de 15 ans, en 1913, il émigra dans la région lyonnaise pour travailler comme verrier à Vénissieux. C'est un métier difficile, le feu brûle les yeux et le mélange de certains minéraux utilisés comme colorants brûle les poumons.

Au printemps 1914, il s'installa dans la région parisienne et travailla à la verrerie de Clichy. Il était militant et se lia d'amitié avec l'insoumis Gaston Rolland, condamné aux travaux forcés pour avoir refusé les guerres. Il était également en contact avec les militants français de l'Union anarchiste dont Louis Anderson dit Ander, administrateur du *Libertaire* de 1932 à 1939. Charles Louis Anderson remua ciel et terre, pendant la guerre d'Espagne, pour évacuer les enfants victimes des combats vers des lieux sûrs et des conditions de vie dignes. Dans les années 1920, Luciano Allende participa aux activités des groupes anarchistes espagnols exilés et fréquenta Buenaventura Durruti et Francisco Ascaso.

Après le coup d'État fasciste de juillet 1936, Allende retourna en Espagne pour rejoindre les troupes qui résistaient au coup d'État du général Franco au sein d'une unité de la CNT où il combattit jusqu'à la fin du conflit.

Exilé en France, en février 1939, Luciano Allende fut interné au camp d'Argelès puis à celui de Saint-Cyprien avant d'être incorporé dans les Compagnies de travailleurs étrangers (CTE). Pendant l'Occupation allemande, il s'engagea dans la Résistance en Savoie sous le pseudonyme de « Toto ». Il appartenait alors à une unité appelée « Bataillon de la mort ».

Luciano rendit de nombreux services à la Résistance avant d'être arrêté par la Gestapo le 18 mars 1944 à Montmélian en Savoie. Durant les interrogatoires, les Allemands ne purent rien en tirer et il fut déporté au camp de Neuengamme, une ancienne usine de briques utilisée comme une fabrique d'horreur par les SS. Sur les 106 000 personnes qui y sont passées, près de la moitié périrent.

À son retour de déportation, il milita à la fédération locale de Paris de la CNT en exil puis s'installa près d'Antibes où il exerça le métier d'apiculteur avec sa compagne Mariette.

Luciano Allende continua de militer à la CNT et à la Fédération Espagnole des Déportés et Internés Politiques (FEDIP) jusqu'à sa mort survenue à Cannes le 23 janvier 1983. Ses cendres ont été dispersées dans le jardin du militant anarchiste Paul Ferrare à Golfe-Juan.

Daniel Pinós

1. « *La guerre n'est pas un roman d'aventure, c'est une tragédie.* », a écrit l'historien britannique Max Hastings.

Il y a cent ans, Salvador Seguí était assassiné

LE SEUL ENNEMI EN CATALOGNE EST LE MÊME QU'À MADRID : LE CAPITALISME

Salvador Seguí i Rubinat a laissé une trace profonde dans le mouvement anarcho-syndicaliste espagnol.

Peintre de profession, adhérent au syndicat du bâtiment de la CNT, ouvrier autodidacte formé par la lecture et les athénées du mouvement libertaire, doté d'une culture peu commune, militant respecté dans la Barcelone ouvrière du début du XXe siècle, formidable orateur, il assuma les plus hautes charges et responsabilités dans la CNT qu'il réorganisa en syndicats uniques, c'est-à-dire en syndicats regroupant toutes les professions d'une même branche d'activité (comme par exemple dans le secteur du bois, en regroupant tous les travailleurs depuis la scierie jusqu'à l'ébénisterie et à la vente des meubles finis). C'est ainsi qu'il donna, accompagné d'Ángel Pestaña, autre leader cénétiste, une conférence à Madrid, en octobre 1919, pour expliquer et propager son idée de transformation des sociétés corporatistes en syndicat unique[1]. Ce type d'organisation permit rapidement à la CNT de se transformer en la puissante centrale confédérale qu'elle devint.

Bien entendu, il devint très vite la bête noire du patronat qui le fera assassiner par ses hommes de main le 10 mars 1923 à Barcelone (c'était l'époque dite du « pistolérisme »).

Et aujourd'hui ?

À l'occasion de ce centenaire, la CGT espagnole et la Fondation Salvador Seguí commémoreront, durant toute l'année 2023, sa mémoire et celle de toutes les victimes de la violence des patrons et de l'appareil d'État dans les années 1919-1923.

Ce sera ainsi l'occasion de rappeler le rôle des pionniers et pionnières de l'anarcho-syndicalisme et de la construction de la CNT (avec les grèves générales de 1916 et 1917, le congrès de Sants, la grève victorieuse de la *Canadiense* (qui a débuté le 5 février 1919. Ndlr) qui permit à la CNT d'obtenir (le 3 avril 1919. Ndlr) la journée de huit heures (une première mondiale), le congrès de la Comedia…)

Parmi toutes les manifestations prévues : rassemblement le 10 mars devant sa tombe au cimetière de Montjuich à Barcelone. Et bien sûr des conférences, tables de presse, expositions sur Salvador Seguí et son époque, documentaires qui lui sont consacrés, publication d'un livre compilant tous les articles qu'il a écrits, et organisation de débats sur le thème : « Anarchisme et syndicalisme », « Le syndicat et la grève de la *Canadiense* », « Culture et éducation », « Nationalisme et Catalogne »…

Autant dire une année 2023 consacrée à la mémoire et au combat anticapitaliste toujours d'actualité.

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí

1. Pour information, il est encore possible de vous procurer à la librairie Publico la brochure *Le Syndicat. Organisation, Pratiques & Buts*. Cette brochure éditée par notre groupe regroupe les discours de Seguí et Pestaña prononcés à Madrid en octobre 1919.

SALVADOR SEGUÍ ET SES POSTURES TYPIQUES AU COURS DES RÉUNIONS

JANVIER 2023 EN IRAN

Interview d'Irène Ansari

Le 11 janvier, l'émission *Femmes libres sur Radio libertaire* a interviewé Irène Ansari, coordinatrice de *la Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie* (LFID). Cette association vient en aide aux femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales, et aussi aux demandeuses et demandeurs d'asile iranien·nes et afghan·nes. Irène est arrivée en France en 1986. La Ligue a été l'une des premières à organiser les manifestations françaises de soutien au mouvement de protestation qui embrase le pays depuis la mort de Mahsa Amini. Cet article n'avait pu être intégré au Monde libertaire de février.

CARICATURE JAMES

Femmes libres : comment évolue la mobilisation avec la répression et les condamnations à mort de jeunes gens ?

Irène Ansari : À ce jour, il y a 109 personnes dans les couloirs de la mort, après un jugement fait dans de telles conditions que ce n'est pas un jugement. Pourtant, la mobilisation continue comme nous le voyons aussi sur les murs de Paris même, avec des collages « *Les exécutions n'arrêteront pas la révolution* ». C'est un des slogans qui a le plus de sens. Actuellement, au Kurdistan, les manifestations, dans certaines villes, sont quotidiennes, et aussi dans le Sistan-Baloutchistan, elles ont lieu tous les vendredis. Ailleurs, dans le pays, la mobilisation n'a pas la même ampleur qu'au début. Cependant, des rassemblements sont organisés pour certaines occasions. Par exemple, le dimanche 8 janvier, à l'appel de plusieurs organisations, il y a eu des rassemblements et des manifestations pour le souvenir du Boeing ukrainien abattu, en 2020, par les missiles des gardiens de la révolution, faisant 176 victimes. Et chaque fois, par tradition, au 40e jour après le décès d'une personne, et là, ce sont des assassinats, une cérémonie rassemble famille et ami·es. Et comme, il y a eu plus de 500 tué·es depuis le début de la révolte populaire, il y a toujours une occasion pour manifester. Mais l'ampleur est moindre, et cela se comprend parce que la répression est féroce. Ce n'est pas seulement la condamnation à mort, la police tire sur tous. tes les manifestant·es, les arrête, les met en prison, viole les jeunes femmes et jeunes hommes. Alors, en réaction à cette répression, les gens sortent, manifestent et continuent à être mobilisés. C'est au Kurdistan que la mobilisation est la plus intense.

Tu parles de condamnations à mort et de viols, mais il y a des tortures aussi.

Les informations qui nous arrivent sont insupportables, c'est-à-dire qu'il y a des tortures vraiment inimaginables au XXIe siècle. Il y a beaucoup de prisonniers et prisonnières politiques, blessé·es lors des manifestations, qui sont privé·es de soin, elles et ils sont tabassé·es en prison. Le rappeur Toumaj Salchi est en train de perdre son œil suite aux tortures. D'autres ont perdu leur œil lors des manifestations, ou bien leur visage a été déformé sous les coups. Les tortures en prison visent à obliger les gens à faire des aveux. « *Avouez que vous avez tué ! que vous avez blessé un policier ou milicien ! que vous recevez de l'argent de l'étranger ! que vous êtes un espion ! que vous êtes en contact avec des forces à l'étranger* ! » Ce n'est pas facile de supporter les coups, à un moment on cède pour que les tortures s'arrêtent. Alors les aveux sont filmés et enregistrés et serviront contre ces prisonniers lors de soi-disant procès, et à les condamner à mort.

Ces tortures visent à terroriser toute la population pour qu'elle se tienne à carreau, mais la mobilisation continue.

Ce régime ne fera pas machine arrière, il ne cédera sur rien du tout. Il y a une crise économique énorme en Iran, il y a des crises politiques. Aucun domaine économique n'est épargné. Et ce régime ne veut pas et ne peut pas répondre aux revendications de la population, des femmes et des hommes, et donc le seul moyen pour lui, c'est de réprimer. Les gens en ont marre ! Les jeunes disent : « *ce n'est pas grave, de toute façon, on va mourir sous ce régime* ». Des familles ont peur pour les jeunes, elles les empêchent de sortir, ce n'est pas qu'elles ne sont pas d'accord, mais le prix à payer est trop cher. Depuis le début de la révolte populaire, les manifestations ne suffisent pas pour en finir avec ce régime. Il faut une grève générale. Il faut que tous les mouvements étudiants, lycéens, ouvriers, enseignants, tous les peuples iraniens essaient de faire une coalition, que des millions de gens descendent dans la rue, pour pouvoir en finir avec ce régime et nous n'en sommes pas encore là, mais j'espère que cela viendra. ●●●

JANVIER 2023 EN IRAN
Interview d'Irène Ansari

JANVIER, SUR UN MUR PARISIEN.

●●● **On peut espérer une grève générale ! Face aux caricatures de *Charlie Hebdo*, quelles sont les conséquences pour le peuple iranien ?**

La riposte du régime a conduit à la fermeture de l'Institut français de recherche en Iran. Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté devant l'ambassade de France à Téhéran et ont brûlé des drapeaux tricolores. Un des chefs des gardiens de la révolution a fait un discours et a menacé de mort *Charlie Hebdo* et les dessinateurs. Il n'a pas mâché ses mots. Il menace de mort ces Iranien·nes qui ont participé au concours de caricature du guide suprême, où qu'ils et elles soient, en Iran ou en Europe. De toute façon, le régime n'a pas besoin de preuve qu'on a travaillé pour *Charlie Hebdo* ou qu'on avait *Charlie Hebdo* dans son téléphone, il trouve un prétexte, il arrête, il torture et condamne à mort.

Toute la culture est dangereuse pour un régime comme celui-là !

Oui, et des centaines de mails ont été envoyés à *Charlie Hebdo* par les Iraniens·nes pour remercier pour ce numéro du 4 janvier 2023. Certains provenaient d'Iran. Même si le journal papier n'est pas disponible en Iran, les caricatures scannées circulent dans le pays. Ce que nous faisons ici en termes de soutien et de solidarité est très important pour la population iranienne mobilisée. Dimanche 8 janvier, à Lyon, la mobilisation était massive, exceptionnelle parce qu'un jeune iranien étudiant en France s'était suicidé en laissant deux vidéos, l'une en français, l'autre en persan : il n'était ni dépressif ni militant mais il voulait attirer l'attention sur ce qui se passe dans son pays. Il faut continuer à se mobiliser, à faire des rassemblements, à diversifier les formes d'action comme les colloques, les réunions publiques. Il faut exiger que les ambassades d'Iran soient fermées dans toute l'Europe car ce sont des cellules de terroristes. Par exemple, l'ambassade d'Iran à Paris est en lien avec ceux qui ont tué les trois Kurdes, le 23 décembre 2022, rue Enghien, en face du Centre culturel kurde.

Comment caractérises-tu la montée de l'exclusion des femmes dans l'espace public ? Car une nouvelle étape est franchie, depuis le 2 janvier 2023, avec le SMS envoyé à celles qui sont en voiture sans le voile « porté comme il faut ».

Les femmes sont sorties sans voile massivement, surtout dans les grandes villes. Maintenant, l'adjoint du procureur demande à la police et aux juges d'agir contre les femmes sans voile. Elles sont passibles d'une amende, peuvent être arrêtées : c'est déjà inquiétant et dangereux et, en plus, les personnes qui les incitent à ne pas porter le voile vont encore être plus sévèrement punies, d'un à dix ans de prison et interdiction de sortir du pays. C'est une réaction du régime contre les femmes qui ont jeté et brûlé leur voile. Quelle police va exécuter ces ordres ? Peu importe, tous les types de police sont déjà là pour battre les femmes, les arrêter. Dans les institutions et les lieux de travail, le port du voile est resté absolument obligatoire.

C'est le talon d'Achille du régime. Il ne peut pas lâcher sur le voile car alors il faudrait qu'il lâche sur d'autres choses. Il s'agit de la maîtrise du corps des femmes, c'est la base idéologique de ce régime sanguinaire, mortifère. C'est pourquoi les femmes iraniennes sont arrivées à cette conclusion qu'il n'est pas possible de réformer le régime : il faut le renverser ce régime ! Le peuple pense de même. Rappelons les intérêts et enjeux économiques : les gardiens de la révolution détiennent 75 % de l'économie en Iran ! Le régime est entièrement corrompu.

En conclusion ?

Nous, femmes iraniennes et nos sœurs afghanes, partageons le même sort. Nos sœurs vivent des horreurs depuis le 15 août 2021. Il est inconcevable que les talibans et les mollahs dirigent la vie de qui que ce soit. Le sort des femmes est lié sur le plan mondial et les femmes développent une solidarité internationale et doivent être soutenues car, quand on avance sur les droits des femmes, on avance sur tous les droits humains.

Propos recueillis par *Hélène Hernandez*
http://emission-femmeslibres.blogspot.com

ITALIE
Le projet éditorial Malamente

Une maison d'édition et une revue « de lutte et de critique du territoire »

Le projet *Malamente* a débuté au printemps 2015 avec le trimestriel du même nom ; en 2021, il est devenu une maison d'édition qui publie six titres par an.

Le mot italien « *malamente* » indique que l'on a mal fait quelque chose. En effet, au sein d'une société dans laquelle l'injustice grandit et la recherche du profit individuel écrase la recherche du bien-être collectif, nous ne pouvons qu'agir à contre-courant.

Notre logo représente le *Felis silvestris*, un animal insaisissable et légendaire des forêts des Apennins : un chat sauvage, sans maître, qui a le même esprit que les chats noirs…

Rivista Malamente, autoproduite et autofinancée, a été créée pour des intuitions et des réflexions collectives, des connaissances et des pratiques de critique sociale, des perspectives concrètes de libération, parce que l'incertitude et la crise de ces temps sont aussi des possibilités qui s'ouvrent, des certitudes anciennes qui s'effondrent.

Conscients qu'une lecture efficace de la réalité sociale ne peut se faire du haut vers le bas, ni à partir de convictions idéologiques intouchables et inamovibles, nous suivons le chemin inverse et nous sortons pour observer, écouter, dialoguer avec les individus et les communautés et avec leurs (et nos) contradictions. Loin d'une sous-culture repliée sur elle-même, nous voulons nous immerger dans les luttes sociales, pour tenter la contre-attaque. Et nous voulons aussi en souligner impitoyablement les limites, car l'art de choisir le moindre mal ne nous appartient pas.

Rivista Malamente sort en format papier : un choix dicté par le désir de se réapproprier un support stable qui induit une lecture plate et réfléchie. Dans un souci de libre circulation des connaissances, tous les anciens numéros sont en tout cas disponibles gratuitement sur notre site web.

Dans son numéro de mars 2023, une série d'articles enquêtent sur tous ces projets qui polluent et détruisent l'environnement (forages de gaz naturel, gazoducs, « parcs éoliens « industriels, tourisme balnéaire et stations de ski, etc.), toujours avec la conviction que nous n'avons pas tant besoin de projets de moindre impact, que d'un changement de perspective qui passe par le démantèlement du capitalisme industriel.

Nous ne dénonçons pas seulement la recherche du profit par les puissants, mais aussi toutes les pratiques qui vont dans le sens d'un contrôle toujours plus grand du vivant par la technocratie, par ceux qui gèrent la science et les machines. Nous avons abordé les questions du transhumanisme (c'est-à-dire la tentative de redessiner artificiellement les bases de la condition humaine, en dépassant les limites biologiques du corps afin de « l'améliorer »), les nouvelles frontières de l'édition génétique et les perspectives de l'intelligence artificielle. Il existe de nombreuses façons d'améliorer la vie sur cette planète, de la rendre plus saine, moins menacée par l'effondrement mondial ; et aucune de ces façons ne passe par les laboratoires de biotechnologie.

En tout cas, nous ne sommes pas effrayés par l'idée que nous ne verrons jamais le « soleil du futur ». Cependant, nous souhaitons maintenir en vie les valeurs qui ont toujours sous-tendu le projet révolutionnaire, et la meilleure façon de les maintenir en vie est de les vivre dans la pratique. C'est pourquoi nous sommes fortement attirés par toutes ces tentatives d'expérimenter un mode de vie différent, éloigné des lois de la concurrence, du marché et de la consommation forcée de biens, pour retrouver les modalités de l'autogestion, de l'autonomie et de la solidarité. Nous donnons donc de l'espace aux expériences de vie communautaire anticapitaliste, aux pratiques d'autodétermination alimentaire, au mutualisme et aux nouvelles formes d'association et de coopération, tout comme nous sommes attentifs à la récupération de tous ces « savoir-faire » considérés comme une possibilité pour les individus et les communautés de déterminer leurs propres conditions de vie à travers leurs propres activités, en défiant le capitalisme industriel qui veut imposer, avec des prétentions totalitaires, ses conditions.

Nous traitons également de l'actualité politique, de la création artistique, des écoles et des bonnes pratiques pédagogiques, de la culture d'en bas, de l'histoire entendue comme dialogue entre les générations et transmission d'un héritage subversif, de l'antifascisme d'hier et d'aujourd'hui, et de bien d'autres sujets qui nous tiennent à cœur.

En 2021, nous l'avons dit, naît l'aventure de la maison d'édition, dont le projet entend maintenir le même regard libertaire sur l'existence qui nous a accompagnés (et nous accompagne encore) dans les pages du magazine. À un rythme lent, mais avec persévérance et passion, le projet d'édition part à la recherche d'auteurs qui donnent voix à la pensée politique radicale, à la critique sociale, aux enquêtes d'actualité, ainsi qu'à l'histoire « populaire » et aux histoires qui racontent les territoires. Dans la construction de notre catalogue, nous imaginons un dialogue entre présent, passé et futur, avec les mots d'auteurs inédits, à redécouvrir ou qui choisiront ce projet pour donner une voix à leurs idées.

Le catalogue est divisé en cinq séries : « Tempi » (*Temp,* non-fiction socio-politique), « Voci »(*Voix*, fiction), « Ombre » (*Ombres*, non-fiction historique), « Inossidabili » (*Inoxydables*, classiques du passé), « Piume » (*Plumes*, petit format) et « Bossoli » (*Cartouches*, extra).

Il nous reste encore beaucoup de choses à améliorer pour faire coïncider la forme et le fond, c'est-à-dire pour faire en sorte que le contenu qui nous tient à cœur soit imprimé de la meilleure façon possible, promu et diffusé. Peut-être, cependant, sommes-nous sur la bonne voie.

Le collectif de Malamente

EDIZIONI MALAMENTE

La question ukrainienne

Mars 2023. La guerre aux confins européens dure maintenant depuis plus d'un an. Il est temps de faire le point pour nos lecteurs. Au premier janvier, on dénombrait 1 600 tanks détruits ou capturés. 251 véhicules blindés de combat détruits ou capturés, 650 véhicules de transport de soldat blindés ou pas détruits ou capturés, 67 avions touchés, 63 avions abattus et ainsi de suite. Une petite leçon de vocabulaire maintenant, Canons Césars, Char AMX, Drones, Défense Patriot, Obusiers, Lance-Roquettes Himars, missiles, fusées, etc. Le chiffre des victimes ? Merci de rester correct ! L'Ukraine, pays où on rencontre tous ces termes, est devenue un fabuleux champ d'expérimentation tant pour l'utilisation de toutes sorte d'armements que pour une remise à niveau des manuels de stratégie. Le maître-mot de ce qui se passe là-bas est : comment casser le maximum de choses et accessoirement d'individus sans tout casser ?

Notre aveuglement

La guerre a commencé le 24 février 2022. Elle a été précédée, au même endroit, par la prise de la Crimée et celle du contrôle de deux républiques indépendantes « auto-proclamées », celles du Donetsk et de Lougansk. Nous n'avons pas pris au sérieux ce qui s'était passé en Géorgie, en Syrie et en Afrique. Comme beaucoup de gens, je pensais que le capitalisme consumériste allait prendre le pouvoir de fait en Russie et globaliser le pays comme ce fut le cas dans la sphère euro-américaine et dans bien d'autres pays.

André Markowicz, traducteur incontesté de la littérature russe, avoue ceci dans sa page Facebook **: «** *Le fait que nous avons tous été stupéfaits de nous réveiller en guerre le 24 février prouve simplement que nous ne voyons que ce que nous voulons voir. Et, moi qui parlais de « rhétorique de guerre » et de « bruits de bottes » depuis le début de mes chroniques ici, j'ai été tout aussi stupéfait que tout le monde (sauf les services américains…). D'un coup, nous sommes passés d'une vie, comme a dit une amie, « d'antan » à une vie autre. Une vie dans la guerre* ».

Depuis, un grand nombre d'écrits sont parus. Certains émettant un message de solidarité vis-à-vis de déserteurs et insoumis de tous bords, sous forme d'une pétition, d'autres provenant de groupes anarchistes russes, biélorusses ou ukrainiens empêtrés dans une situation intenable.

Certains textes envisageaient la possibilité de négociations après avoir tenté de trouver les responsables de la situation. Dernier en date, l'article publié par le site Lundi Matin (9/01/2023) relève de la langue de bois militaro-militante la plus classique.

Des anarchistes ukrainiens ont donc pris le parti de défendre leur pays militairement tout en parlant de révolution, d'autres organisent le soutien des populations civiles comme celui des soldats de leur tendance.

Des massacres en masse, que ce soit à Marioupol ou à Makiivka, où plusieurs centaines de soldats nouvellement mobilisés auraient été volatilisés par une frappe précise de l'artillerie de fabrication américaine, ont eu lieu. Ainsi, il ne s'agit plus d'une simple question d'une guerre se passant à l'Est mais d'un problème fondamental posé aux anarchistes comme à tous ceux qui se revendiquent libertaires. La question se pose de la participation à une guerre qui dépasse les notions de lutte pour la liberté, qui devient une lutte pour la survie sous l'afflux de bombes et d'engins de mort de toutes sortes. L'effort militaire de part et d'autre devient un mode de production comme un autre et n'a d'autres fins que sa propre reproduction. Le terrain ukrainien devenant un providentiel terrain de manœuvre, d'expérimentation et de recherche meurtrier. Dans ce maelstrom il faut survivre. Le contexte idéologique du côté russe (un slavophilisme opposé à l'occidentalisme philosophique et la volonté de reconstruire un empire tsariste fantasmé) devrait obliger les libertaires à produire la seule chose qui, dans ce chaos criminel peut aider à vivre, c'est-à-dire une pensée libératrice**.**

Au Kremlin, un mage ?

Lors de l'attribution du dernier Prix Goncourt (2022), le jury s'était écharpé sur la question de savoir s'il fallait ou pas décerner ce prix au *Mage du Kremlin*[1] écrit par Giuliano Da Empoli. Peu enclin à suivre la mode, un livre de plus, un roman en outre sur la Russie, ne m'intéressait pas plus que cela. Puis il advint que cet ouvrage tomba entre mes mains et que je le lus. Pour ceux qui parmi nous, comme moi, ont cherché à sa-

MANIFESTATION À GENÈVE LE 4 MARS 2022.

KIEV. NO COMMENT…

voir ce qu'il en était de la Russie depuis la révolution de 1917 ainsi que comprendre ce que ce pays était avant le XXe siècle, *le Mage du Kremlin* n'apporte rien à la première lecture. Il n'en est plus de même lorsque les gazettes nous apprennent que deux oligarques russes, Pavel Antov et Vladimir Bydanov, en séjour en Inde, ont raté une marche (sic) et en sont morts. Ce « fait divers » avait déjà été décrit pour un autre proche de Poutine dans ce livre. Il faut reprendre, à la lettre, ce que disait Bakounine dans *L'empire knouto-germanique* quand il parle, à propos de la Russie, de civilisation Mongolo-Byzantine, qui « *déprave complètement la noblesse et en grande partie aussi le clergé russe, et ces deux classes privilégiées, également brutales, également serviles, peuvent être considérées comme les vraies fondations de l'empire moscovite. Il est certain que cet empire fut principalement fondé sur l'asservissement des peuples…* ». Cela étant absolument bien illustré par le formidable duo que forment Poutine et le Patriarche Kirill de l'Église orthodoxe, deux anciens collègues de feu le KGB. Ce *Mage du Kremlin* montre à quel point l'idée d'un empire s'étendant du Pacifique au centre de l'Europe reste vivace si ce n'est fondatrice dans la conception politique du petit groupe dirigeant russe. Pourtant peut-on se limiter à une telle analyse politique ? Qu'en est-il du pays lui-même ?

La Russie, mais quel pays ?

André Markowicz, toujours lui, déclare que « la *Russie a dépensé, aujourd'hui, un tiers de tout son budget dans la guerre. Un tiers du budget national, toutes dépenses et toutes recettes confondues*. » Ce qui pose la question, maintenant que les exportations de matières premières, gaz et pétrole, sont sur la pente descendante, de quoi vit le reste du pays dont une grande partie des entreprises étrangères ont vidé les lieux ? Pour comprendre, nous sommes obligés de prendre un peu de recul historique.

La Russie naît, à la fin de l'emprise mongole sur ce pays, au début de la seconde moitié du XVe siècle, avec la prépondérance de la ville de Moscou. Jusqu'alors, le pays colonisé par les Mongols était exploité à leur profit. À partir de ce moment-là, le maître de Moscou n'aura de cesse que d'établir son autorité totale et incontestée. L'État russe se développe en créant le Tchin ou *Table des rangs*, c'est-à-dire l'organisation de l'administration. Dans son effort de centralisation, le Tsar empêche la naissance et le développement d'une classe bourgeoise.

Les villes qui sont les lieux de naissance de cette classe, à travers les luttes d'autonomie des cités, avaient été réduites par les Mongols. Seule la religion orthodoxe avait pu survivre, à condition de rester cloîtrée dans ses couvents. La société russe est divisée en trois parties, la noblesse avec le Tsar à sa tête, l'administration et la paysannerie. Celle-ci est réduite à un état de servage. Conséquence de cet état, la production agricole reste limitée, sa plus-value servant à financer la marche de l'État et le bien-être de la noblesse. La révolution industrielle, essentiellement cotonnière, qui ne vit arriver les machines à tisser que vers 1880, se développa à la toute fin du XIXe siècle. Pour ce faire, l'abolition du servage était incontournable. Elle eut lieu en 1861 mais les terres restèrent propriété des nobles. Certains paysans accédèrent à la propriété privée et formèrent ce que l'on appela *Koulaks* et ne furent en fait que des fermiers modestes ayant la possibilité de vendre leur production comme ils l'entendaient. Le régime soviétique en fit des boucs émissaires[2] et mit en marche l'étatisation des terres, ce qui au fond ne changeait pas grand-chose avec la situation précédente. De la même façon, l'industrie existante dut se plier aux nécessités des plans successifs. La fin de la parenthèse soviétique vit l'écroulement de la propriété étatique et l'apparition des oligarques qui avaient eu l'idée de s'approprier des pans entiers de l'économie russe. Le retour d'un tsar à Moscou sonna la rentrée de ces nouveaux nobles dans le rang. Se soumettre ou périr, tel fut leur sort.

Ce que l'on pourrait nommer le mode de production russe est très particulier. Nous l'avons oublié, n'ayant, pour la plupart d'entre nous, jamais réfléchi au-delà du soviétisme et de son discours. Comme beaucoup, j'ai cru qu'avec la chute du communisme réellement existant le capitalisme allait prendre la place et, comme en Chine, étendre son emprise tant consumériste, industrielle que managériale. On remarque aujourd'hui qu'il n'en est rien. La fuite des cerveaux lors de la première mobilisation n'a rien changé. Pour le Kremlin, ces gens étaient dangereux, aujourd'hui il ne reste que les vrais Russes !

Ainsi, la boucherie peut continuer. Vagues après vagues, des hommes montent à l'assaut et meurent quand, en face, à peu de distance, d'autres tirent et tirent. La guerre s'arrêtera faute de combattants, mais ils sont encore nombreux ceux qui, forcés ou volontaires, répondront à l'appel du tsar.

Quand donc les soldats arrêteront-ils de se battre et, ce faisant, arrêteront-ils de participer à ce meurtre collectif ? Reste la question posée par cette guerre aux anarchistes et à leurs amis : quelle défense nationale ?

Pierre Sommermeyer
Individuel

1. *Le mage du Kremlin*, Giuliano Da Empoli. Collection Blanche, Gallimard 2022
2. Zinoviev déclarait en 1924 : « *On aime parfois chez nous qualifier de koulak tout paysan qui a de quoi manger* ».

ESPAGNE BARCELONE

Un policier-espion infiltré dans le mouvement Libertaria

Fin janvier, le journal catalan *La Directa* a publié les résultats d'une enquête très poussée impliquant 13 personnes. L'enquête a révélé qu'un agent de la Police nationale, dont le nom serait Daniel Hernández Pons (connu sous les initiales de D.H.P.), avait infiltré les mouvements libertaires du quartier de Sant Andreu à Barcelone. Dani, comme on l'appelait dans la mouvance, a infiltré le centre social *La Cinètika* en juin 2020. Dans les années qui suivirent, il a établi des relations sexo-affectives avec au moins huit femmes afin de les instrumentaliser, les utilisant pour intégrer différents groupes, des centres sociaux, des squats et le syndicat anarcho-syndicaliste CGT.

LE POLICIER-ESPION.

Le policier-espion est apparu pour la première fois dans le gymnase du centre squatté *La Cinètika*, sur le passage Fabra i Puig à Barcelone, en juin 2020. Il avait 31 ans à l'époque. « *Il a dit qu'il avait trouvé l'adresse sur Internet en cherchant un endroit bon marché pour s'entraîner* », explique l'un des militants de l'espace. C'est le début d'une infiltration rapide des mouvements sociaux du quartier, facilitée par une étoile du chaos tatouée sur son genou, des T-shirts avec des symboles antifascistes, des boucles d'oreilles et une coiffure mohawk adaptée à son nouveau contexte anarchiste.

À l'arrivée du policier, on se méfiait de lui parce qu'on ne savait rien de son passé. « *Il l'a pris sportivement, avec un sourire. Daniel Hernández Pons a toujours été très blagueur* », a expliqué Jaume à *La Directa*, pseudonyme utilisé pour le reportage par celui qui, il y a quelques jours encore, était considéré comme le meilleur ami du policier en civil.

Comme le confirme *La Directa*, la véritable identité du policier répond aux initiales : D.H.P. Le média précise qu'il a vérifié sa véritable identité grâce aux erreurs commises par l'infiltré. Les journalistes ont pu accéder à des données ouvertes sur son passé et son présent, et grâce à un test d'expertise physionomique qui compare les photographies de son passage à l'école de police d'Avila, entre 2018 et 2019, avec des images de lui en tant que militant à Barcelone.

Mode opératoire d'une taupe

La Directa détaille comment ce policier infiltré a visité à plusieurs reprises le centre social squatté *La Casika* à Móstoles, près de Madrid, et a également assisté à une réunion libertaire organisée à Vitoria en 2021, au Pays Basque. Pendant sa période d'infiltration, le policier-espion a participé à des manifestations contre l'emprisonnement du rappeur Pablo Hasél en février 2021 pour blasphème contre le roi, à plusieurs rassemblements pour empêcher les expulsions et a reçu une amende de 600 euros – qu'il n'a jamais payée – pour une autre mobilisation.

La Directa explique que, pour justifier les absences liées à la double vie qu'il menait, l'infiltré prétendait qu'il travaillait comme assistant d'un installateur de climatisations ou qu'il allait partir pendant quelques jours afin de rendre visite à sa famille aux Baléares ou à un ami à Tarragone. Selon le rapport de *La Directa*, le policier en civil a enchaîné les relations avec plusieurs femmes impliquées dans les mouvements sociaux de la ville, dont une pendant un an, ce qui lui a servi de passerelle pour entrer dans les collectifs du quartier.

AFFICHE. ESPIONNAGE SANS SCRUPULES. SOLIDARITÉ SANS LIMITES.

LAIA SERRA, AVOCATE DE LA CGT, ENTOURÉE DE DEUX DES PLAIGNANTES.

« *À travers toutes ces recherches, il a infiltré divers projets et espaces politiques* », peut-on lire dans le rapport de *La Directa*. Parmi ces projets, le média cite les projections de films à *La Cinèteka* et le groupe de travail du même centre social pour élaborer un guide de prévention et d'action contre la violence patriarcale. Daniel Hernández Pons a également participé à la tournée du mouvement zapatiste en Catalogne et a rejoint le Comité de coordination anti-répression de Sant Andreu.

Après une enquête longue et approfondie, le média d'information *La Directa* a pu confirmer que nous sommes face à une opération visant à introduire de multiples espions dans les sphères militantes, sous la baguette hiérarchique du ministre de l'Intérieur espagnol, Fernando Grande-Marlaska, souligne le rapport. Ce n'est pas la première fois qu'une telle chose se produit. En juin dernier, *La Directa* a découvert un autre agent (I.J.E.G.), infiltré dans le mouvement indépendantiste catalan.

Des femmes en colère

Cinq des victimes de Daniel Hernández Pons ont annoncé qu'elles allaient porter plainte contre ce policier, son supérieur hiérarchique et le ministère de l'Intérieur pour des délits d'abus sexuels, d'atteinte à l'intégrité morale, de divulgation de secrets et d'entrave à l'exercice des droits civiques. Selon elles, elles n'auraient jamais eu de relations avec cette personne si elles avaient su qu'il s'agissait d'un policier en civil.

Le témoignage de Clara, l'une de ses partenaires, est déchirant : « *Si j'avais su qu'il était policier, je n'aurais jamais eu de relation avec lui.* [...] *Rien ne justifie que l'État et la police s'immiscent dans ma vie. J'ai l'impression d'avoir été violée, d'avoir été liée avec quelqu'un que je ne connaissais pas et cela génère beaucoup de colère. Ce qu'il m'a fait en tant que femme est très dur, mais je pense qu'il est tout aussi mauvais qu'il soit entré dans la vie de mes amis ou dans des activités politiques* ».

L'action en justice est encouragée par le Centre de défense des droits de l'homme Irídia et le syndicat CGT, dont l'une des femmes concernées est membre. La plainte met l'accent sur le consentement à un rapport sexuel, et fait valoir que ce consentement « *dépend des informations dont dispose une personne et des circonstances entourant cette interaction sexuelle particulière* », concluant que « *les informations sur la personne et sur le type de pratique sexuelle sont indissociables du consentement sexuel* ». La plainte souligne également que la « *dignité de la personne* », qui inclut l'intégrité physique, émotionnelle et morale, « *ne permettrait en aucun cas l'inclusion de pratiques qui transgressent les valeurs et les croyances d'une personne* ».

Les plaignantes demandent que les tribunaux interrogent D.H.P. et son officier supérieur, ainsi que le chef du bureau des renseignements généraux de la police nationale au moment des faits. Elles demandent quel tribunal, dans le cadre de quelle enquête et pendant quel laps de temps l'infiltration de ce policier a été autorisée et si ses tâches incluaient d'avoir des relations sexuelles avec des militants de ces mouvements sociaux.

Ailleurs aussi, des taupes.

Le cas de cet agent de police sous couverture est similaire à celui de l'agent de la police métropolitaine de Londres, Mark Kennedy, découvert en 2010 après sept ans d'infiltration dans le mouvement écologiste, pour laquelle il a eu des relations sexuelles avec plusieurs militantes. La plainte d'une des femmes concernées a permis que le policier, après dix ans de procédure, soit condamné par un tribunal, en 2022, à payer 229 000 livres (environ 260 500 euros au taux de change actuel).

« *Des cas comme celui-ci ont déjà suscité un grand débat social et juridique en Angleterre précisément à cause de ces pratiques et il y a eu un prononcé judiciaire qui a dit que le fait qu'un agent infiltré ait eu des relations sexuelles avec des militantes était absolument illégal et violait divers droits fondamentaux* », a déclaré Laia Serra, avocate de la CGT, lors de l'annonce des poursuites devant la justice.

Laia Serra a dénoncé l'insuffisance de cadre juridique concernant l'infiltration de policiers, « *qui conduit à ces pratiques* », et a rappelé que ce type d'enquête est limité aux cas de criminalité organisée et de violence grave, et toujours avec une autorisation judiciaire.

Daniel Pinós

le temps de la colère, les femmes
notre temps est arrivé,
connaissons notre force, les femmes,
découvrons-nous des milliers.
ensemble on nous opprime
les femmes.
ensemble crions tous nous!

Du côté des femmes… et des féminismes

Dans un contexte de recul des droits humains et en particulier des droits des femmes, regarder 2022 dans le rétroviseur permet d'identifier de maigres avancées, dans une période pourtant bien catastrophique, sans pouvoir espérer une accalmie ou de belles éclaircies en 2023. Depuis 2020, la pandémie de Covid-19 n'en finit pas de muter de frontières en frontières, accentuant de nombreuses crises : sanitaire, économique, sociale et politique, le tout faisant régresser les droits des femmes de 36 ans selon l'ONU. Comment rattraper ce retard sur le chemin de l'égalité entre les hommes et les femmes, en zones de conflits comme en pays de paix ? La situation se caractérise par une aggravation des violences sexistes et sexuelles, l'utilisation systématique des viols comme arme de guerre, la traite humaine aux fins d'esclavage ou de prostitution, la paupérisation élargie des femmes, l'abandon de l'école pour un grand nombre de filles, l'augmentation des mariages d'enfants, les mutilations sexuelles féminines… Et cela dans un contexte de retour de la guerre en Europe même. Le fossé se creuse entre les plus riches et les plus pauvres. Et les conservatismes politiques et religieux gagnent du terrain sur chaque continent. Plus spécifiquement, les femmes sont frappées de plein fouet dans les restrictions de leurs droits : interdiction progressive d'accès aux espaces publics, révocation du droit à l'avortement, répression féroce des manifestant·es, crimes de guerre sexo-spécifiques… De l'Afghanistan aux États-Unis, de l'Iran à la Russie, de la Somalie à la France et à la Syrie, les droits des femmes sont le baromètre de ce qui est fait aux femmes mais nos sœurs ukrainiennes s'exilent, résistent ou meurent, nos sœurs russes leur sont solidaires pour dénoncer la guerre.

Femmes, Vie, Liberté !

Malgré la répression tous azimuts des mollahs contre le mouvement révolutionnaire, les Iranien·nes continuent la mobilisation contre le régime corrompu et mortifère, sous les arrestations, les tortures, les emprisonnements et les exécutions à mort. Le régime tue la jeunesse, ses propres enfants pour quelques mèches de cheveux, comme la police des mœurs a fait en assassinant la jeune Mahsa Amini. Les femmes en tête, tout le peuple iranien se lève. Debout !

Les talibans resserrent l'étau

Chaque mois apporte son lot de restrictions des droits pour les Afghanes depuis le 15 août 2021, date de reprise du pouvoir par les talibans. Elles sont interdites d'éducation et de travail, les universités leur sont aussi dorénavant fermées. Elles sont obligées de se cacher sous la burqa et sont exclues d'accès aux espaces publics, à la vie sociale, à la vie tout court. Et la famine touche une très grande partie de la population, à tel point que des familles vendent leur fille pour tenter de survivre, d'autres vendent des organes. ●●●

PARIS, 8 MARS 2020

UNE MARÉE VIOLETTE, PARIS, 19 NOVEMBRE 2022

Un droit à l'avortement à géométrie variable

La Cour suprême des États-Unis a annulé l'arrêt *Roe vs Wade* qui garantissait aux Américaines le droit d'interrompre leur grossesse, ouvrant ainsi à la remise en question de l'avortement dans près d'une dizaine d'États. Quant à la Colombie, la cour constitutionnelle a dépénalisé l'avortement jusqu'à 24 semaines de grossesse, pays pourtant très catholique. Cette décision autorise les femmes à avoir recours à l'avortement quel que soit le motif jusqu'au sixième mois de gestation. Au Mexique, la Cour suprême a confirmé juger inconstitutionnelle la criminalisation de l'avortement. Vote unanime, qualifié d'historique. En Inde, l'un des pays les plus violents pour les femmes et les filles, la Cour suprême reconnaît désormais le droit des femmes non mariées à avorter et la notion de viol conjugal. La distinction artificielle entre femmes mariées et non mariées disparaît donc, ainsi qu'entre viol et viol conjugal. En France, le délai légal de l'IVG est passé de 12 à 14 semaines. Et les parlementaires ont débattu de sa constitutionnalisation, l'Assemblée nationale a voté pour, le Sénat s'y est opposé. À suivre…

Un continuum de violences

« *Les stéréotypes de genre sont à l'origine des inégalités, des discriminations, des violences, des situations d'emprise et de domination. Le sexisme n'est jamais banal ni ordinaire. Il faut le combattre. En 2023, les femmes restent inégalement traitées par rapport aux hommes et victimes d'actes et propos sexistes dans des proportions importantes. De fait, le nombre et la gravité de ces actes augmentent, dans l'espace public, professionnel, privé, numérique… Les biais et les stéréotypes de genre, les clichés sexistes et les situations de sexisme quotidien continuent d'être banalisés. Cette culture a des conséquences tangibles en termes de violence symbolique, physique, sexuelle, économique pour les femmes. Du sexisme quotidien, dit « ordinaire », jusqu'à ses manifestations les plus violentes, il existe un continuum des violences, qu'il faut combattre* » (Campagne du Haut Conseil à l'égalité contre le sexisme). Le nombre des féminicides ne baisse pas au plan mondial. Toutes les onze minutes, une femme ou une fille est tuée par un partenaire intime ou par un membre de sa famille.

En France, en 2022, 126 sont mortes par un compagnon ou ex (dont 10 enfants), contre 48 en Espagne. Ce sont dix femmes par jour au Mexique. La Chine et l'Inde, plus du tiers de la population mondiale, révèlent un déficit de femmes et de filles de l'ordre de 200 millions du fait des fœticides organisés depuis des décennies. Cependant, beaucoup de pays ne décomptent pas les féminicides sur leur sol.

Quant au système prostitutionnel et pornographique, il est à la croisée de plusieurs oppressions liées aux inégalités de genre, de sexe, de classe, d'origine. Les femmes, des jeunes enfants et des hommes sont versé·es dans la réserve générale des êtres dont on peut disposer, réduit·es à leur corps. Ce système est un de ceux où il est capital de séparer le corps de la personne, comme c'est le cas pour la GPA, formes de violences extrêmes, expression aussi du patriarcat.

En France, en moyenne, le nombre de femmes âgées de 18 à 75 ans qui, au cours d'une année, sont victimes de violences physiques et/ou sexuelles commises par leur conjoint ou ex-conjoint, est estimé à 213 000. 94 000 femmes sont victimes de viols et/ou de tentatives de viol chaque année. L'agresseur est à plus de 95 % des cas, un homme, très souvent connu de la victime. Environ 125 000 femmes adultes ayant subi une mutilation sexuelle vivent en France. Viol, violence, harcèlement, agression sexuelle, quelle femme a pu y échapper au cours de sa vie ? N'y a-t-il pas urgence à lutter collectivement contre toutes les formes de violences, contre la culture du viol, contre le machisme, à la racine ? Alors qu'attendons-nous ?

Entre précarité et bas salaires

La moitié des 14 millions de femmes travaillant en France est concentrée dans une dizaine de professions du soin, de l'éducation, du service ou aide à la personne (aide à domicile, agente de nettoyage, caissière, etc.). Les salaires sont inférieurs à tous les étages de la hiérarchie sociale, entre plafond de verre et plancher collant car il est difficile de se sortir des bas salaires et de la précarité. Quant au projet de Macron sur les retraites, rien de nouveau pour les femmes, un salaire moyen moindre de 20 à 25 % par rapport au salaire masculin, elles resteront à moins 40 % de pension au regard des hommes, et comme eux, devront travailler plus longtemps, souvent un an de plus pour bénéficier d'une pension complète en cas d'un temps professionnel haché ou réduit.

Ni papa, ni mari, ni patron ! Ni bonne, ni nonne, ni conne ! Prenons nos affaires en main. Des femmes se lèvent pour ne plus vivre à genou ! Aucune révolution, aucun progrès, ne pourra se faire sans les femmes ! Personne ne nous libérera à notre place !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Des cheveux et de la liberté

Le symbole de la révolution iranienne et qui lui donne cet élan irrépressible capable d'ébranler le pouvoir est la chevelure — cette chevelure que doit dissimuler la coiffure exactement et rituellement ajustée. De ne pas l'avoir fait, est morte sous les coups de la répression la jeune Mahsa Amini, devenue l'icône du mouvement.

C'est sur cette chevelure que les manifestantes recentrent inlassablement leur protestation, leur refus : soit en arrachant voile et hijab, soit en se rasant le crâne : dans tous les cas, elles rétablissent violemment la signification interdite de cet attribut physique, celle d'une sensualité, d'une sexualité qu'un régime religieux intégriste les force à refouler, ne l'autorisant que pour les hommes, notamment dans des mariages arrangés où leurs compagnes n'ont pas voix au chapitre ni sans doute, dans la plupart des cas, au plaisir.

Langage des sens, attrait, désir féminin sont pour la forme dure de la religion islamique, des explosifs porteurs de liberté…

La chevelure n'est pas seulement agréable à regarder mais elle est voluptueuse au toucher, douce et vivante sous les doigts, émanation mystérieuse du plus intime de la vitalité, tel le poil de l'animal.

Caresser les cheveux d'une femme ou d'un homme donne la sensation d'un ressourcement, nous apaise, nous réconforte, nous guérit. En mineur, nous retrouvons ce bonheur à caresser notre animal domestique - ou un cheval dans un pré.

C'est pourquoi le foulard sur la tête déclaré par certains anodin me semble toujours véhiculer une forme de répression du corps, et de la part de celles qui le portent, d'un renoncement plus ou moins conscient au désir et à la liberté. En la vieillesse, je trouve affreuses ces coupes de cheveux féminines asexuées dites « à la garçonne » qui complètent l'uniforme du pantalon : supprimant, lui, en même temps que robes, jupes dessous, bas, souliers de ville, les formes et d'un corps - ainsi aboli, rayé à jamais de la Carte du Tendre.

Ces femmes semblent réclamer, pavoiser cette mort à laquelle les voue une société âgiste et sexiste.

Marie-Claire Calmus

IVG : mémoire féministe

Il en aura fallu des cris, des larmes, des morts, des manifestations, des moqueries, des brimades, et des sanctions pour que les femmes arrachent le droit de disposer de leur corps et de choisir le moment de leur maternité ou de ne pas avoir d'enfants : « *Un enfant si je veux et quand je veux* ».

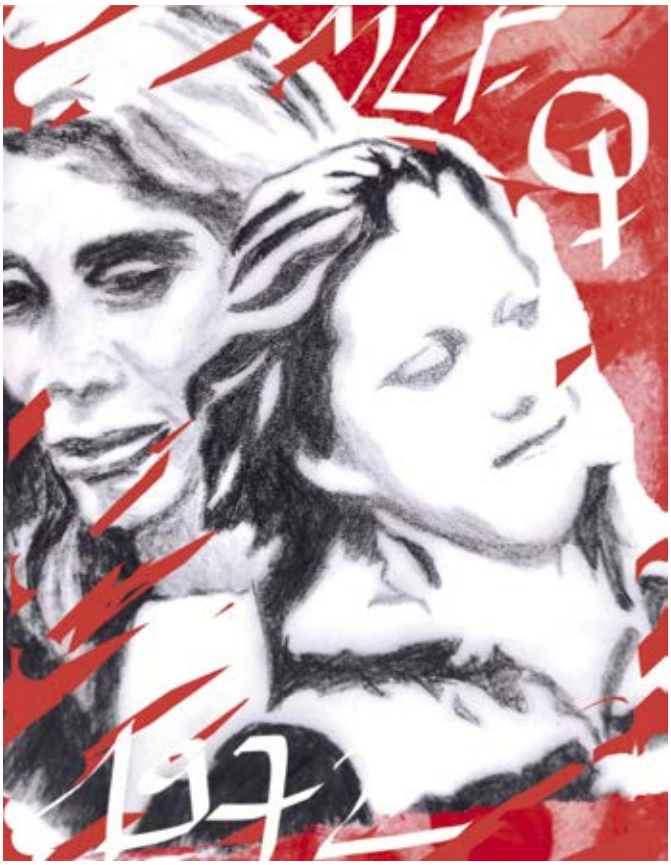
Violée par un garçon de son lycée à l'automne 1971, Marie-Claire, 16 ans, est enceinte. Elle refuse de mener à terme cette grossesse. Sa mère, Michèle Chevalier travaille à la RATP, sur la ligne 9, et élève seule ses trois filles de 16, 15 et 14 ans, elle gagne alors 1 500 francs par mois. Le diagnostic de grossesse est posé et le gynécologue demande 4 500 francs pour pratiquer un avortement. Ce sera une « faiseuse d'anges » qui sera sollicitée pour 1 200 francs. Deux autres femmes viennent aider. Après la pose de la sonde, survient une hémorragie, Marie-Claire et sa mère vont à l'hôpital.

Le Procès de Bobigny

Quelques semaines plus tard, le violeur de la jeune fille, Daniel, soupçonné de vol de voitures, est arrêté. Il dénonce Marie-Claire dans l'espoir que les policiers le laissent tranquille. A la vue de la police à son domicile, Michèle Chevalier avoue. Elle, Marie-Claire et les trois collègues de Michèle sont alors inculpées. C'est dans la bibliothèque de la RATP que Michèle trouve le livre *Djamila Boupacha*, écrit par l'avocate Gisèle Halimi, sur cette militante algérienne violée et torturée par des soldats français. Contactée, l'avocate accepte de défendre les femmes. Gisèle Halimi en fait une tribune politique pour le droit à l'avortement libre et gratuit et attaque cette loi, de 1920, injuste et « d'un autre âge ». Devant le tribunal de Bobigny, les militantes du MLF, Mouvement de libération des femmes, se relaient pour soutenir ce combat politique et le développer.

> **« L'Angleterre pour les riches, la prison pour les pauvres. »**

Rappelons que la pratique de l'avortement était punie, depuis 1810, par l'article 317 du Code pénal. Les lois de 1920 et 1923 ont interdit la propagande pour la contraception et l'avortement ainsi que la vente de moyens abortifs. Ces lois furent la réponse d'une politique nataliste à la grande boucherie de la Première Guerre mondiale : repeupler la France, certes, mais l'emprise sur le corps des femmes, c'est aussi la volonté de tenir et contrôler toute la population, jusque dans les alcôves ! Les femmes aisées vont à Londres, les femmes pauvres font beaucoup d'enfants ou meurent une aiguille à tricoter dans l'utérus. La loi de 1939 aggrave les peines encourues par les



MARIE-CLAIRE CHEVALIER (17 ANS) DÉFENDUE PAR GISÈLE HALIMI (REPRÉSENTÉE EN FOND) EN 1972 AU PROCÈS DE BOBIGNY. ILLUSTRATION DE ELLDÉ

auteurs d'avortement et, en 1942, le régime de Vichy fait de l'avortement un crime d'État et, pour l'exemple, envoie à la guillotine une avorteuse, Marie-Louise Giraud, en 1943. Pendant l'Occupation, un tiers des femmes emprisonnées l'est pour avortement, quinze mille condamnations sont prononcées jusqu'à la Libération. Que ce soit en 1936 ou après la Seconde Guerre mondiale, aucune formation politique ne remet en cause les lois natalistes. Les néomalthusiens et anarchistes sont restés bien seuls depuis la fin du XIXe siècle, poursuivis et souvent emprisonnés comme Jeanne et Eugène Imbert. Ce n'est qu'avec le MLF, formé en 1970, que la bataille reprend : d'abord, en avril 1971, avec le Manifeste des 343 femmes connues ou anonymes qui déclarent publiquement avoir eu recours à l'avortement, et qui revendiquent le droit à l'avortement, sa dépénalisation ainsi que la liberté de disposer de son corps. Dans les années 1970, entre 400 000 et 800 000 avortements sont pratiqués chaque année, entraînant plus de 3 000 décès[1] : l'avortement est réalisé sur une table de cuisine, avec cintres, aiguilles à tricoter, eau de Javel, queue de persil, sonde introduits dans l'utérus....

Marie-Claire est envoyée devant le tribunal pour enfants de Bobigny, à huis clos, le 11 octobre 1972. « *Nous avons toutes avorté ! Libérez Marie-Claire, l'Angleterre pour les riches, la prison pour les pauvres* ». Gisèle Halimi refuse le huis clos et convoque à la barre des personnalités comme Delphine Seyrig ou Simone de Beauvoir, mais aussi le prix Nobel de médecine, Jacques Monod, affirmant que le droit de donner ou pas la vie appartient « *de toute évidence à la personne qui est appelée à la donner* », et le professeur Paul Milliez, fervent catholique, père de six enfants qui assure que « *si Marie-Claire était venue me trouver, je l'aurais aidée* ». Marie-Claire est relaxée, le verdict se voulait clément pour apaiser les esprits. Mais au contraire, les manifestant·es assemblées devant le tribunal

> **“Une situation de désordre et d’anarchie qui ne peut plus durer.”**

clament : « *Ce n’est qu’un début, continuons le combat* ». Le procès de novembre 1972 est donc médiatisé, il pourra faire jurisprudence : les deux collègues de Michèle Chevalier poursuivies pour complicité sont relaxées.

Celle qui a pratiqué l’avortement est condamnée à un an de prison avec sursis. Michèle Chevalier est condamnée à 500 francs d’amende avec sursis. Gisèle Halimi conclut : « *Le jugement est un pas irréversible vers un changement de la loi* ».

Désobéissance civile

Un vaste mouvement social de femmes se déploie. *Le Torchon brûle* sort son premier numéro en mai 1971 et continuera jusqu’en 1973. Le MLAC, Mouvement pour la liberté de l’avortement et de la contraception, est créé en 1973 et organise des actions de plus en plus nombreuses de désobéissance civile par la pratique de l’avortement avec la technique Karman : utilisation de canules souples, non traumatisantes, et aspiration pouvant être réalisée par un non professionnel. Les débats et la mobilisation très médiatisés, y compris avec des groupes MLAC d’entreprises, font basculer l’opinion en faveur de l’avortement. Ils créent le rapport de force obligeant le gouvernement à ouvrir la voie à la loi, défendue par la ministre de la Santé, Simone Veil, sommée de légaliser l’interruption volontaire de grossesse fin 1974 car la loi en vigueur est bafouée publiquement : « *Alors je dis que nous sommes dans une situation de désordre et d’anarchie qui ne peut plus durer* »[2]. Loi de classe, promulguée en janvier 1975, qui sera insuffisante car limitée à un délai de 10 semaines, avec une durée de résidence de trois mois pour les femmes immigrées, un entretien préalable, une semaine de réflexion, qui ne prévoit pas de remboursement, votée pour cinq années (les femmes sont mineures, elles ne méritent pas une vraie loi !) et qui autorise les médecins à faire jouer une clause de conscience qui s’ajoute à celle qui prévaut déjà en médecine.

À BOBIGNY, LA PASSERELLE « MARIE-CLAIRE CHEVALIER »

« — FAIS PASSER OU J’TE PLAQUE ! » DESSIN DE JOSSOT. *L’ASSIETTE AU BEURRE* 1904

Les années suivantes, le mouvement féministe soutenu par les syndicats, les organisations politiques de gauche et les anarchistes, continue de revendiquer un droit libre et gratuit pour l’avortement et la contraception. Quelques dates accompagnées le plus souvent de manifestations sociales : en 1979, la loi devient pérenne ; en 1982, l’IVG est remboursée par la Sécurité sociale ; en 2001, le délai passe à 12 semaines ; en 2022, il passe à 14 semaines ; en 2016, les sages-femmes peuvent pratiquer l’IVG par voie médicamenteuse puis, en 2022, par voie instrumentale ; en 2016, le délai de réflexion d’une semaine n’est plus obligatoire pour les femmes majeures, en 2022 pour les femmes mineures. 220 000 IVG sont recensées chaque année en France, chiffre stable depuis la loi, une femme sur trois aura recours à une IVG dans sa vie. Plus aucun décès avec les techniques employées.

Aujourd’hui

En un siècle donc, le droit à l’avortement a évolué de manière positive en France, si on en reste à la loi. Mais dans la pratique, de nombreux centres d’IVG et de contraception ferment au gré des restructurations hospitalières et des restrictions budgétaires. La situation à l’hôpital public se dégrade considérablement, les médecins militant·es sont parti·es à la retraite, la relève doit faire face aux fermetures des services et des établissements publics et privés. Aussi, une autre bataille s’engage : inscrire le droit à l’avortement dans la constitution française pour en garantir le droit et éviter le scénario américain. Indispensable ! Mais est ce que ce sera suffisant pour que toute femme puisse accéder à l’IVG ?

Le droit à l’IVG, nous l’avons gagné, nous voulons le garder et le défendre !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

1. *Les médias et l’événement, La bataille de l’avortement*, La Documentation française, 1986
2. Simone Veil - *Les hommes aussi s’en souviennent. Une loi pour l’histoire* - Stock, 2004.

Suicides forcés, une autre réalité des violences conjugales

Chaque année, le 25 novembre est la journée de lutte contre les violences faites aux femmes dans le monde entier. En France, le samedi précédent, le 19 novembre 2022, d'après *Osez le féminisme*, nous étions 100 000 dans toute la France pour dire stop aux violences sexistes et sexuelles, et demander des moyens suffisants, que l'État refuse. N'avons-nous pas appris que des plaintes de femmes agressées par leur conjoint, mari, amant ou ex, ont volontairement été classées sans suite pour désengorger les tribunaux ? *Osez le féminisme* et l'AVFT (Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail) dénoncent ce cynisme d'État, le peu d'intérêt porté par la puissance publique pour la cause des violences faites aux femmes.

Depuis combien de temps les associations et collectifs féministes demandent un puis deux milliards pour traiter ce qui s'apparente à un fléau ? Et voilà cette information qui relève du scandale… Le nombre de plaintes a beaucoup augmenté, c'est un pas énorme pour ces victimes qui sont parfois revenues au domicile plusieurs fois avant d'oser pousser la porte d'un commissariat. Cette fois était la bonne avec tous les risques encourus… et la puissance publique les trahit ! 80 % des plaintes sont classées sans suite !

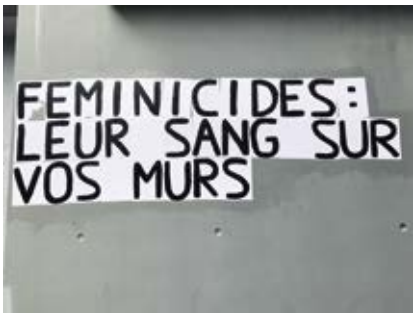
Les suicides forcés

Un autre nombre vertigineux, plus de deux cents par an, plus que celui des femmes tuées par leur conjoint, mari, amant ou ex pendant une année. Ce nombre est celui des suicides forcés. Un rapport a été remis en novembre par le Projet européen sur les suicides forcés à la Commission européenne. Il indique que, en Europe, plus de 1 100 femmes ont été poussées au suicide forcé en 2017, 209 pour la France pour 130 féminicides. Ce rapport est une synthèse des études qui font un lien entre suicide et violences au sein du couple. Il s'appuie notamment sur un questionnaire réalisé en 2015 en France qui rapporte qu'une femme sur 200 dit avoir déjà fait une tentative de suicide en raison des violences psychologiques subies, ce qui représente une femme victime par jour et non pas une femme tuée tous les trois jours sous les coups de son mari, compagnon… L'équipe de travail, composée des membres de la coopérative d'experts indépendants *Psytel* et de l'ex-avocate Yaël Mellul, a ainsi déterminé le pourcentage de tentatives de suicide attribuables aux violences au sein du couple à 11 %. Elle a également appliqué ce taux aux suicides de femmes dans chaque pays. « *Ce n'est pas scientifiquement assuré mais cela donne un ordre de grandeur raisonné.* » précisent les auteurs et autrice du rapport.

Qu'est-ce qu'un suicide forcé ?

Yaël Mellul le définit ainsi : « *C'est l'aboutissement des violences psychologiques (humiliations, insultes, isolement, chantage, etc.) exercées sur la victime, qui se suicide comme un acte ultime de libération.* » Dans le cadre du Grenelle contre les violences faites aux femmes, elle a porté la création de ce nouvel article du code pénal en juillet 2020 au Parlement. Il ajoute deux autres circonstances aggravantes au délit de harcèlement moral sur conjoint ou ex, *lorsqu'il conduit la victime à se suicider ou tenter de se suicider.* C'est l'ultime réponse quand les femmes ne trouvent plus d'issues, submergées par les violences endurées. Maltraitées, isolées, en face à face permanent avec leur tortionnaire, confrontées à des problèmes créés de toutes pièces par lui : financier, économique, psychologique, harcèlement, humiliation… essayant de protéger les enfants comme elles le peuvent, sans espoir de pouvoir trouver une solution, elles se tuent : médicaments, pendaison, étouffement…

BERGODA



Comment reconnaître un suicide forcé ?

C'est très difficile ; il faut remonter le fil de vie de la victime. Comme nous cernons mieux le phénomène d'emprise, de main mise de l'homme toxique, nous pouvons en principe mieux décoder le faisceau d'indices qui a amené à cet acte définitif. Cependant, les conséquences traumatiques des violences sont généralement considérées comme les causes du suicide et non comme des preuves qui ont conduit à la mort. Un tableau regardé à l'envers. Donc un travail de sensibilisation, de formation des personnels concernés, de vulgarisation auprès de tous les publics est encore et toujours nécessaire. Dans *Libération*, le 3 novembre dernier, est donné un exemple : Odile s'est suicidée, la journaliste suit le parcours de sa sœur Fadila Nasri qui raconte « son travail de fourmi » pour faire reconnaître ce suicide forcé. Il s'agit, pour caractériser un suicide forcé, de recueillir d'éventuels écrits de la victime, témoignages de proches ou collègues, témoins de scènes de violences, certificats médicaux, exploration des téléphones… « *Il faut entrer dans l'intimité du couple, procéder à une autopsie psychologique* » insiste Yaël Mellul, « Un lien de causalité doit être établi entre les agissements répétés de l'auteur et la dégradation des conditions de vie de la victime l'ayant conduite à se suicider ou à tenter de le faire. » ajoute Anne Givaudand, porte-parole du ministère de la Justice.

En 2021, 122 morts de femmes au sein du couple ont été recensées par les services de police et les unités de gendarmerie. Nous en sommes à 110 féminicides par compagnons ou ex en 2022, auxquels s'ajoutent 16 morts d'un tiers dont 10 enfants. Combien de suicides forcés ? Le décompte n'est pas encore possible en France. Pourquoi ? Yaël Mellul l'a demandé avec insistance depuis deux ans, sans résultat à ce jour.

Écoutez ces mots

Dans l'émission *Femmes libres* sur Radio libertaire, 89.4, chaque mercredi, l'état des lieux des féminicides est annoncé en France. Ce sont des chiffres a minima. Il a bien été précisé que de nombreuses affaires sont en surveillance et encore non recensées comme « féminicides » par les tribunaux qui opèrent une omerta sur le sujet. Écoutez ces mots : « *Je fuis !* » dit Karel, « *Je te souhaite la mort* » menace le compagnon de Anna, « *Je crois que je vais me tuer à cause de lui.* » énonce Claire. Justement, écoutons l'histoire de Claire. Elle écrit avant de se pendre : « *Il est à la fois mon bourreau et mon sauveur.* » Son parcours ? Lune de miel pendant deux ans, descente aux enfers, rapide : il la compare systématiquement à son ex-compagne, il l'humilie, il l'isole de ses amies et de sa famille, il exerce des violences sexuelles : « *il me demande de faire l'amour tous les jours car il en a besoin ! Une récompense [pour] tous les efforts qu'il fait pour moi !* » raconte-t-elle par SMS à une amie en 2019. Il la rend responsable de toutes leurs disputes, la jette dehors puis lui intime l'ordre de revenir, la maintenant dans une constante insécurité. « *Je crois que je vais me tuer à cause de lui. Je vis l'enfer tous les soirs. Il me hurle dessus, il me dit que je suis folle, dépressive, que personne ne veut de moi. Que je n'ai pas de vraies amies.* » Dans son entourage, il dit que Claire est instable, hystérique, bipolaire, allant jusqu'à la faire douter de sa propre santé mentale. Ce comportement est typique de la pathologisation de l'emprise. Les amies qui connaissent Claire parlent d'une fille calme, fuyant le conflit. Le tortionnaire va jusqu'à dire : « *J'ai toujours peur de la retrouver pendue.* » Claire part plusieurs fois mais revient. Elle va jusqu'à lui montrer le « violentomètre », cet outil qui permet d'évaluer la violence dans les relations de couple comme un thermomètre… Elle s'est pendue le 2 février 2020. Elle avait 29 ans.

Et en Espagne ?

Cet aspect des violences faites aux femmes sensibilise un peu plus sur la gravité de ce fléau, sur son enracinement profond dans notre société. Pourtant, en France, une loi prend en compte les violences psychologiques au sein du couple, notamment lorsque ces dernières conduisent la victime à mettre fin à ses jours. La loi Couillard vient compléter le dispositif sur les mesures de protection, le logement, le harcèlement moral au sein du couple et la levée du secret médical. Yaël Mellul insiste : « *Le harcèlement moral doit être combattu avec la même force que les violences physiques et le suicide forcé être reconnu au même titre que les féminicides. Il faut l'inscrire dans la convention d'Istanbul, du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence faite aux femmes.* »

Quand on constate la non-publication de décrets et circulaires permettant l'application de la loi Couillard, et la légèreté avec lesquels les pouvoirs publics classent les plaintes et appliquent ou pas les décisions de justice à l'endroit des assassins et autres tortionnaires domestiques, on est en face d'un véritable aveuglement de la part de l'État, de la non-assistance à personnes en danger.

Pourtant, si on regarde du côté de l'Espagne, il n'y a pas de fatalité. Ce pays a réussi à faire baisser le nombre annuel de féminicides de 25 % en 20 ans. Anne-Cécile Mailfert, de la Fondation des Femmes indique que : « *les responsables politiques ont su mettre les moyens financiers et humains à la hauteur des enjeux.* » Par exemple, il existe des tribunaux spéciaux créés en 2004 qui jugent les violences commises par les maris, compagnons ou ex. Un système d'aides et de droits particuliers est mis en place. En 2015, l'Espagne a transcrit dans son droit la Convention d'Istanbul, premier traité contraignant pour lutter contre les violences faites aux femmes. En 2017, un « pacte d'État » garantit un fonds de un milliard d'euros sur cinq ans.

Donc c'est possible. Disons, demain ?

Marie-Jo Pothier
Émission *Femmes libres*

Ma vie en vieille

C'est arrivé. Je suis vieille. Contre toute attente, je suis devenue une mémé. On me cède la place dans le métro. Le boulanger m'appelle « maman ». Nous sommes devenues vieilles et pourtant nous ne sommes pas les premières du genre. Ni les dernières. Des vieilles. Alors tant que je galope encore cahin-caha, il est temps de déposer mes ultimes volontés. En guise d'appel collectif, en guise de solidarité. Vieille d'accord, mais encore valide, pour combien de temps ?

S'il est une cause que ma génération n'a pas encore gagnée, en termes de vie privée, c'est le droit de mourir dans la dignité. Or nul réseau alternatif, nulle aide clandestine ne sont organisés de nos jours pour pallier l'incurie des pouvoirs publics. La dénégation des autorités, le lobbying illégal des Églises qui nous interdisent l'accès à notre ultime liberté. Le droit de choisir notre mort douce, sans souffrance, lorsque l'heure nous sera venue. C'est pourquoi après tant d'autres et avec tant d'autres aussi, je lance et relance un appel pour cette mobilisation : nous voulons une loi qui nous garantisse le droit sans entrave à mourir dignement selon notre choix. Et sans intrigue ni complication. Et pas seulement au nom d'une maladie incurable en fin de parcours, et pas seulement en désespoir de cause. Le droit de se retirer de la vie lorsque nous-mêmes le désirons. Ou même préventivement. Par exemple, l'Alzheimer n'est pas considérée comme donnant droit à la mort assistée. Mais lorsque je ne reconnaîtrai plus personne, lorsque j'aurai tout oublié, lorsque je me perdrai dans mon propre quartier, lorsque je ne saurai plus où j'habite, n'aurai-je donc pas le droit de me soustraire à cette comédie sans souffrir ? Devrai-je me jeter sous un train ou me défenestrer d'un dixième étage ? Je n'ai pas ce courage.

J'espère que les anarchistes seront et sont en première ligne sur cette revendication qui honorerait leur histoire et tradition. Mon corps m'appartient et n'appartient qu'à moi. Nous avons gagné la contraception, nous avons gagné l'avortement. Nous avons gagné le divorce et même, pour ceux que ça intéresse, le mariage pour tous et le PACS. Il nous reste à gagner le droit de mourir dans la dignité, lorsque nous en déciderons ainsi. C'est peu dire que notre pays est en retard sur ses voisins, c'est peu dire qu'un jour ou l'autre, cette loi sera votée. En attendant, rien ne nous oblige à recourir à des subterfuges pour en finir lorsque ce sera l'heure. Rien ni personne ne peut s'arroger le droit de nous priver de cette sortie en beauté. La loi pour le droit à toutes et tous de mourir dans la dignité, c'est maintenant. Et que le pape soi-même ait chuchoté un mot à Macron, que les évêques de France se soient invités à l'Élysée, que le président de la République émarge aux jésuites qui firent son éducation : tout cela n'autorise en rien à nous refuser notre droit imprescriptible dans une république laïque et non confessionnelle. Nous n'exigeons pas des croyants qu'ils nous suivent, nous exigeons juste qu'ils ne régissent pas nos vies privées.

Parmi d'autres initiatives, ce livre - *Ma vie en vieille et le droit d'en choisir la fin, récits* - de deux féministes de la première heure, Régine Dhoquois et Jacqueline Feldman, nous rappelle à nos mobilisations actuelles : le droit de mourir dignement. Après tant de luttes toute notre vie durant, celui-ci serait bien mérité. Le droit de mourir paisiblement.

> **“La vieillesse est une vérité, une réalité.”**

C'est quoi, être vieille dans une société qui a érigé la jeunesse en obligation générale et en vertu publique ? Peut-on même l'avouer : être vieille, est-ce décent ? Nous avons raté notre espoir de mourir collectivement dans des maisons de retraite alternatives, à nos mains, où nous serions entourés de nos amis, de nos proches, de nos compères et compagnes. Cet espoir jadis de fonder des communautés de vieux, nous ne l'avons pas concrétisé. Nous sommes donc voués à mourir isolés, racornis, au mieux sous garde charitable, quelque peu dégoûtée. *La vieillesse*, c'est peut-être le plus grand livre de Simone de Beauvoir. Inégalé. Que pouvons-nous attendre de plus désormais ? Les joies des manifestations de rue jadis, où éclataient les retrouvailles, les camaraderies anciennes et réaffirmées, les plaisirs de se réapproprier la ville, finies. Certains vieux s'y rendent encore, bravo ! Mais entre les violences policières et les courts circuits inopinés de nos jeunes vaillants et décidés, en plein cortège, que faire de nous ? Finie cette socialité qui scanda nos années adultes. Dire les forces qui nous fuient, les faiblesses qui nous enivrent, c'est incongru. Rester fières jusqu'au bout, et faussement agiles. Non. Pourquoi mentir encore ? La vieillesse est une vérité, une réalité. On n'a plus ni l'énergie, ni l'envie, parfois. On est dépossédé.

Aujourd'hui, les féministes de la première heure se mobilisent pour leur ultime droit, celui de mourir bien. Les féministes de la première heure ont gagné tous les droits de la vie privée, pour tous et toutes, sauf celui-ci. Notre ultime combat.

Elles racontent, elles pétitionnent. Elles disent ce que c'est que soudain être devenue vieille, au miroir social, lorsqu'on fut autonome et battante jusqu'ici, toujours. La condescendance. « *Entre 77 et 100 ans, vivre caché est le mieux que*

l'on puisse faire pour ne pas importuner nos jeunes actifs à roulettes » (p. 153). L'arthrose qui rend les gestes désormais impossibles, se plier en deux, fini. Les humiliations, le regard désastreux d'autrui sur vous, l'incongruité de prétendre s'amuser. Le malentendu permanent.

Lisez *Ma vie en vieille et le droit d'en choisir la fin*, honorez nos féministes de la première heure en rejoignant ce combat du moment. Cette année, le 8 mars, c'est la journée pour le droit (des femmes) à mourir dans la dignité.

Claire Auzias

Régine Dhoquois-Cohen & Jacqueline Feldman, *Ma vie en vieille et le droit d'en choisir la fin, récits,*
Les impliqués éditeurs – 2022 - 254 pages.

Hôtesses de l'air à poil pour le recrutement !

En Espagne, le 5 novembre 2022, trois candidates au recrutement d'hôtesses de l'air affirment avoir participé à une session particulièrement dégradante, dans un hôtel près de l'aéroport de Madrid. C'est l'entreprise MECCTI, basée au Moyen-Orient, qui organise des entretiens d'embauche des plus sexistes pour le compte de la compagnie aérienne Kuwait Airlines : « *Nous n'aimons pas votre sourire* », réflexion peu appropriée, mais aussi « *Vous avez un corps en forme de montagnes russes* ».

On regardait les dents des esclaves…

Il est exigé, pour ce poste, que les candidates et candidats doivent avoir un poids proportionnel à une taille minimale de 1 m 60 et afficher une présentation générale excellente. En outre, femmes et hommes ont dû se déshabiller pour vérifier la présence de tatouages, cicatrices ou de taches de naissance. Une des candidates a témoigné : le recruteur « *m'a demandé de remonter ma robe. Je l'ai relevée un peu, il a frappé juste en dessous de mon genou et il l'a remontée jusqu'à ma culotte. La robe avait une fermeture éclair dans le dos et il m'a demandé de la baisser jusqu'à ma taille et de rester en soutien-gorge* ». Les commentaires sexistes de la part du recruteur n'ont eu de cesse. Par ailleurs, les trois femmes affirment qu'une candidate parlant sept langues différentes aurait été disqualifiée à cause d'une « cicatrice au sourcil ». D'autres trop enveloppées, ou portant des lunettes ou des grains de beauté apparents, n'auraient également pas été retenues pour ces motifs.

Le secrétaire d'État espagnol à l'Emploi, Joaquin Perez Rey, a qualifié les faits de « *comportement intolérable qui viole la dignité et les droits fondamentaux de ces femmes* » lors d'une conférence de presse. Quant au ministère espagnol du Travail, il a ouvert une enquête sur les processus de recrutement de l'entreprise MECCTI. Rappelons qu'une nouvelle loi pour l'égalité de traitement et la non-discrimination au travail a été approuvée par le Parlement espagnol en juillet 2022. Mais MECCTI n'en a cure pour ses clients, que ce soit Kuwait Airlines, Qatar Airways, ou Saudi Arabian Airlines, toutes compagnies aériennes qui restent muettes quant à ces méthodes.

Mais les candidates hôtesses de l'air espagnoles ne se laissent pas faire ! A suivre…

Hélène Hernandez

Poèmes féministes d'une poétesse anarchiste

Libère-toi

Refuse
d'être une pute
qu'il culbute
et persécute
ou une conne
qu'il bâillonne
et raisonne,
une belle qui bêle.
Tu sers un veau !

Ta cervelle vaut son cerveau
ouvre les elles
Lutte !

(Sans titre)

la langue textuelle
deviendra bisexuelle :
ajoutons-y une voyelle,
si féminine qu'elle scelle
une langue enfin mutuelle

Maternité

Elle n'a pas vingt-cinq ans et ne les aura plus jamais.

Elle pousse une poussette, comme une excroissance,
elle traîne deux gros marmots, comme des boulets,
elle court faire les courses en jogging, comme un uniforme,
elle dépasse un salon de beauté, comme dans un film.

Elle sourit à la vie qui passe comme si elle était heureuse.

Tous voiles et toutes voiles dehors !

Prendre le voile,
porter le voile :

Ce n'est pas votre choix,
hors pression sociale,
mais l'imposition d'une foi
sexiste et patriarcale.

Ce n'est pas une liberté, plénitude
individuelle, de conscience,
mais un état de servitude
collective, dicté par l'obéissance.

Sous le voile, la terreur
des représailles est là, la peur
de l'opprobre, de l'exclusion
et de la condamnation.

C'est être, au bout de la lourde chaîne
des menaces et des chantages,
amarrées à l'anneau de l'esclavage.
Mettez les voiles, sœurs humaines !

Reprenons notre con (Extrait)

On nous a volé notre con :
il a été, au sens propre, banni,
puis, sans un mot, il a disparu.
Aucun autre mot ne s'y substitue,
on est dans la circonlocution, le non-dit :
Réhabilitons notre con !

Le con n'a plus que des sens sales,
c'en est devenu tristement banal.
On doit trouver ça normal,
ne pas le prendre à mal,
car c'est le mot le plus viral
de la langue vulgaire
— à la fois populaire et grossière —.

Refusons net ce système patriarcal
[...]

Élections piège à...

Élections pièges à cons,
à condition
de s'adresser aux hommes.

Élections pièges à couillonnes,
sauf discrimination,
pour s'adresser aux femmes.

Mais pourquoi céder au sexisme
en tout genre ?
Élections, pièges à moutons !

Ni dieu ni maître ni famille

Les bonnes sœurs, les faux frères,
les mères castratrices, les dieu le père,
les papis violeurs, et les mémés garderie
à qui l›on vole une seconde fois leur vie :
Non à la famille.

La mauvaise fille

(Sans titre)

Leurs mille papillons, quel cran inouï,
dénoncent ce huit mars les viols subis
dès les premières années de leur vie
aux mains de parents, professeurs, amis,
médecins, curés ou pasteurs et compagnie,
qui les ont cassées, dans leur corps et leur esprit.
Avec le courage que donne la rage, contre l'ennemi,
l'une à côté de l'autre, elles signent leur cri,
toutes ensemble elles les épinglent aujourd'hui
sur ce mur inédit à Santiago du Chili.
Bravant l'interdit, tout est précis et concis
sous le nom et sur le crime de ces pourris.
La honte, la peur, le silence, c'est fini !
Agonie sociale ! Que le patriarcat soit honni !

(Sans titre)

femmes battues
recroquevillées dans le noir
les bras rabattus
sur leurs lésions cramoisies
question débattue
pleins feux sur leurs bleus
brèves rebattues
épouvante et armes blanches
violence combattue
le tricolore passera-t-il au vert
soudain abattues
elles en avaient vu de toutes couleurs

(Sans titre)

ne prenez pas pour vertu
cet habit qui vous enchaîne
défendez les fruits défendus
à vous seules ils appartiennent
mettez-le au rebut et osez le nu

Poèmes et photos de Monica Jornet
Groupe Gaston Couté FA

REPORTAGE : SANTIAGO DU CHILI, 8 MARS 2020

MONICA JORNET
Libres pensées sous licence poétique
(2 volumes) et ***Feuilles volantes***,
Les Éditions libertaires

ANNA

Le congé menstruel, pour quand ?

À l'heure où l'Espagne s'engage à mettre en place ce congé suite au vote positif par le Parlement, en décembre 2022, qu'en est-il en France et dans d'autres pays ? Les raisons d'un vote majoritaire et très symbolique en Espagne reposent sur la nécessité de briser politiquement le tabou qui précarise toujours la prise en charge médicale des règles douloureuses. En effet, prendre en compte sur un plan médical et dans le monde du travail les conséquences, sur la vie quotidienne des femmes, de la dysménorrhée et des douleurs chroniques et incapacitantes révèle un changement dans les mentalités.

Un lourd silence bien utile

Ce débat est porté en Europe entre les partisans du congé menstruel et leurs opposants. D'une part, il y a lieu de mieux connaître le syndrome prémenstruel, le syndrome du choc toxique ou l'endométriose. Selon un sondage mené par l'IFOP en France (octobre 2022), 35% des femmes en entreprise déclarent que les douleurs liées à leurs règles impactent négativement leur travail, et 68 % des Françaises sont favorables à la mise en place d'un congé menstruel, non instauré pour l'heure. D'autre part, le risque de discrimination à l'embauche est réel, effet pervers possible de cette disposition, car celui de la maternité l'est déjà pour un ou deux éventuels congés au cours d'une vie professionnelle, alors devoir accorder chaque mois, à plusieurs femmes, un congé menstruel ferait lourdement réfléchir bon nombre de patrons. Sans compter que certains craignent une utilisation abusive de ces congés. Et qu'en pensent les autres salariés quant à la charge de travail augmentée pendant ces jours de congés ? Et les hommes pouvant se sentir lésés au nom de l'égalité femmes-hommes ? Et quid du secret médical ? Pour autant, continuer à invisibiliser la douleur de milliers de femmes, et perpétuellement reléguer les menstruations à la sphère privée, c'est négliger les aspects économiques, politiques et professionnels qui y sont liés. Comment préserver la santé des femmes et leur bien-être psychologique sans reconnaître ces douleurs très difficiles à supporter ? La reconnaissance de l'endométriose est presque acquise après des années de luttes menées par des femmes et des médecins : le congé maladie s'accompagne d'un délai de carence sauf si les démarches aboutissent à la qualification d'affection de longue durée ou celle d'un mi-temps thérapeutique. Il a fallu combien d'années de souffrances pour les 10 % de femmes, en âge de procréer, concernées ?

Une reconnaissance de la douleur qui tarde

Si, en France, le congé menstruel n'est pas encore garanti par la loi, il est en revanche parfois instauré à la discrétion des entreprises (moins de 10), souvent par accord d'entreprise. Par exemple, les femmes de la SCOP *La Collective* à Montpellier bénéficient d'un jour de congé payé supplémentaire. Cela permet à 16 salariées sur les 37 de l'entreprise de s'absenter en cas de règles douloureuses, en prévenant par mail : qualité de vie au travail et égalité des chances entre femmes et hommes sont ainsi au rendez-vous. Autre exemple, près de Toulouse, la start-up *Louis* qui fabrique du mobilier écoresponsable pour bureaux. Elle propose aux salariées de prendre un jour de congé menstruel, pouvant être décliné en jour de télétravail, une fois par mois, et ce, sans justificatif médical, ni perte de salaire.

Des pays ont instauré ce congé menstruel, comme le Japon, dès 1947. Les entreprises japonaises ne peuvent forcer une salariée à travailler si elle demande un congé menstruel. Elle peut prendre autant de jours que nécessaires, non rémunérés dans 70 % des cas. Mais le nombre de femmes en bénéficiant a chuté de 26 % en 1965 à 1, 6 % depuis 2004. D'après juritravail.com : « *pression sociale ? volonté de ne pas mélanger vie privée et vie professionnelle ?* ». En Corée du Sud, depuis 2001, 19 % des salariées utilisent leur droit au congé menstruel, un jour par mois, bien qu'il ne soit pas rémunéré. Les entreprises qui ne respectent pas la loi sont passibles d'une amende de 5 millions de wons, soit 3 750 euros environ. Et en Indonésie, depuis 2003, les salariées peuvent prendre un ou deux jours de congés, payés par l'entreprise, mais seulement en début de cycle et avec l'obligation d'anticiper la date et de la notifier à son employeur, difficilement applicable en cas de cycles irréguliers.

En France, le débat est ouvert sur le congé menstruel, mais sans concrétisation. Encore une lutte à mettre à l'agenda politique des femmes !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Femmes en luttes
la longue histoire de l'émancipation

C'est pour un long voyage jamais achevé que ce livre, *Femmes en luttes, la longue histoire de l'émancipation*, nous convie afin de suivre l'histoire de l'émancipation des femmes, un même fil déroulé à toutes les époques dans la quête de leur indépendance par rapport aux hommes. Dans le système patriarcal, la transmission, enfants et patrimoine, est une affaire d'hommes, et le mariage demeure un arrangement économique dans lequel les femmes sont ramenées à leur rôle de mères de famille au sein du foyer.

L'ouvrage s'articule en chapitres historiques, depuis l'Antiquité jusqu'aux féminicides et violences de notre époque. Les auteurs ont su nommer grand nombre de femmes ayant joué un rôle déterminant dans ces luttes, dont certaines, peu connues ou ignorées côtoient des figures du féminisme. Dès le Moyen Âge, la religion chrétienne va étendre son hégémonie et les femmes sont alors transformées en machines à reproduire. Certaines d'entre elles prônant l'égalité absolue entre les sexes vont pourtant émerger un peu plus tard alors que les guettent les procès en sorcellerie qui vont se multiplier jusqu'à la fin du XVII[e] siècle.

Plus d'autonomie… grâce à l'esclavage salarial

Il faudra attendre la Révolution française pour que les voix des femmes deviennent à leur tour, révolutionnaires. Pour preuve, Olympe de Gouges et sa *Déclaration des Droits de la Femme et de la citoyenne*, sera guillotinée en 1791. Dorénavant, le pouvoir oscillera entre libéralisation et reprise en main par le clergé et le régime conservateur. Mais les revendications émancipatrices des femmes ne vont cesser de progresser et de s'affirmer durant les XIX[e] et XX[e] siècles par la diffusion de brochures, journaux, et conférences. Paradoxalement, c'est au tournant de l'ère industrielle, sous le Second Empire, que les femmes vont trouver plus d'autonomie. Les nouvelles industries ayant besoin de plus de bras font appel à une main-d'œuvre féminine et malgré les difficiles conditions de travail, les femmes peuvent prétendre à un emploi salarié et gagner en autonomie.

La marche est faite de nombreux pas.

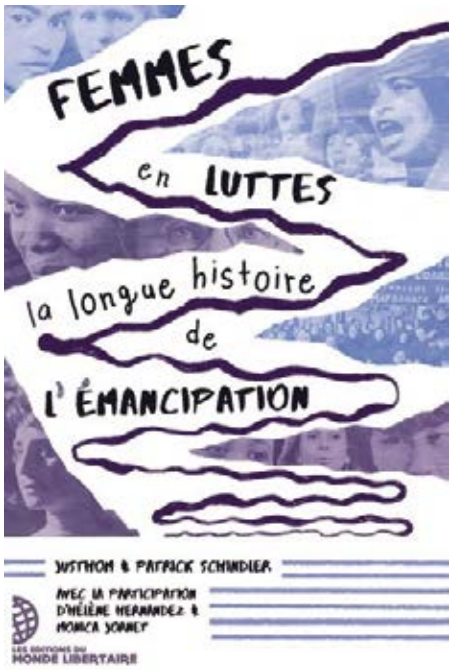
A l'image des suffragistes radicales anglaises, elles revendiquent inlassablement l'égalité des salaires et l'émancipation politique. Dès la mobilisation de 1914, les métiers réservés aux hommes s' ouvrent aux femmes mais pourtant, la fin de la guerre va sonner comme un véritable retour de bâton, l'avortement et la contraception sont interdits, la proposition de loi sur le vote des femmes est balayée. En Espagne, pendant la guerre civile en 1936, les femmes présentent un front commun par le mouvement des *Mujeres Libres (Femmes Libres)*, une organisation féministe libertaire. Durant la Seconde Guerre mondiale, les lois répressives contre les femmes continuent à s'accumuler et il faudra attendre le 21 avril 1944 pour qu'elles obtiennent le droit de vote. Peu après, en 1949, *Le deuxième sexe* de Simone de Beauvoir a l'effet d'une bombe par l'analyse qu'elle dresse de la condition féminine. Puis, les années suivantes, l'avortement thérapeutique est autorisé, le premier centre du Planning familial ouvre ses portes, les droits des femmes sont reconnus à égalité avec ceux des hommes et enfin, la contraception est autorisée. Puis vint Mai 68, les femmes réclament le droit de disposer de leur corps. Le MLF voit le jour en 1970, mais il faudra attendre cependant la promulgation de la loi Veil en 1975 pour la légalisation de l'avortement. Lois et décrets favorables à la condition féminine se succèdent jusqu'à ces dernières années dans la recherche de l'égalité et de la parité.

Il n'en demeure pas moins que l'égalité n'est toujours pas au rendez-vous et que féminicides et violences faites aux femmes restent des fléaux que la société ne parvient pas à éradiquer. Les phénomènes d'emprise, l'humiliation et les coups forment une hiérarchie dans les violences exercées contre les femmes.

Enfin, le livre aborde les mariages forcés, excisions, refus de l'interruption de grossesse, violences physiques, sexuelles ou morales, ces plaies qui ravagent le monde entier. Quant à l'homosexualité, les agressions physiques et morales sont toujours présentes, de même qu'il existe une violence systémique envers les personnes trans.

En ayant survolé ces luttes des femmes, on peut constater qu'à toutes les époques c'est leur corps qui est l'enjeu de tous les combats. Seule une révolution sociale et anarchiste sera en mesure de favoriser l'émancipation de tous les individus quels qu'ils soient.

Alain Eludut
Groupe Pierre Besnard



Femmes en luttes, la longue histoire de l'émancipation. Justhom et Patrick Schindler. Les Éditions du Monde libertaire
340 p. - 15 €

Mobilisation des féministes espagnoles

Le 8 mars de chaque année, c'est la Journée internationale des droits des femmes. Le reste de l'année ? C'est plus difficile de les rendre visibles, elles et leur combat contre le patriarcat. Faut dire qu'en France, on est noyés sous les journées spéciales : la journée du cheval, celle des chats, des grands-parents, la fête des voisins, le mois sans tabac, celui sans alcool… autant de niaiseries qui tentent de nous faire oublier l'essentiel, la lutte contre cette société capitaliste qui nous opprime, hommes ou femmes (enfin, encore plus les femmes).

Nos voisins espagnols ont droit eux-aussi à ce genre de journées spéciales plus que superflues. On ne dira pas la même chose du 8 mars qui, ces dernières années, a pris une ampleur phénoménale en Espagne, avec une mobilisation spectaculaire des mouvements féministes. Sans doute la plus importante en Europe. À l'heure où sont écrites ces lignes (début février), nous n'avons évidemment pas trop de visibilité sur ce que sera ce 8 mars 2023. Ce que l'on sait, c'est que, comme les années précédentes, des appels à la grève générale ont été lancés par les organisations féministes et syndicales.

Grève générale, mais pratiques différentes

Comme d'habitude, les anarcho-syndicalistes de la CNT et de la CGT espagnole appellent à une grève de 24 heures ce jour-là.

Comme d'habitude aussi, l'UGT et les Commissions ouvrières appellent à un arrêt de travail de… deux heures, ce qui risque d'être un peu « just » pour mettre fin, ou même réduire les inégalités de salaires entre hommes et femmes.

Une grève féministe ? Rappelons que la législation espagnole considère illégale la « *grève de genre* » car « *discriminatoire et attentant au droit fondamental d'égalité* » (sic). La loi ignore ainsi à dessein que les appels à la grève n'ont pas pour objet d'exclure les hommes, le seul mot d'ordre étant « Grève générale » adressé à toutes et tous, sans oublier pour autant que, depuis le début de l'année, plus de 15 féminicides ont déjà été perpétrés, tous ayant la même cause : le machisme structurel. D'où l'appel des mouvements féministes et des organisations ouvrières révolutionnaires à ce que, précisément ce 8 mars, toutes les femmes abandonnent leur travail salarié, les tâches ménagères, les soins, les écoles… et fassent aussi la grève de la consommation. Évidemment, rien n'empêche les hommes d'en faire autant.

Mêmes causes, mais quelques nuances

Les féministes insistent aussi sur le fait que la présence des lesbiennes et trans dans la lutte est nécessaire. À noter quand même des attitudes divergentes existant au sein même du collectif LGBT où beaucoup de femmes trans ne soutiennent pas l'appel à la grève générale. Même chose chez les Afroféministes qui ont des revendications décalées, considérant que, pour elles, le plus urgent n'est pas le problème du machisme mais la déshumanisation et l'invisibilisation subies par les femmes noires.

Reste donc à voir comment se déroulera ce 8 mars, les organisations ouvrières et leurs sections féministes rappelant que la clef de la mobilisation est l'entraide et le soutien à la grève pour exiger une transformation sociale qui fasse qu'aucune femme ne voit discriminés ses droits politiques, civils ou sociaux. Ce 8 mars devant être plus qu'une simple grève, histoire de rappeler que le corps de la Femme n'appartient pas à l'État, à Dieu, à la famille, ni au conjoint, mais à elle, et elle seule. Histoire aussi d'en finir avec les règles de conduite morale et religieuse qui s'obstinent à vouloir déterminer ce que la femme peut ou ne peut pas faire, de quelle manière, et ce qui lui est interdit.

Une seule finalité

Face à une société basée sur le profit, l'exploitation capitaliste et la domination des possédants, la lutte des femmes a toute sa place.

Pour qu'elles ne soient plus jugées, méprisées, ignorées ou instrumentalisées, le combat contre la société patriarcale est plus que jamais d'actualité. Rendez-vous donc en Espagne et ailleurs pour une mobilisation la plus large possible, et pas seulement le 8 mars.

« Si les femmes s'arrêtent, tout s'arrête »

Ramón Pino
Groupe anarchiste Salvador Seguí

Une page d'histoire.. La révolte des faeneras

Janvier 1918 à Malaga (Andalousie), la faim, la misère, les conditions de travail déplorables, provoquent la colère et incitent 800 travailleuses (faeneras) à descendre de manière spontanée dans la rue pour exiger des conditions de vie décentes.

La situation économique est désastreuse, les prix de tous les produits alimentaires de base ont augmenté de manière vertigineuse : pain, huile, pommes de terre, poissons... De même, les prix du charbon et des loyers ne leur sont plus accessibles. Alors que la Première Guerre mondiale ravage le reste de l'Europe, la position neutre de l'Espagne lui permet d'exporter denrées alimentaires et matières premières vers les pays engagés dans le conflit, mais provoque la pénurie à l'intérieur de l'Espagne. Famine pour les couches populaires, spéculation pour les accapareurs bourgeois. Colère des prolétaires et notamment des femmes qui voient les produits de première nécessité partir à l'exportation alors qu'elles, elles n'y ont plus accès, ce qui déchaîne une vague de protestations. Les manifestations spontanées s'enchaînent. Ce sont d'abord les femmes du milieu agricole, bientôt rejointes par celles des autres secteurs (ouvrières du textile, repasseuses, cuisinières, domestiques, femmes au foyer...), et ensuite des hommes affiliés aux organisations ouvrières (CNT et UGT). Grèves, réquisitions des produits destinés à l'exportation...

L'organisation de la révolte prolétaire

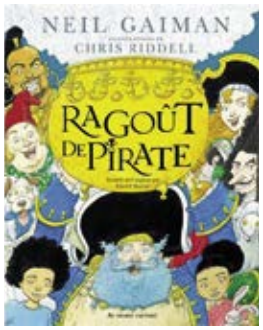
Le 12 janvier, convocation à un meeting où seules les femmes sont appelées à participer, plus trois représentants (hommes) des sociétés ouvrières. Le 14, ce meeting se tient au siège de Jeunesse République devant 2 000 participantes à l'intérieur et de 6 000 dehors. Les oratrices, Dolores Balaguer, María Valdés Pérez et Concepción Mesa appellent à une grande manifestation pour le lendemain, avec les femmes en tête de cortège et les hommes derrière. Principaux slogans : « *Vive les femmes unies* » et « *Mort aux accapareurs* ». Les autorités sont rapidement dépassées et répondent comme d'habitude par la répression en envoyant la Garde civile et l'armée qui chargent la manifestation le 15 janvier : résultat, quatre morts (deux hommes et deux femmes), une vingtaine de blessé·es et autant d'arrestations. Le conflit se transforme en grève générale. À la forme spontanée du début avec les femmes, succède un aspect plus masculin quand les organisations ouvrières s'engagent dans la lutte. Organisations ouvrières où jusqu'alors étaient à peine représentées les femmes. La répression n'arrêtera pas le mouvement de protestation, et provoquera de nouvelles manifestations devant les dépouilles des tué·es. Si dans un premier temps les baisses de prix exigées ne seront pas obtenues, les autorités accepteront quand même de mettre en place un tarif imposé pour modérer les prix sur les aliments de consommation basique. Mais rapidement, devant la poursuite des mouvements de protestation, Rodrigo de Rivas, le gouverneur civil en place, malgré l'opposition des industriels et propriétaires terriens, fera procéder aux baisses de prix réclamées par les femmes, afin d'en finir avec la grève (qui s'achèvera effectivement le 21). À noter que, dès le lendemain, le même type de mouvement populaire apparaîtra à Barcelone et dans une trentaine d'autres villes d'Espagne.

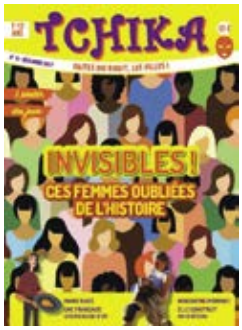
Bilan

Une constatation : à l'origine de cette révolte populaire, son caractère éminemment féminin. Même si les hommes ont fini par suivre le mouvement avec leurs organisations de classe, ce sont les femmes qui ont pris l'initiative de la révolte. Ce qui sera considéré comme la « *première grève féminine à Malaga* » marquera un point d'inflexion de la féminisation des sociétés ouvrières. Pour rappeler cette lutte des femmes, une plaque commémorative a été installée à Malaga, Place du Poète Alfonso Canales, et depuis 2019 est organisée chaque année dans les rues de la ville une « Marche des *faeneras* » en leur hommage (ou plutôt femmage). C'était encore le cas le 21 janvier dernier, preuve que ce combat est toujours d'actualité contre une société encore aux mains des exploiteurs de plus en plus avides de profits acquis sur le dos d'une classe ouvrière, où les femmes sont toujours les plus exploitées. Preuve encore qu'en 2023, comme en 1918, la lutte est le seul chemin vers l'émancipation des prolétaires.

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí

MANIFESTACIÓN DE LAS FAENERAS. MÁLAGA, 1918





Des lectures Jeunesse : féministes !

Pour commencer notre sélection de livres Jeunesse féministes, voici deux albums pleins de piratesses et d'humour. Juste pour le plaisir.

Zelda Pirate

de Pieter Van Oudhensden, illustrations de Merel Eyckerman,

traduit du néerlandais, Éditions Père Fouettard – 2019 - 14 €. Dès 5 ans.

Par une journée sans vent, le capitaine Gripsou, sur son bateau pirate, pêche un panier contenant un bébé, une fille qui se révèle pirate-née. Zelda devient la meilleure des mousses, nettoie, reprise et dort dans le tube du canon plutôt que dans son hamac. Elle apprend vite à se moucher avec un doigt, à fumer la pipe et à cracher dans la soupe. Elle se retrouve bras droit du capitaine, la plus courageuse lors des abordages. Elle se rebelle quand celui-ci ne partage pas les butins. Les pirates l'élisent capitaine ! Gripsou est contraint de quitter le bateau dans le panier de bébé voguant au gré des flots. Autoritaire, Zelda est crainte par l'équipage mais de trésors en victoires, elle demeure insatisfaite. A force de crier « *je veux* » en tapant du pied, elle troue le plancher. Ne dévoilons pas la chute…

Ragoût de Pirate

de Neil Gaiman, illustrations de Chris Riddell

Éditions Au Diable Vauvert, 2021, 17 €. Dès 5 ans.

Les parents, de sortie, confient leurs deux bambins à une garde d'enfants très particulière : un pirate maître-coq. Celui-ci invite en nombre ses acolytes d'âges, de couleurs, de styles et de genres très différents.

Le ton est donné, la recette sera loufoque et les illustrations drolatiques. A leur retour, les parents trop gourmands n'auraient pas dû goûter le ragoût car celui-ci les transforme en un pirate et une piratesse ! Hissez le drapeau noir et vogue la maison brigantin à voiles et à ailes pour de nouvelles aventures. Ragoût pour tous et toutes !

Deux parutions de la même maison d'édition Lukid à l'iconographie particulièrement soignée.

Tchikita, pour les p'tites nanas et les p'tits gars !

Trimestriel - 8 €. 4-7 ans.

Une revue qui s'affiche ouvertement féministe en présentant des héroïnes et des héros de l'Histoire « vraie » et des histoires imaginaires, y compris avec une rubrique *Les animales* car trop souvent les femelles sont oubliées. L'antiracisme a vraiment sa place avec nos hôtes compagnes et compagnons et les couleurs de toutes les peaux.

Quelques jeux sont aussi présents. Le dossier du n°2 de décembre 2021 est consacré, par exemple, aux guerrières des mers. Instructif et ludique à la fois.

Tchika, faites du bruit, les filles !

Trimestriel - 10 €. 7-12 ans.

Femmes remarquables de tout âge, héroïnes littéraires ou mythologiques, expériences scientifiques, énigmes sous formes de bandes dessinées, reportages photos de lectrices, interviews, déconstruction des rôles assignés aux filles dans la rubrique Infox, et aussi des jeux.

Chaque numéro présente un dossier : celui de mars 2022 est consacré à la journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, et à l'histoire du droit de vote des Françaises.

D'autres lectures

Amour bleu

de Raphaële Frier, illustrations Kam

Éditions du Pourquoi pas ? 2022, 14 €. De 8 à 88 ans.

C'est l'histoire de Barbe-bleue revisitée en décryptant le phénomène de l'amour toxique. Les couleurs jouent avec l'histoire. La première impression de douceur est cassée par les regards soit noirs soit absents, les émotions sont ainsi traduites par le jaune citron et le turquoise délavé, parsemés d'orangé.

L e graphisme accompagne la déconstruction des rapports de tailles entre les personnages et les décors. L'emprise est symbolisée par les transformations de la barbe en tentacules. Contrairement aux différentes versions de ce conte traditionnel, l'héroïne s'en sort seule !

Brune-Feuille. Le prince se marie et autres contes inclusifs

illustrations de Lilla Bölecz, traduit du hongrois par Joëlle Dufeuilly, Cécile A. Holdban et Chantal Philippe - Éditions Talents Hauts, 2022, 192 pages, 22 €. Dès 8 ans.

Ce recueil de contes traditionnels venus du monde entier a été interdit en Hongrie car féministe et inclusif. Au pays de Viktor Orbán, il ne fait pas bon de présenter des personnages aux diverses formes d'amours. Ces contes ont été réécrits, adaptés, transformés et détournés pour le plaisir des enfants et adolescents qui peuvent ainsi s'identifier à des mondes ouverts et pluriels. « *Une poucette tsigane, le mariage de deux princes, une héroïne de la mythologie grecque qui voudrait être un héros…* ». Les illustrations de couleurs vives sont celles de l'édition hongroise publiée en 2020 avant d'être interdite. L'album est soutenu par Amnesty International et le Centre national du livre, « *afin de défendre la liberté d'expression, lutter contre les discriminations et redonner une voix à celles et ceux que l'on entend et voit trop peu.* »

Florence
Des cailloux dans l'engrenage
Hélène
Femmes libres
Radio libertaire 89.4

Elise Ottesen Jensen
pionnière des droits de la femme

Texte: Augustin Souchy & Dessins: OLT

L'été 1919, Albert Jensen et sa compagne, Elise Ottesen Jensen, furent expulsés du Danemark. Jensen, un journaliste célèbre, était un antimilitariste conséquent, un orateur fascinant et un infatigable agitateur en faveur du socialisme libertaire.

Elise était dynamique et avait une forte personnalité. Elle devint plus tard une célébrité internationale à cause de son combat pour l'éducation sexuelle, le contrôle des naissances et le planning familial. Dix-septième enfant d'un pasteur norvégien, la jeune fille s'était préparée au métier de dentiste. Une explosion de laboratoire, dans laquelle elle perdit quelques doigts, la contraint à changer de profession.

Arrivée au début de la guerre avec son compagnon Jensen à Copenhague, elle travailla comme correspondante de journaux norvégiens et traduisit des livres de Upton Sinclair. Mais l'œuvre de sa vie, le travail pour l'émancipation féminine, commença en Suède. Les débuts furent difficiles, (...) dans les milieux bourgeois et même sociaux-démocrates, la propagande en faveur de la régulation des naissances se heurtait à de fortes résistances.

Aussi, au début, « Ottar » (comme elle fut appelée plus tard) ne put exercer ses activités que dans les clubs de jeunes socialistes et dans les organisations syndicales. En plus d'une décennie de travail, furent créés en plusieurs lieux des centres de consultation sexuelle.

En 1933, fut fondé à Stockholm la « Société (royale) pour l'éducation sexuelle » : les conditions étaient réunies pour une législation moderne sur l'éducation sexuelle à l'école et la réglementation du contrôle des naissances. Le travail de pionnier d'Ottar et de ses collaborateurs était couronné de succès.

La Suède devint le centre du monde pour les mouvements de même nature. En 1953 eut lieu à Stockholm un congrès international, dans lequel des médecins, des économistes et des sociologues délibérèrent des problèmes de la régulation des naissances à l'échelle mondiale. Le congrès décida de fonder la « Fédération internationale pour le planning Famililal », dont Ottar fut de longues années durant la présidente, jusqu'à ce qu'elle se retire en raison de son âge. En 1958, l'université d'Uppsala éleva Ottar au rang de docteur honoris causa. Je ne connais aucun autre pays où les pionniers de la régulation des naissances furent honorés cette façon.

Augustin Souchy

Attention : anarchiste ! (www.partage-noir.fr/311)
Lire également: «Élise Ottessen-Jensen - Une femme remarquable », *Casse-Rôles* n°8 - Mai 2019 (https://colibris.link/k0Rjc)

L'émission *Femmes libres* sur Radio libertaire, le Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste et la libraire Publico proposent

Mars féministe

LIBRAIRIE PUBLICO
La librairie du Monde libertaire

Prochaines animations :

Dimanche 5 mars à 16 h :

Histoires d'A.

de Charles Belmont et Marielle Issartel, 1973, DVD 2022.
Participation de 3 € reversée à l'Association L'éclaireur (en mémoire de Charles Belmont).
Tourné en 1973, à l'intérieur du MLAC, le film fut frappé d'interdiction pendant un an. La lutte a payé, l'avortement a été autorisé.

Mardi 7 mars à fin mars :

Exposition Portraits de Communardes au pastel

d'Isabelle Abiven, graphiste et illustratrice, éditions Dittmar, 2022.
Les Portraits de Communardes d'Isabelle Abiven, constituent une réalisation artistique unique, établie à partir d'une documentation iconographique et accompagnée des notes biographiques de Lila Vautel.

Jeudi 9 mars à 19 h 30 :

Libérations sexuelles

Une histoire des pensées féministes et queers sur la sexualité, Cornelia Möser, La Découverte, 2022.
La sexualité est une question centrale pour les féministes comme pour les mouvements LGBTQ. Désir, plaisir, maternité mais aussi violences et consentement.

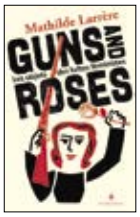
Vendredi 10 mars à 18 h 30 :

vernissage de l'exposition **Portraits de Communardes**

Samedi 11 mars à 16 h :

Concert, Terre Libre : Fanchon Daemers chante Raoul Vaneigem

accompagnée par Jacques-Ivan Duchesne.
« *Chaque lieu arraché à l'emprise des psychopathes qui nous gouvernement est un havre de joie et de santé. Notre force, c'est l'entraide et la conscience que rien ne vient à bout de la vie* ».



Vendredi 17 mars à 19 h 30 :

Guns and Roses, Les objets des luttes féministes

Mathilde Larrère, éditions du Détour, 2022.
Des objets convoités, détruits ou brandis pour tous les combats : égalité, droit de vote, libre disposition de son corps, contre les violences, ou dans les luttes de travailleuses ou de ménagères.

Samedi 18 mars à 16 h :

Concert, Jann Halexander chante Catherine Ribeiro

Jann interprète à sa manière les chansons de Catherine Ribeiro, surnommée la pasionaria rouge des années 70. Quelques pépites du patrimoine francophone : Paix, Soleil, L'enfant du soleil couchant ou encore Jusqu'à ce que la force de t'aimer me manque.

Vendredi 24 mars à 19 h 30 :

Entre Vernon et Mantes, recueil de poèmes et dessins

Marie-Claire Calmus, éditinter, 2023.
Entre Vernon et Mantes, entre fleuve et collines, la rêverie et la contemplation nourrissent l'imaginaire, et à travers la mélancolie, un certain humour., la joie d'être, comme les animaux et les arbres, pleinement vivante.

Samedi 25 mars de 18 à 22 h :

Grrrls In Noise

un DJ set libertaire et féministe du collectif MQM
Rebelles du rock anti sexiste, militantes punks, rap et riot grrrls, les féministes de tous les continents joueront sur les platines... des riot grrrls à Oumou Sangaré, elles changent le monde en musique !

Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris – Métro : République, Oberkampf, Filles du calvaire
Ouverture du mardi au vendredi et le dimanche de 13 h à 19 h 30, le samedi de 10 h à 19 h 30
Plus d'informations sur http://www.librairie-publico.info/

Vive la guerre
qui nous évitera peut-être de subir les Jeux olympiques

En léger différé depuis France Info

Le président ukrainien, nouveau directeur de conscience des dirigeants occidentaux (frères, donnez-nous des chars, frères, envoyez des avions) annonce son refus de voir des athlètes ukrainiens participer aux JO de Paris si des Russes ou Biélorusses y concourent. Comme la Pologne, les Pays Baltes et d'autres gouvernements se placent dans leur foulée, la grande fête de l'amitié entre les peuples risque d'être ternie avant même les premiers scandales pendant la compétition.

Rêvons un peu plus encore.

Devant le bannissement des couleurs russes, la Syrie, l'Iran, la Chine ainsi que quelques pays africains, sud-américains ou asiatiques pourraient également déclarer forfait, voire organiser une compétition parallèle et concurrente pour refuser le diktat occidental. Cela s'est déjà produit dans le passé.

Visions d'horreur, un village des athlètes à moitié vide, une soirée d'ouverture ramenée au rang d'un son et lumière provincial, une désaffection des spectateurs et des sponsors, les réunions du COJO français devraient tanguer, décidant qu'au final la seule décision raisonnable serait de rejouer le Titanic du côté du port de l'Arsenal pour délivrer les Français de la malédiction de l'organisation des Jeux olympiques. Yessss !

Récemment, le plateau de *France Info*, chaîne d'information à l'objectivité d'État, accueillait quelques habitués pour envisager les conséquences d'un boycott au pays de la fille aînée de Coubertin.

Rapide synthèse du tour de table : la vie serait bien terne pour les Français et les Franciliens, privés d'avoir à rembourser les conséquences d'évaluations fantaisistes, de corruption et de spéculations immobilières. Du coup, le comité de jumelage Paris-Rio-Athènes disparaîtrait avant que d'être né.

> **"Couper l'herbe sous le pied des boycotteurs en puissance."**

Autre conséquence désastreuse, les chaînes info n'ayant pas tous les étés la chance que des incendies ravagent le pays, comment se priver d'audiences et de rentrées publicitaires fournies par quelques histoires rafraîchissantes de billets contrefaits et de touristes détroussés par des hordes de jeunes immigrés venus des cités voisines ? Autant de thèmes d'émissions perdus pour des histrions de l'école Hanouna (à l'insolence et à la vulgarité tenues en laisse par leur employeur) et des invités de gauche, tout heureux de se faire ridiculiser par des chroniqueurs serviles de la tribune du chamboule-tout…

Comment se priver d'une propagande gratuite et in vivo pour la généralisation des techniques de surveillance modernes (flicage, drones et reconnaissance faciale), au grand dam d'un autre *shadow comity*, Darmanin-Estrosi-Xi JiPing et du chiffre d'affaires des entreprises qui œuvrent dans la « sécurité « ?

Boycott interdit, donc. D'ailleurs, ce soir-là, veillée d'armes sur France Info pour couper l'herbe sous le pied des boycotteurs en puissance.

Au secours Jesse Owen !

Des anneaux dans les yeux, l'ineffable Pascal Boniface, s'escrime à justifier le maintien de la compétition anabolisée et cocardière faisant appel à des visions de scènes de fraternisation entre des participants neutres mais russes (ou l'inverse) et leurs frères ukrainiens. Il en profite pour rappeler le rude coup que les JO de Berlin ont porté à la propagande hitlérienne, après que Jesse Owen eût remporté une victoire qui fâcha fort le dictateur génocidaire au point qu'il s'en fut bouder, peut-être dans un chalet bavarois d'où, vaincu par la honte, il annonça sa démission. Vérifier les sources…

La voisine de Boniface, une députée macroniste, présenta les JO comme un événement politique avant de se rappeler la parole du Chef : *le sport n'a rien à voir à faire avec la politique*. Une sorte d'en-même-temps digne du porte-drapeau de la délégation française ultralibérale. En conclusion, cet aréopage annonça que les ravages de la guerre d'Olympe auraient bien lieu, Coca Cola, Jupiter et Biden ne permettant pas qu'il en soit autrement.

Dernière minute

Le parcours de la flamme olympique commençant à Marseille, rendez-vous sur le Vieux port avec lances à incendie et Canadair.

Lénervé

Servitude, mode d'emploi

Marine Tondelier[1], dans son discours, utilise la formule : « Pour reprendre La Boétie, "ils sont debout parce que nous sommes à genoux." » Il est impossible de ne pas répondre à cette utilisation ininterrompue du Discours et de ce qu'il représente. Partant de cette réflexion, Louis Janover nous livre ici une note bibliographique au sujet du *Discours de la servitude volontaire*.[2] (Note du CRML)

I.

Le *Discours de la servitude volontaire* de La Boétie – qui s'il remonte loin dans le temps nous interroge toujours au présent – a été édité deux fois de nos jours dans une même collection au titre sans équivoque, « Critique de la politique ». Autrement dit, si on la replace dans son temps, la critique visait en premier lieu la doxa marxiste-léniniste qui dominait alors le monde de la pensée politique et réclamait des intellectuels qu'ils donnent justification à la forme nouvelle de la servitude volontaire. La collection a été fondée par Miguel Abensour et c'est Michèle Cohen-Halimi qui en a repris la direction à la mort de son fondateur, pour l'ouvrir sur l'avenir. 1976 - 2022 ! Cette distance est en elle-même un révélateur. Elle marque en effet deux temps dans l'histoire, deux directions dans lesquelles s'orientent les questions posées pour un refus radical de la servitude.

> « *L'effacement quasi total des références aux circonstances réelles qui ont accompagné la naissance du Discours explique son adaptabilité à des situations très diverses et lui a procuré un immense retentissement. Tout groupe se sentant victime d'une oppression a pu l'instrumentaliser à ses propres fins et lire en lui un appel à secouer le joug*[3]. »

Arlette Jouanna nous offre ici, comme une introduction générale, la clef qui fait de cette nouvelle édition la seconde partie d'un même livre tout en apportant un éclairage nouveau au travail original. Qu'en serait-il aujourd'hui des « circonstances réelles » ? Quel appel à secouer le joug retentit aujourd'hui où toutes les circonstances qui régnaient lors de la première édition semblent s'être évanouies ? Où les « groupes » encore puissants dans les années soixante-dix ont disparu de l'histoire ou se sont transformés radicalement ?

> « *Les réponses apportées baignent dans la clarté utopique de la lutte pour l'émancipation.* »

La première édition était tournée vers les écrits des auteurs qui ont commenté et interrogé l'énigme à la lumière des luttes et des situations que l'histoire faisait surgir sous leurs pas et dans les luttes de la classe ouvrière[4]. Les textes de La Mennais (1835), Pierre Leroux (1847), Auguste Vermorel (1863), Gustav Landauer (1907), Simone Weil (1937) s'inscrivent dans ce mouvement de refus qui mettait en cause la servitude dite volontaire des exploités au nom de ce que Pierre Leroux, à la veille de la révolution de 1848, appelait une « *déclamation philosophique et républicaine* ».

La réponse qui affleure dans tous les textes réunis dans l'édition de 1976 nous fait entrevoir une prise de conscience des conditions historiques de la tyrannie. Le capitalisme en est encore au stade d'une accumulation primitive sauvage, et la révolte contre l'exploitation se lit à la lumière de ces nouvelles conditions de vie qui sont alors en train de se mettre en place, et achèvent en quelque sorte le cycle de la servitude. Les réponses apportées baignent dans la clarté utopique de la lutte pour l'émancipation, et la lutte des classes apparaît en

STATUE D'ÉTIENNE DE LA BOÉTIE, À SARLAT-LA-CANÉDA (DORDOGNE, FRANCE)

quelque sorte comme l'aboutissement d'un combat mené dès les origines, et qui remet en cause les raisons de cette soumission pour faire apparaître *une communion de nos volontés.*

Ainsi donc, dans le fil de la première édition, c'est l'exploitation du travail dans le domaine industriel qui s'impose comme forme inédite de la servitude. D'où le feu couvant d'une insurrection nourrie de la misère, et l'émergence de cette révolte qui interroge les raisons pour lesquelles la servitude se présente sous des for mes nouvelles en raison des transformations que prennent les moyens de maintenir les opprimés dans leur servage.

II.

Les auteurs réunis dans le premier volume avaient fait apparaître de quoi étaient composées les différentes parties du corps de l'esclave et les formes de sa servitude, et ils entrevoyaient les moyens qu'il avait de reprendre son pouvoir en opposant à l'Un du tyran l'Union des forces du refus.

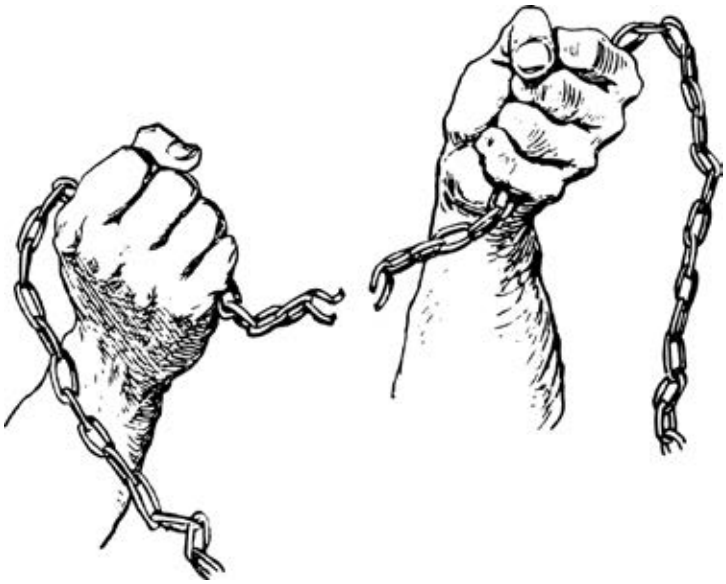
Dans la seconde édition, Arlette Jouanna, André Pessel, Francine Markovits, James C. Scott, Pascal Quignard, Miguel Abensour font entendre les résonances du Discours dans notre monde, dans un nouveau jeu de forces politique et social, une nouvelle position de la servitude marquée par la défaite du mouvement révolutionnaire né de l'industrialisation. Car le recours à la notion de servitude volontaire pour expliquer la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le peuple renvoie à la défaite des luttes par lesquelles il a tenté de sortir des mailles du filet de la mystification.

Après la ruine complète des tentatives de révolution et le discrédit porté sur le marxisme, il était inévitable, nous dit Paul Mattick, « *que la vogue de la psychologie pénètre dans le mouvement ouvrier* » et impose ses propres théories[5], comme l'interprétation des formes nouvelles de domination et d'obéissance.

> « *La servitude volontaire apparaît alors comme la chose la plus involontaire du monde*. »

Freud, dans *L'Avenir d'une illusion,* s'interroge sur cet enracinement dans la servitude que l'homme subit avant même qu'il ait conscience de sa dépendance. Là encore, la servitude volontaire est une formule pour désigner ce qui est gravé dans la condition humaine au-delà du cercle social.

> « *Cette identification des opprimés à la classe qui les gouverne et les exploite n'est cependant qu'une partie d'un plus vaste ensemble. Les opprimés peuvent par ailleurs être attachés affectivement à ceux qui les oppriment, et malgré leur hostilité contre ceux-ci voir en leurs maîtres leur idéal.*



COLLEEN

> *Si de telles relations, au fond satisfaisantes, n'existaient pas, il serait incompréhensible que tant de civilisations aient pu se maintenir si longtemps malgré l'hostilité justifiée des foules*[6]. »

Puisque ce serait en quelque sorte le mode de vie des oppresseurs qui suscite l'envie et sert de modèle, il est évident que la vie des opprimés ne trouve ses valeurs que dans la confrontation permanente muette avec ceux qui possèdent ce dont ils sont privés, et qui les en prive. La servitude volontaire apparaît alors comme la chose la plus involontaire du monde.

C'est la conscience née de la condition ouvrière qui a permis de replacer la servitude dans le cadre d'une explication des conflits et des hiérarchies qu'elle inclut. Ce sont les utopies ouvrières qui les premières ont compris que c'est seulement à un certain point atteint par la tyrannie que se trouveraient créées les conditions qui rendraient impuissant le tyran en neutralisant les effets de son pouvoir et feraient du sceptre un hochet ridicule parce que sans objet.

Rien de plus grotesque que les attributs du despotisme quand le terrain se dérobe sous les pas du despote.

(à suivre)

Louis Janover

1. Secrétaire nationale du parti Europe Ecologie Les Verts (EELV) (ndlr)
2. Étienne de La Boétie, Le Discours de la servitude volontaire. Texte établi par Malcolm Smith, annoté par Malcolm Smith et Michel Magnien. Transcription par Charles Teste. Avec des textes de Miguel Abensour – Arlette Jouanna – Francine Markovits et André Pessel – Pascal Quignard – James C. Scott. Paris, Klincksieck/Droz - 2022. 172 pages.
3. « Arlette Jouanna, « Liberté et obéissance », in *Le Discours*..., p. XVIII.
4. Sont réunis avec le Discours : Miguel Abensour et Marcel Gauchet : Les leçons de la Servitude et leur destin - Pierre Clastres : Liberté, Malencontre, Innommable – Claude Lefort : Le nom d'Un.
5. Paul Mattick, « Otto Rühle et le mouvement ouvrier allemand », in Otto Rühle, *Fascisme brun, fascisme rouge*, Paris, Spartacus, 1975.
6. Freud, *L'avenir d'une illusion* (1927), Paris, PUF, 1971, p. 20 sq.

Origines, identitarismes… et universalisme !

Signe des temps en ce temps où le signe est roi, plus il devient évident que tout un tas de problématiques particulières sont issues d'un même TOUT, et plus elles s'engoncent dans un tribalisme particulariste.

Toutes les révoltes contre l'exploitation et l'oppression de l'être humain par l'être humain sont légitimes et chacune est fondée à développer sa **spécificité** et son **autonomie**. Mais, spécificités et autonomies n'ont rien à perdre et tout à gagner à se fédérer contre l'ennemi commun (le système politique, économique, social… de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être humain) tout simplement parce qu'il est à l'origine de toutes les exploitations et de toutes les oppressions. Le capitalisme, le patriarcat, le sexisme, le racisme, le nationalisme, la division sociale, le pouvoir, la coupe du monde de foot au Qatar… sont les éléments constitutifs et complémentaires d'un même TOUT. Et se cantonner de manière obsessionnelle à une SEULE ou PRINCIPALE lutte spécifique débouche obligatoirement sur une impasse. Celle, dans le moins pire des cas, de l'indépendantisme borné du genre moi-je d'abord, moi-je uniquement, ou, dans le pire des cas, celle du renforcement d'un système basé sur la guerre de chacun contre tous.

Que les choses soient claires ! Toute hiérarchisation des luttes contre un système GLOBAL conduit inévitablement à lutter pour une nouvelle hiérarchie !

Origines

C'est un fait, nous avons tous et toutes une origine. Incroyable !

Toi, moi, nous, sommes le fruit de l'amour, de l'habitude, du hasard, d'une erreur ou d'un viol. Et dans tous les cas de figure, nous n'avons pas choisi de naître, ni de naître ici plutôt qu'ailleurs et pas davantage de telle ou telle couleur, sexe, genre… Kif-kif pour ce qu'il en est du non-choix de nos géniteurs ou parents.

Dans ces conditions, pourquoi attacher une importance fondamentale à une origine que l'on n'a pas choisie ? Oui, d'accord, quelques traits physiques, quelques particularités génétiques… Mais, et c'est prouvé scientifiquement, puisque chaque être humain est unique, pourquoi se préoccuper de notre origine ? Pouvoir être, tout simplement, ce que l'on n'a pas choisi d'être, serait largement suffisant. Et, ne pas s'en contenter, via la recherche d'une cohabitation paisible avec le plus (excepté la race maudite des assoiffés de pouvoir sur les autres) d'autres serait carrément de bon sens. Car, c'est un fait, nous sommes tous et toutes des êtres humains. Différents, mais semblables.

Bien évidemment, si certains s'opposent à ce que nous puissions être ce que nous sommes, c'est autre chose. Il s'agit alors de légitime défense. Mais cette légitime défense ne nécessite nullement de penser avoir tous les droits ou de se sentir supérieurs à l'agresseur. Et encore moins de nier l'évidence de l'importance de la recherche de complémentarités avec d'autres légitimes défenses. Car, cékomça, l'exploitation et l'oppression de l'être humain par l'être humain n'ont ni une seule cause ni une seule facette.

Identitarismes

Contrairement à l'origine, que nous n'avons pas choisie, il est possible et parfois souhaitable de décider de son identité.

Perso, je suis né en France. Je n'en suis ni fier ni honteux. Mais j'ai choisi d'être avant tout un citoyen du monde. De même, parce que né en France, ma langue maternelle est le français. Pas lieu non plus d'en être fier ou honteux. Et je respecte toutes les langues du monde dont la diversité est une richesse en SOI. Mais, je suis surtout un partisan farouche d'une langue universelle complétant chacune des langues existantes. Du genre l'esperanto qui a le grand mérite d'être de nulle part et, ce faisant, de pouvoir être de partout.

Pour ce qu'il en est de ma famille de « sang », côté ascendants, si je n'ai pas eu mon mot à dire quant à papa et maman, qui furent à leur manière des parents aimants, mon vrai père, celui que j'ai choisi, c'est Michel Bakounine et… quelques autres du même acabit. Et ma vraie mère, celle que j'ai choisie, c'est Louise Michel, parce qu'une mère on n'en a qu'une. Bon d'accord, le fils caché d'une vierge, fut-elle rouge, ça peut sembler osé. Mais il en est un autre qui nous a déjà fait le coup et… ça marche encore. Alors !

ILLUSTRATION SARAH RICHTER

ILLUSTRATION ANDY

Du point de vue de mon identité sexuelle, mon origine s'est trouvée être celle d'un mâle hétérosexuel. Je n'en suis ni fier ni honteux. D'autant plus que ça ne m'empêche nullement de combattre le patriarcat, le sexisme, le virilisme et autres soi-disant caractéristiques chromosomiques attribuées à mes congénères. Bon d'accord, étant impuissant depuis 10 ans, ça aide. Mais, même avant cela, je luttais contre la mauvaise éducation que m'avait donnée… ma mère. Bref, mon origine me convenant, je ne vois pas l'intérêt de m'affubler de faux papiers identitaires.

Universalisme

Dès lors que l'on n'accorde pas plus d'importance que cela à l'origine et à l'identité, la logique et le bon sens nous conduisent inévitablement sur le chemin de l'universalisme. Mais l'universalisme, c'est quoi au juste ?

Contrairement à ce que l'on essaye de nous faire croire, ce n'est pas le respect de la ou des différences. Car s'il est des différences qu'il convient de respecter, il en est d'autres qu'il convient de ne pas respecter. Les nazis sont différents des anarchistes (et pas que des anarchistes) et il faudrait les respecter, eux qui ne nous respectent pas ? Kif-kif pour les curés de TOUTES les religions, les militaires de toutes les armées, les flics (hormis les derniers gardes champêtres qui sont en voie d'extinction même dans nos campagnes) qui servent servilement tous les pouvoirs (cf la rafle du Vel d'Hiv), les larbins de la magistrature qui sont toujours plus durs avec les gueux qu'avec les puissants et qui se targuent de faire respecter LA loi, celle de Vichy comme celle, ensuite, de la Résistance victorieuse, avec le même zèle, les patrons qui eux se branlent complètement des origines et des identités dès lors qu'ils peuvent tondre à ras le mouton prolétaire, et tous les connards d'enfoirés de salauds de merde de racistes, de sexistes, de nationalistes, d'exploitants agricoles tatoués aux pesticides, d'ouvriers fabriquant les armes qui se retournent toujours contre eux, de politicards à la petite ou à la grande semaine de la gamelle financière et de pouvoir, de supporters abrutis de la Coupe du monde de foot au Qatar, de M. ou Mme Tout l'monde que nous croisons tous les jours en subissant leurs tirades à l'emporte-pièce contre tout et son contraire mais surtout, souvent, contre les mêmes boucs émissaires.

Bref, la différence et les différences, c'est toujours à prendre avec des pincettes. Et, de ce point de vue, se battre pour qu'il y ait moins de curés pédophiles, plus de militaires de la trempe d'un général De La Bollardière qui, lors de la guerre d'Algérie, démissionna en dénonçant la torture, plus de femmes, d'homos, de trans, de handicapés, de… dans la police, la magistrature, le patronat, les usines d'armement… relè ve d'une impasse intellectuelle, politique et stratégique majeure.

Dans le même ordre d'idée, l'universalisme ne signifie nullement qu'il puisse y avoir une culture ou une civilisation particulière qui soit supérieure aux autres. Ou qu'il y ait un mode de vie qui aurait vocation à s'imposer partout dans le monde.

Mais alors, si l'universalisme ce n'est ni le respect des différences ni une culture, ni une civilisation, ni un mode de vie qui serait au-dessus du lot, c'est quoi ?

En fait, c'est très simple. C'est juste comprendre que les êtres humains sont à la fois **différents** et **semblables** et que l'essentiel est, tout en respectant certaines différences, de mettre en avant tout ce qui nous est commun et nous réunit. Et ce qui nous est commun et nous réunit c'est un certain nombre de **principes** et de **valeurs** que tous les êtres humains ont toujours portés en eux. Du genre l'aspiration à la liberté, à l'égalité, à l'entraide, à la paix, au fédéralisme, à une vie digne…

Or, ces aspirations, que nous avons tous et toutes en nous, sont souvent sévèrement contrariées par toute une série de virus. La dictature, le pouvoir, l'individualisme égoïste, la propriété, le nationalisme, l'impérialisme, la peur de l'autre… Et ces virus sont à la fois en nous (l'être humain n'est pas entièrement bon par nature) et nous sont inoculés par un système global, politique, économique et social : celui de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être humain.

En clair, tous les virus qui contaminent les principes et les valeurs de l'universalisme sont issus de la même souche et s'il convient de les combattre de manière spécifique, il est évident qu'un combat interdisciplinaire s'impose. C'est aussi et peut-être cela l'âme de l'universalisme.

Nos anciens, lors de la 1e Internationale, l'avaient, **en partie**, compris quand ils proclamaient : « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous* ».

À l'heure de la mondialisation capitaliste qui arrive au bout de sa logique suicidaire en menaçant les conditions mêmes de la vie sur cette planète, il serait temps de comprendre que seule la fédération de nos luttes spécifiques, dont aucune n'est principale ou secondaire, et dont chacune est légitime à développer son autonomie, est à même d'enrayer cette mort annoncée.

On peut bien rêver !

Jean-Marc Raynaud

La distinction légitimée

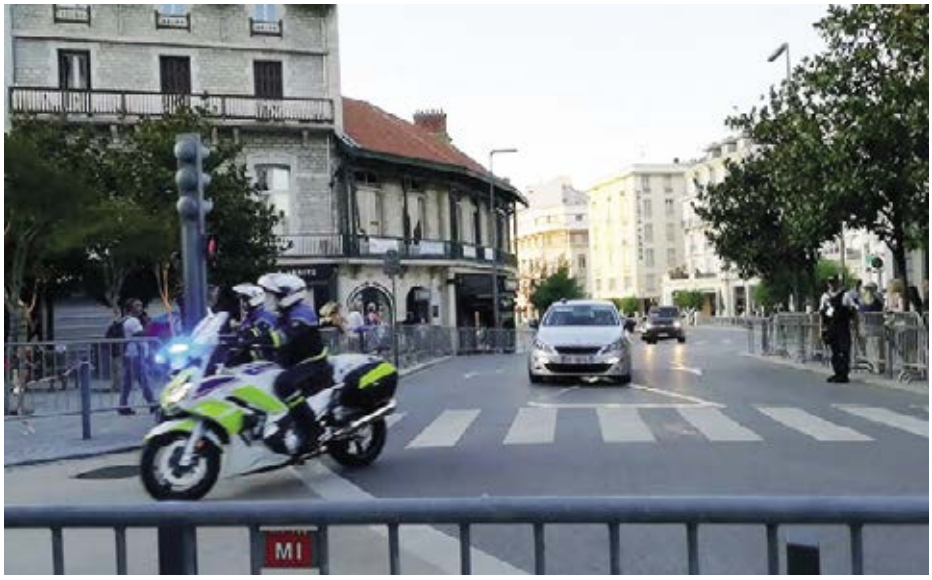
« Restez-là, madame. » Peu habituée à ce ton autoritaire à mon égard, je fixe la personne qui m'a ainsi interpellée : un flic en uniforme. A dix mètres, un de ses collègues interpelle un passant de manière encore moins courtoise : « Monsieur, arrêtez-vous ! ». Le premier flic, celui qui s'est adressé à moi, ajoute que c'est pour éviter qu'on se fasse écraser. Je revérifie le feu pour les piétons qui affiche toujours vert, pourtant. Arrivent alors des policiers à moto, gyrophares allumés, suivis de voitures aux vitres teintées, d'autres policiers en voitures et enfin d'autres encore de nouveau à moto closent le cortège. Quitte à devoir attendre que tout ce cirque passe, je demande à l'agent de quoi il s'agit. A ma grande surprise, il me répond : c'est une « délégation d'autorités », « des ministres [qui] viennent d'Alençon ». On échange vaguement, il ajoute : « ça fait moins de bruit quand vous prenez le train, ou moi d'ailleurs », avant de conclure, « si vous voulez aller les voir ». Je ne sais plus bien si on parle d'êtres humains ou d'animaux. En revanche, je sais maintenant pourquoi la gare, dont je viens de sortir, ressemble à un mauvais polar avec portes principales fermées, accès sur le côté exclusivement, les chiens, les démineurs et des flics à chaque poteau.

Le message est clair : place nette pour ces autorités qui, de toute évidence, n'ont pas à se plier au code de la route ni à s'encombrer du respect des autres usagers de la chaussée. Dégagez le passage, laissez passer ces Messieurs – même s'il y a des femmes parmi eux car, dans ce monde, l'autorité est toujours masculine[1]. Nos chers ministres seraient donc des autorités, c'est-à-dire qu'ils détiendraient l'autorité, soit, selon un consensus en sciences sociales établi par Gérard Mendel, « *le fait d'obtenir une obéissance volontaire, sans contrainte physique et sans qu'il soit besoin d'ouvrir la discussion ou de justifier ses exigences : une obéissance, en somme, irraisonnée et irréfléchie* »[2]. Autrement dit, ils auraient la possibilité d'imposer n'importe quoi à n'importe qui et ce n'importe qui s'y plierait sans réfléchir. C'est absurde, me direz-vous, que fait-on du libre arbitre ? Mais le libre arbitre ne pèse pas lourd face à la coercition de l'État, car « *la force a toujours été présente comme ultima ratio de l'autorité […] Aux belles heures de l'autorité, ce recours ultime n'était pas perçu quand il suffisait de « faire les gros yeux » pour que le subordonné « rentre sous terre »* »[3]. De fait, les ministres, membres du gouvernement, ont, en tant que tels, l'apanage de la violence légitime, soit de la police. Une des caractéristiques de l'État moderne est, en effet, selon Max Weber, le monopole de la violence légitime. Ce qui signifie que seul l'État peut recourir légitimement à la violence – et donc, entre autres, à la force – pour imposer ses mesures. La violence n'émanant pas de l'État est de facto considérée comme illégitime et donc abusive, n'ayant pas lieu d'être.

« C'est comme ça qu'ils se déplacent, nos ministres ? A grand renfort de flics, de sirènes et de gyrophares, la rue spécialement vidée pour eux ? »

Si l'on pousse la réflexion plus loin, à la suite de Peter Gelderloos, il apparaît que, dans les discours officiels, la catégorie même de violence respecte cette logique : est considéré comme violent ce qui n'émane pas de l'État, et même plus précisément ce qui est dirigé contre lui[4]. En revanche, ce qui provient de l'État n'appartient pas au registre de la violence. Un amalgame mélange ainsi violence et illégitimité. Les mesures de l'État, ipso facto légitimes, ne peuvent, dans cette rhétorique, tenir de la violence. Si l'on oublie toutes les précisions de Weber à ce sujet, l'on pourrait presque accorder à Darmanin que le syntagme « violence policière » est en effet « antinomique[5] ». Mais, à l'inverse, plutôt que de minimiser les faits et de prétendre à des « dérives » étrangement généralisées et largement impunies, nous soutenons qu'un questionnement approfondi des notions de violence et de légitimité ouvrirait des perspectives d'analyse. Ne pouvant résister à l'envie de commencer, je rappelle en passant que la légitimité actuelle du gouvernement repose sur le fait qu'une partie de ses membres – et une partie uniquement – est élue. Ce droit de vote, souvent brandi comme symbole et garant de la démocratie était vivement décrié en Grèce antique et chez les penseurs des Lumières, lesquels étaient

VOYAGE DE GEORGES POMPIDOU À TOULOUSE. MAI 1971



ARRIVÉE DE MACRON À BIARRITZ. G7 2019. PHOTO YOUTUBE.

convaincus qu'un système fondé sur le droit de vote – et non sur le tirage au sort – tendrait inévitablement à devenir aristocratique. Pour reprendre les mots de Montesquieu : « *le suffrage par le sort est la nature de la démocratie, le suffrage par le choix est celle de l'aristocratie* »[6]. Les façons de concevoir la démocratie ont bien changé depuis.

Quand ces Messieurs ont fini de passer, et que j'ai pu de nouveau traverser la route, je suis rentrée chez moi révoltée, écœurée. C'est comme ça qu'ils se déplacent, nos ministres ? A grand renfort de flics, de sirènes et de gyrophares, la rue spécialement vidée pour eux ? Cela me rappelle le passage des rois dans l'Ancien Régime ou des Gouverneurs dans les contrées colonisées. Et ce sont ces gens-là qui prennent les décisions pour l'ensemble de la population ? Ces gens qui ne connaissent ni les embouteillages, ni les feux rouges, ni les retards légendaires de la SNCF. Ces gens qui ne connaissent même pas le prix d'un pain au chocolat[7].

Je venais d'être témoin d'une scène comme une autre de la Macronie, et plus largement de notre belle démocratie.

Cette délégation fait partie d'un processus de distinction[8]. Le but est simple : créer les conditions nécessaires à la séparation inconsciente du monde en deux catégories hermétiquement séparées, eux et nous. Cette distinction est d'autant plus aisée que les deux groupes ne se côtoient pas, leurs lieux de vie et de sociabilisation (enseignement compris) ne se recoupent pas. La séparation est intériorisée et dès lors considérée comme naturelle. Bien sûr, tout cela s'appuie sur une échelle de valeurs : eux, ce sont celles et ceux qui ont réussi, qui savent entreprendre et prendre des risques ; nous, c'est le reste, la plèbe, voué à rester pauvre parce qu'on n'entreprend pas. La distinction sociale devient alors affaire de capacités personnelles.

L'on se rappelle tous ces flics entourant, précédant, protégeant cette délégation d'Autorités. Ces flics au service de l'État. Ces flics qui participent activement – ils en sont la clef de voûte – à une démonstration de force ainsi qu'au processus de distinction. En tant que passant·e, on a bien conscience que l'on n'aura jamais de cortège pour nous dégager le chemin jusqu'à notre train, que ce traitement n'est réservé qu'à certaines personnes, celles qui sont du côté de la force et de l'autorité. Ce cortège montre également que la police, en tant qu'institution, est au service de l'État et non de la population. C'est seulement quand les intérêts de ces deux groupes convergent que la population voit les siens servis.

Lorsque l'on assiste à ce genre de scène, à la mise en scène du pouvoir et de ses représentants, l'on a du mal à comprendre comment ces gens, si éloignés de la réalité quotidienne de leurs concitoyen.nes (mais peut-on encore seulement dire qu'ils le sont ?) pourraient être les mieux placés pour prendre les décisions les concernant. C'est une question de bon sens. On nous rabâche les oreilles avec leurs spécialistes en tout genre, avec leurs années d'études dans des Grandes Écoles censées leur apporter les capacités d'analyse et de gestion nécessaire - mais qu'y a-t-il à analyser lorsqu'on ne connaît pas les données de base ? Et comment croire ces « spécialistes » quand on sait que sur TF1 un soi-disant spécialiste en économie est en fait détenteur d'une maîtrise de lettres modernes ? C'est comme si, avec mon master en anthropologie, j'étais soudainement promue spécialiste en physique quantique. Il est facile de recourir aux vérités générales, aux poncifs de l'air du temps et d'avoir l'air compétent, il suffit pour cela d'arborer une cravate sous son costume et de prendre un air condescendant. Il est en revanche plus difficile de lutter efficacement contre la précarité – pour ne citer qu'un exemple – quand on ne connaît du sujet que le mot. Mais quel intérêt auraient-ils, nos chers ministres, à lutter contre la précarité ? Dans le monde de Macron, qui est aussi celui qu'on nous impose, seul l'argent compte.

> **« Ce traitement n'est réservé qu'à certaines personnes, celles qui sont du côté de la force et de l'autorité. »**

(à suivre)

Aude Raynaud

1. C'est pour cette raison que les différents membres du gouvernement ne seront pas féminisés dans ce texte. Ce parti pris n'a pas pour but d'invisibiliser les quelques femmes qui s'y trouvent mais plutôt de souligner que ces femmes doivent se plier à des caractères, selon les normes patriarcales en vigueur, masculins (goût pour la compétition, supposé prima du rationnel sur l'émotionnel, dureté dans les mesures…) pour arriver à ces places et y rester.

2. MENDEL, Gérard. *Une histoire de l'autorité. Permanences et variations*. La Découverte, Paris, 2006, p. 7

3. Idem, p. 27

4. GELDERLOOS, Peter, *L'échec de la non-violence du printemps arabe à Occupy*, Éditions Libre, Italie, 2019

5. Chahuneau Louis, « Gérald Darmanin « s'étouffe » lorsqu'il entend le terme de « violence policière » », in RTL, le 29/07/2020 [28/09/2022]. URL : https://www.rtl.fr/actu/politique/gerald-darmanin-s-etouffe-lorsqu-il-entend-le-terme-de-violences-policieres-7800696073

6. MONTESQUIEU, *De L'Esprit des lois*, II, 2, 1748

7. Pour rappel, Jean-François Copé, candidat à la primaire de la droite et du centre de 2017, estimait le prix d'un pain au chocolat à 10 ou 15 centimes d'euros.

8. BOURDIEU Pierre, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Les éditions de Minuit, 1982, pp. 680

FORTUNÉ HENRY, HOMME-ORCHESTRE DE L'ANARCHISME.

Entretien avec Dominique Petit, auteur.

Les Éditions *Noir et Rouge* et *Terres Ardennaises* viennent de faire paraître, en ce tout début d'année, un ouvrage rudement bien ficelé sur la trajectoire de Fortuné Henry, frère d'Émile, et véritable homme-orchestre de l'anarchisme. On le découvre successivement sous toutes ses facettes, depuis la propagande pour Ravachol, à son adhésion au syndicalisme révolutionnaire, en passant par la fondation de la colonie libertaire d'Aiglemont et le lancement du journal *Le Cubilot*. Pour nous autres, internationalistes, les frontières ne sont rien. Il n'a donc pas semblé inopportun à l'un des membres du groupe Ici & Maintenant (Belgique) de la Fédération Anarchiste, d'entrer en contact avec l'auteur du livre, Dominique Petit, et de le questionner sur son travail. Il n'aura pas échappé aux plus perspicaces que Dominique crèche du côté français des Ardennes… D'où son intérêt particulier pour cette région.

1. Si j'ai bien compris, ta « rencontre » avec Fortuné Henry ne date pas d'hier…
Peux-tu nous expliquer les circonstances qui t'ont amené à t'intéresser à cette figure de l'anarchisme ?

J'ai commencé à faire des recherches sur l'anarchisme dans les Ardennes en 1984, après la lecture du livre de Henri Manceau *Des luttes ardennaises* aux Éditions sociales où celui-ci évoquait le rôle de Fortuné dans le syndicalisme ardennais, après la création de la colonie d'Aiglemont. Mais ce passage du livre ne comportait que deux pages. J'ai donc voulu en savoir plus et je lui ai écrit.

Henri Manceau était un historien communiste et, s'il ne passait pas sous silence l'histoire de l'anarchisme, il avait tendance, comme tous les historiens communistes de l'époque, à marginaliser ce passé.

Je lui ai écrit et il m'a répondu, m'informant qu'il avait pu consulter les dossiers de police, ainsi que la collection du *Cubilot* (le journal de la colonie) aux archives départementales, dossiers qui brûlèrent dans un incendie en 1940.

Les recherches allaient donc s'avérer difficiles avec cette destruction mais avec la découverte d'un dossier aux archives nationales sur Fortuné Henry, ces lacunes ont pu, en partie, être comblées. Le dossier F. Henry de la Préfecture de police de Paris avait, lui aussi, disparu (comme de nombreux autres) mais il restait tout de même un inventaire de tous les rapports écrits sur lui, montrant l'ampleur de la surveillance à son égard (et même une guerre des polices pour savoir qui devait le surveiller à Limeil-Brévannes entre la Préfecture de police et la Sûreté). Enfin, la collection du *Cubilot* put être presque reconstituée grâce à un collectionneur, aux divers numéros conservés à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam, aux archives départementales dans le dossier judiciaire de Mounier l'un des colons d'Aiglemont. Et désormais, la collection du *Libertaire* est en ligne sur le site RetroNews.

2. Ton livre est extrêmement bien documenté.
Quelle est ta méthode de travail ?

Mes recherches ayant commencé en 1984, je me suis retrouvé à cheval sur deux périodes, celle d'avant l'informatisation et la numérisation et la période actuelle. Lorsque j'ai commencé les recherches, il fallait faire des photocopies des documents, ce qui était assez coûteux et de mauvaise qualité ou alors prendre des notes, ce qui ne permettait pas de tout recopier. Il fallait consulter des quantités de journaux papiers, en particulier pour les quotidiens, tout prenait beaucoup de temps.

Dès que cela a été possible, j'ai donc décidé de photographier les dossiers d'archives avec un appareil photo numérique et de conserver tous ces documents sur un serveur informatique. Cela permet ensuite de pouvoir les consulter à volonté et même de partager ces sources avec d'autres chercheurs ou avec des étudiants.

La deuxième source d'information, ce sont les moteurs de recherche de la presse numérisée, la BNF a tracé la voie mais, depuis, une bonne partie de la presse nationale est également sur le web et également la presse anarchiste.

C'est un moyen très puissant pour la recherche historique qui n'était pas à la disposition des chercheurs des générations antérieures et pouvait amener à des erreurs, par exemple considérer (comme Maitron) qu'il n'y avait pratiquement pas eu d'attentats avant la période 1892-1894 alors que, désormais, il suffit de taper le mot « dynamite » dans n'importe quel moteur de recherche pour voir qu'il y avait eu de nombreux attentats avant 1892 (cela nécessite bien sûr d'éliminer le « bruit »,

GROUPE LES RÉSOLUS DE DIJON
AVEC FORTUNÉ (ASSIS AVEC UN CHAPEAU)

c'est à dire tous les accidents et autres utilisations de l'explosif pour faire sauter la glace, dans les fleuves gelés par exemple)

La troisième source ce sont les bases de données que l'on peut se constituer à partir du dépouillement des documents bruts, c'est une phase assez fastidieuse puisqu'elle nécessite de les retranscrire, à moins qu'il ne s'agisse de texte avec reconnaissance de caractères.

3. En plus de tes dernières publications, tu accomplis un véritable travail de… bénédictin, avec ton site « Archives anarchistes » ! En quoi cela consiste-t-il ?

Archives anarchistes est un moyen de faire connaître au plus grand nombre l'histoire du mouvement anarchiste, concernant la France et la Belgique, pays auxquels je me limite, car il n'est pas possible de tout traiter.

Comme mes recherches m'ont permis de numériser une grosse quantité de cartons d'archives provenant de nombreux endroits : archives nationales, départementales, Préfecture de police de Paris, archives de Paris (judiciaires pour les anarchistes), archives de l'Outre-mer pour les bagnards, collections de journaux anarchistes non encore numérisées et, pour la Belgique, archives de la ville de Bruxelles ou de Liège, archives de l'État (Bruxelles, Liège, Forest), Mondaneum, je recopie ces documents et les mets en ligne sur le blog.

Cela sert aux chercheurs, aux étudiants et à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'anarchisme.

4. Quels sont tes projets ?

Le projet actuel est l'écriture d'un livre sur les émeutes de 1886 dans le bassin de Liège, pour lequel la recherche de documents est déjà bien avancée.

C'est un événement totalement marginalisé par l'historiographie en Belgique, une sorte de coup de tonnerre, que le parti-pris, en Belgique, de tout vouloir expliquer en matière de mouvement social par l'histoire du Parti ouvrier belge (le Parti socialiste) rend incompréhensible et n'a donc été traité que de manière marginale.

Pour la suite, un autre projet d'écriture sur les dynamiteurs et incendiaires de Revin, dans les Ardennes, où des ouvriers, à la suite d'une grève, furent emprisonnés dont trois envoyés au bagne de Cayenne (deux y trouvèrent la mort).

J'avais aussi un projet au sein du « Maitron des anarchistes » de publier les biographies de plus de 400 anarchistes parisiens dont les photos anthropométriques se trouvent au Metmuseum de New-York et que l'on peut voir sur leur site. Les bios sont rédigées et publiées sur le Maitron mais le coup de force dont est victime le site, avec la reprise en main par le CNRS, a mis ce projet en veilleuse. L'intérêt serait de publier en anglais, sur le site du Metmuseum, les biographies correspondant aux photos anthropométriques, pour leur donner plus de sens et faire mieux connaître l'ampleur de la répression qui frappa les anarchistes autour de 1894.

Propos recueillis par Christophe
Groupe Ici & Maintenant

Fortuné Henry et la colonie libertaire d'Aiglemont. De la propagande pour Ravachol au syndicalisme révolutionnaire, Dominique Petit, Éditions Noir et Rouge et Terres Ardennaises, 2023 – l'ouvrage est en vente à la Librairie Publico
A lire également : *Les Ardennes du Père Peinard*, par Dominique Petit, Éditions Terre Ardennaise, 2022

PEUT-ON S'ORGANISER SANS CHEF ? VU SUR LE WEB

Ce titre, c'est celui d'une vidéo de la chaîne YouTube « Fouloscopie » qui traite comme son nom l'indique de tout ce qui a trait à la foule, au groupe. Cette question peut paraître saugrenue dans une revue anarchiste où tout le monde tombera d'accord pour répondre « évidement oui, ducon ! », mais cette vidéo est malgré tout intéressante, si on prend le parti qu'elle n'est pas trafiquée.

Il s'agit d'une expérience « sociale » qui regroupe 100 personnes. Une grille de 10 par 10 est tracée sur le sol et il est mis à disposition des participants de grandes feuilles de différentes couleurs. Un dessin de type pixel-Art, dessin composé de 100 carrés de couleur est proposé et au signal lancé par l'organisateur, chaque personne se munit d'une feuille de son choix, se place sur la grille et lève sa feuille au-dessus de sa tête. Une caméra filme alors en vue aérienne le groupe de participants répartis sur la grille, l'objectif étant de parvenir à reproduire le dessin proposé.

L'enjeu de cette expérience est donc de voir comment le groupe va s'organiser pour atteindre cet objectif dans un temps limité et court. Au bout d'une minute de vidéo le couperet tombe : « *La seule façon d'y arriver est d'avoir une bonne organisation collective, une hiérarchie sociale avec un leader qui choisit la stratégie pour tout le monde et des lieutenants qui vont distribuer les instructions du chef au reste du groupe* ».

Ce propos douteux acquis dès le départ, le but de l'expérience est plus précisément de constater comment les participants vont mettre en place spontanément cette hiérarchie. Après un rappel des différentes organisations pyramidales que l'on retrouve chez les primates et chez l'être humain, c'est parti pour plusieurs séquences avec des propositions de dessins de plus en plus complexes et des groupes de plus en plus importants. Au lancement de chaque partie, apparaissent très rapidement de petits chefs autoproclamés qui s'agitent pour prendre les choses en main et diriger les autres participants qui se laissent faire gentiment. Ces derniers, manifestement formatés à se trouver à la base de la pyramide, semblent habitués à subir et à recevoir des ordres sans broncher.

Des stratégies et des structures pyramidales différentes sont successivement mises en œuvre par ces petits chefs. À chaque fois, cela fonctionne et le groupe parvient à reproduire le dessin avec plus ou moins de difficultés. L'organisateur poursuit en souhaitant étudier la réaction du groupe se retrouvant soudainement sans chef. Alors que les différents petits chefs venaient fièrement de mettre sur pied une organisation « quasi militaire », il leur interdit de participer à la partie suivante. On constate alors que les « sous lieutenants » qui n'avaient pas été éliminés remettent sur pied immédiatement une hiérarchie dont ils prennent la tête, et une fois de plus cela fonctionne.

Alors qu'on commence franchement à s'agacer après 16 minutes de visionnage démontrant l'efficacité de la hiérarchie, un sympathique participant propose enfin une autre voie : « *Chacun s'auto-organise et puis quand il y a des problèmes on fait communiquer et on compte sur les autres pour faire passer l'info* ».

L'organisateur nous explique alors que chez les animaux sociaux, et notamment chez les insectes sociaux, il existe un autre mode d'organisation, la stigmergie. Il s'agit d'une organisation décentralisée, sans hiérarchie, sans clan et sans chef, une organisation complètement horizontale dans laquelle chacun fait ce qu'il reste à faire. Il est donc décidé de tester cette organisation « contre nature ».

Les deux parties suivantes se déroulent alors avec une nouvelle consigne, l'interdiction de communiquer entre participants, que ce soit par les gestes ou la parole, ce qui rend impossible tout commandement. Et bien vous allez tomber de l'armoire, mais même avec un dessin très difficile cela fonctionne parfaitement bien. Chacun et chacune s'auto-organisent en fonction de ce que font les autres et de ce qu'il semble nécessaire de faire à titre individuel pour atteindre l'objectif collectif, et tout cela dans un calme tout à fait relaxant. Et force est de constater que cette fois-ci tout le monde est partie prenante dans cette organisation.

Ce youtubeur qui ne semble pourtant pas idiot et qui se veut avoir une approche scientifique dans ses vidéos a dû toutefois s'endormir sur ses bouquins en préparant cette vidéo. Et pour cause, il l'a conclue en posant la question de savoir si ce mode d'organisation horizontale, qui fonctionne, pourrait être envisagé dans la vie à l'échelle d'une entreprise, d'une communauté ou même d'une nation. Il avoue qu'il n'a pas la réponse et nous demande de l'informer si jamais on avait des exemples d'expériences réussies ou échouées à lui fournir.

Est-ce que l'histoire de l'anarchisme est à ce point méconnue ? Affligeant…

Abolition des hiérarchies et vive l'auto-gestion !

Julien O.
Liaison la vache noire

https://youtu.be/7AktPjxLe8k

CINÉMA ESPAGNOL
EL AGUA

C'est l'été dans une petite ville du sud-est de l'Espagne. Un orage menace de faire déborder l'Orihuela, la rivière énigmatique qui le traverse. Une vieille croyance populaire affirme que certaines femmes sont prédestinées à disparaître à chaque nouveau déluge, car elles ont « l'eau en elles ». Ana vit avec sa mère et sa grand-mère dans un café que le reste de la ville regarde avec suspicion. Dans l'atmosphère électrique qui précède la pluie, Ana rencontre José alors qu'elle s'efforce de repousser les fantômes qui hantent Orihuela.

El agua (L'eau) nous entraîne dans le Levant, au cœur d'une famille composée de femmes où les hommes sont absents. C'est l'été, les jeunes, sans ressources, doivent travailler en usine ou sur les terres agricoles pour subvenir à leurs besoins, au lieu de profiter de leurs vacances.

Combat intérieur

L'intrigue montre le quotidien d'Ana, une adolescente rebelle, les décors où elle évolue sont le café appartenant à sa mère et à sa grand-mère, l'usine, l'exploitation agricole où travaille José, son petit ami – des lieux associés à la classe ouvrière et aux classes sociales démunies. L'histoire est entrecoupée de courtes interviews de femmes dans lesquelles elles racontent la légende d'une mariée emportée par l'eau. L'eau, la rivière, est tombée amoureuse de quelques jeunes femmes de la ville. L'eau les a entraînées avec elle. Entre ce mélange de réalité et de fiction, le spectateur est confronté au combat intérieur d'une jeune fille qui vient de quitter l'enfance pour entrer dans l'âge adulte.

De génération en génération

Les habitants du Levant entretiennent une relation complexe avec l'eau et vivent dans la crainte des sécheresses destructrices des récoltes. L'agriculture dépend des détournements de rivière pour irriguer leurs terres. En revanche, lorsqu'il pleut et que la *gota fria* (la goutte froide) arrive, l'eau devient la pire ennemie de la ville. L'eau apporte le chaos, la destruction, et même la mort.

El agua est le premier film d'Elena López Riera. Après avoir réalisé plusieurs courts-métrages, le film, entièrement tourné à Orihuela, la ville d'Elena López Riera, raconte l'histoire d'une jeune femme qui veut fuir sa ville pour ne pas finir comme sa mère – une vieille fille isolée qui apporte le malheur.

El agua porte un regard singulier sur la campagne et les gens qui la peuplent, sans paternalisme ni diabolisation. Comme elle l'a déclaré à de nombreuses reprises, la réalisatrice a voulu montrer la manière dont les femmes de sa famille et ses voisins ont transmis ces histoires de génération en génération. Des histoires dans lesquelles réalité et fiction se sont mélangées, donnant lieu à un réalisme fantastique qu'elle a très bien rendu dans son film.

Il y a, dans *El agua*, un portrait contre le machisme hérité et ancré. Un machisme qui se transmet à travers des légendes qui font peur aux jeunes femmes pour qu'elles ne partent pas, pour qu'elles soient dociles, parce que « *le monde est macho, et les légendes aussi* ». « *Des mythologies sont créées. Regardez l'engouement que suscite à nouveau l'horoscope. Les mythologies répondent au besoin de cristalliser beaucoup de choses que la société veut maintenir, comme les rôles, et un moyen très efficace d'y parvenir est de recourir aux légendes. Il y a les contes populaires. Pensez au Petit Chaperon rouge, qui dit de ne pas sortir la nuit ou le loup vous mangera. Ce n'est pas un hasard s'ils se focalisent sur le corps des femmes pour les réprimer, ou sur leurs désirs, pour qu'elles ne sortent pas seules. C'est un reflet de la société* », explique Elena López Riera.

Il faut souligner les prestations des acteurs, notamment celle de la jeune Luna Pamiés, l'une des grandes promesses du cinéma espagnol, dans le rôle d'Ana. La partie la plus difficile de ce film a été le casting, nous dit la réalisatrice, un long travail qui a duré un an et demi. Elle a voulu être aussi proche de la réalité que possible, c'est pourquoi la plupart des acteurs ne sont pas des professionnels, à l'exception des actrices qui jouent la mère et la grand-mère d'Ana : la magnifique Bárbara Lennie et Nieve de Medina. Un pari réussi, autant Luna Pamiés, l'actrice principale, que les jeunes qui l'accompagnent transmettent une vérité et une spontanéité, très difficile à obtenir à l'écran.

El agua a été nominé en Espagne pour les prix Goya du meilleur réalisateur et de la meilleure actrice et présenté en première à Cannes en 2022, dans le cadre de la Quinzaine des réalisateurs où le film a conquis le Festival. Le film est dans les salles depuis le 1er mars.

Mireille Mercier et Daniel Pinós
Un strapontin pour eux

DOMINIQUE GOUSSET (dir.)
Indemnisation des abus sexuels sur mineurs.
L'Église doit et peut payer !
Éditions de la Libre Pensée.
272 pages. 12 €

En pénitence, trois Pater, deux Ave… et deux milliards

On a toujours su. Mais on n'imaginait pas à quel point les abus sexuels, principalement sur mineurs, étaient monnaie courante au « sein » de l'Église catholique.

Les langues (et les plaintes) commençant par trop à se délier, en novembre 2018, la Conférence des évêques de France, croyant que l'incendie pouvait être circonscrit, tenta un coup de poker en chargeant une commission indépendante d'enquêter à ce propos. Pari perdu. Le 5 octobre 2021, cette commission, présidée par Jean-Marc Sauvé, ancien président du Conseil d'État, rendit son rapport. Diabolique ! En une demi-douzaine de décennies, plusieurs centaines de milliers d'enfants auraient été victimes de la grande armée des pères touche-touche.

Sur le reculoir, l'Église a tenté de contester la méthodologie. Mais elle a été obligée de plaider coupable. D'où obligation d'indemniser les victimes. Of course, en chipotant sur le montant en disant qu'elle était pauvre.

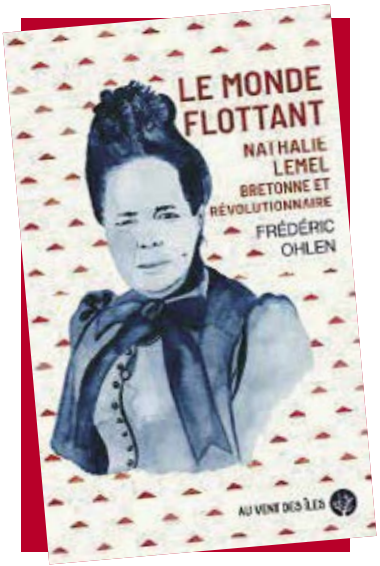
La Libre Pensée vient de publier une enquête « chirurgicale » sur cette « pauvreté ». Via ses fédérations départementales, elle a fait une « autopsie » de la plupart des biens de l'Église en France. Photographies et descriptifs à la clef. Estimation « charitable » du trésor : 8 milliards d'euros. Soit au moins le double. Donc, largement de quoi indemniser ses victimes. Le coût de l'indemnisation étant estimé à 2 milliards.

Alors, oui, non seulement l'Église doit payer, mais elle peut payer !

Vous ignoriez que l'Église soi-disant des pauvres était si riche ! Ce livre va vous ouvrir les yeux. Ce n'est pas un polar. C'est juste la « Bible » des « croyants » en Ni dieu, Ni maîtres !

Jean-Marc Raynaud

En vente à la librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris et à la librairie de la Libre Pensée, 10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris



FRÉDÉRIC OHLEN
Le Monde flottant
Natahalie Lemel, bretonne et révolutionnire
*A*u vent des îles – 2022. 216 pages.

Une vie à garder le cap

Sous-titré « *Nathalie Lemel, bretonne et révolutionnaire* », ce livre de Frédéric Ohlen (né en 1959 à Nouméa), *Le Monde flottant*, entend retracer le parcours d'une militante communarde quelque peu oubliée.

Nathalie Lemel ou Le Mel (Perrine Nathalie Duval, 1826-1921) a fait parler d'elle récemment lorsqu'un Parisien a utilisé son nom comme pseudonyme pour demander la destruction du Sacré-Cœur sur le site participatif de la Mairie de Paris. L'idée n'a pas séduit nos édiles, dommage. Nul doute que Nathalie Lemel n'ait approuvé de raser cette « *tarte à la crème* » érigée après l'écrasement de la Commune par les Versaillais aux ordres de Thiers.

Dans ce roman, nous sommes en 1921, sa vie se termine. Son jeune aide-soignant entreprend de conserver ses mémoires, qu'il remettra au journal *L'Humanité*. « *…Nous avons conclu un pacte* […]. *Il me prête ses mains pour pallier mes yeux morts et mes mains qui tremblent. Il me relit ce que je lui dicte.* » Car les combats qu'elle a menés appartiennent à l'histoire. Elle a tant vécu, tant souffert. Toute la gloire de l'épopée révolutionnaire revient pourtant à Louise Michel, au détriment de ses compagnes et compagnons de barricades et Nathalie Lemel se montre amère. Et pas seulement à l'encontre de la Vierge rouge, mais aussi et surtout des profiteurs de l'idée révolutionnaire. L'écrivain Lucien Descaves, par exemple, ce « *belître* ».

Née en Bretagne, Nathalie Lemel se révolte très tôt contre les injustices, figurant parmi les militants ouvriers de Quimper, avant de monter à Paris et de prendre activement part à la Commune. Déportée en Nouvelle Calédonie, elle y côtoie, outre Louise Michel, Henri Rochefort et la plupart des acteurs de l'événement. Après l'amnistie (1879), de retour dans la capitale, elle travaille dans la presse, secteur refuge de nombreux révolutionnaires. « *Je ne devais désormais ma survie qu'à ma connaissance de la syntaxe, qu'à la dextérité avec laquelle mes doigts manipulaient sans pince bas de casse et capitales. J'avais des mains d'outre-mer, grasses et ténébreuses. Des mains de femme hottentote, tatouée d'encre typographique.* »

Ce roman s'attache à la figure d'une éminente Communarde. Il se veut travail littéraire plus que d'historien, bien que les précisions abondent. L'occasion de faire connaissance avec une femme qui demeurera fidèle à ses opinions d'un bout à l'autre de sa vie.

Thierry Maricourt

Tout le monde déteste la police

Cet ouvrage collectif au titre prometteur : *1312 raisons d'abolir la police,* dirigé par Gwénola Ricardeau, est un regard croisé d'autochtones du Canada, de travailleuses du sexe, de travailleurs sociaux, de militants associatifs, de professeurs et de chercheurs en sciences sociales. Suite à un constat partagé, ces différents acteurs argumentent afin d'engager un mouvement abolitionniste de la police qu'ils considèrent comme « iatrogène », dit autrement « la police crée le crime ». Ils entendent d'ailleurs police au sens large en englobant toutes les formes publiques ou privées de maintien de l'ordre et des privilèges : flics, vigiles, contrôleurs et autres matons. Leur constat est sans appel, la police au sens large [entendre toutes les instances de répression] est structurellement raciste, patriarcale, violente et agit bien souvent en toute impunité, il faut donc s'en débarrasser. En bref, une seule solution : l'abolition !

De plus les polices ont un coût (coup) « phénoménal » qui contribue à l'extension de « *l'état pénal aux dépends de l'état social* ». Elles furent d'ailleurs consubstantielles au développement du capitalisme et de fait de même nature, à savoir « *parasitaire* » pour la vie en société. L'objectif de l'ouvrage est donc sans ambiguïté : « *en finir avec cette nuisance qu'est la police* ». Ainsi tout réformisme de la police est illusoire compte tenu de son rôle incontournable dans la défense et le maintien du système de domination des capitalistes et des États.

Les différentes contributions qui constituent l'ouvrage sont des témoignages portés par les militant-e-s abolitionnistes aux USA et au Canada mais qui ont toutes leur portée et leur réalité dans l'hexagone. Le projet abolitionniste implique en effet de repenser toute la société et donc de s'attaquer à toutes les inégalités et aux idéologies qui légitiment l'emploi de la force au profit des dominants.

Les deux dernières parties « *construire l'abolition* » et « *lutter contre la police* » ouvrent quelques pistes de réflexion et d'action pour asseoir le mouvement abolitionniste. Mais, et c'est essentiel, « *il ne peut y avoir une abolition de la police* [condition *sine qua non*] *sans abolition de la propriété privée et de la société de classes qui résulte du capitalisme* [...], *et parce que vivre libre, c'est vivre sans police.* »

Pourquoi 1312 ? Sans doute pour un nombre infini de bonnes raisons de le faire.

Hugues
Groupe Commune de Paris

GWENOLA RICORDEAU (dir.)
1312 raisons d'abolir la police
Gwenola Québec, Ed. Lux

Autour d'eux c'était l'Histoire

Avec ce récit bouleversant, *Justa ou la force du destin*, l'autrice, Celi Bejarano, partage les drames qui ont jalonné l'histoire de sa famille dans la région Estrémadure en Espagne, sur fond de guerre civile et de dictature franquiste.

Nous voilà transportés notamment dans cette Espagne des années 1930, en suivant le parcours et la vie de Justa (mère de l'autrice) et de son amoureux, Agustín. Elle, fille de propriétaire terrien, et lui, simple employé du domaine et bientôt membre de la CNT. Au fil des pages, nous revivons la période qui précède la guerre civile, son éclatement et ses conséquences. On y voit les débuts d'organisation des travailleurs du domaine (*La Concepción*) qui veulent en finir avec les conditions de vie qu'ils subissent. Parallèlement, on voit aussi l'attitude d'un des frères de Justa (Feliciano) qui lui, avec d'autres « petits marquis » de la région, s'engage dans la Phalange fasciste.

Avènement de la République, lutte des classes, putsch militaire, affrontements sanglants, l'époque n'est pas propice aux amours et pourtant... Justa et Agustín vont vivre leur passion. L'autrice nous plonge au cœur de ces années mouvementées, où certains s'accrochent à leurs privilèges féodaux et où d'autres rêvent d'un monde nouveau sans dieu ni maître.

Celi Bejareno relate de manière passionnante le tourbillon de ces années, les luttes collectives ou personnelles, le putsch des militaires contre la République, la résistance des travailleurs, la terreur systématique exercée par les fascistes, leur barbarie pendant la guerre et après, la poursuite des combats des révolutionnaires dans les maquis sous la dictature franquiste, puis l'exil en France d'abord et finalement en Belgique.

Celi Bejarano termine son récit de la vie de ses parents sur un constat amer, la résurgence aujourd'hui un peu partout des idées nauséabondes de l'extrême-droite. Mais avec un espoir accroché au cœur : que les peuples réagissent et *« se lèvent en masse contre l'idéologie fasciste quel que soit le nom derrière lequel on la dissimule »*.

Vous l'avez compris, ce livre passionnant est à mettre entre un maximum de mains, et donc les vôtres. À se procurer de toute urgence auprès de votre librairie la plus proche ou à commander à notre librairie Publico. Vous n'en regretterez pas la lecture.

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí

CELI BEJARANO
Justa
ou la force du destin
Éditions Yellow Concept – 23 €

LIBRAIRIE PUBLICO

La librairie du Monde libertaire

Dernières parutions Mars 2023

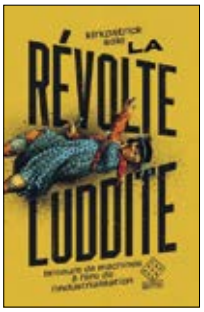
Commandes à adresser à Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris
Chèque à l'ordre de PUBLICO (Frais de port : 15 %, minimum 2 €)
ou **https://www.librairie-publico.com**
Contact : 01 48 05 34 08 librairie-publico@sfr.fr

Y a-t-il plus fier et libre que nous ?
Voltairine de Cleyre, Payot, 224 p., 9 €

Emma Goldman voyait en elle « la femme la plus douée et la plus brillante que l'Amérique ait jamais produite ». Excellente oratrice, ardente combattante de la domination masculine, Voltairine de Cleyre était plus littéraire que Goldman et était surtout plus radicale dans son féminisme et son anarchisme.

Manifeste anarcha-féministe
Chiara Bottici, Payot, 96 p., 8.50 €

Plus que jamais, dans le monde entier, le féminisme est crucial. Si l'anarchisme vise à une société sans relations de domination, il a partie liée avec le féminisme. Il a besoin du féminisme pour lutter contre la subordination continue de toutes les femmes, et le féminisme a besoin de lui s'il ne veut pas devenir le privilège de quelques-unes.



La Révolte Luddite - Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation
Kirkpatrick Sale, L'Échappée, 341 p., 13 €

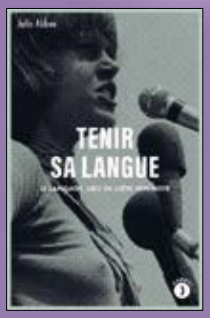
Alors que la révolution industrielle s'apprête à rendre l'Angleterre méconnaissable, bris de machines, incendies et émeutes se multiplient dans les manufactures. À l'heure de la biométrie, du tout-numérique et des technologies du vivant, ce récit est un cinglant plaidoyer contre le capitalisme industriel.

Entre taule et terre - Construire une alternative à la prison
Sarah Dindo, Éditions du Commun
284 p., 15 €

La juriste Sarah Dindo revient sur l'aventure collective d'une structure agricole destinée à la réinsertion de prisonniers, en retraçant l'histoire du projet, ses réussites, ses échecs aussi, à travers les portraits et témoignages de ses principaux acteurs.

La lutte pas très classe
David Snug, Nada Éditions
BD, 72 p., 10 €

Maître dans l'art de la punchline, du détournement et de la mauvaise foi, il pointe les travers de notre époque, épingle les puissants, les politiques, les stars de l'industrie culturelle et des médias.

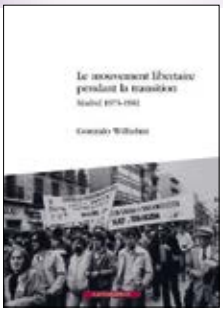


Tenir sa langue - Le langage, lieu de lutte féministe
Julie Abbou, Les Pérégrines, 232 p., 19 €

En revenant sur l'histoire politique du genre grammatical et en observant les pratiques féministes du langage, Julie Abbou explore les possibles linguistiques pour en saisir la force de transformation, mais aussi les limites, loin des arguments hygiénistes ou corsetés sur la langue.

Last girl first ! - La prostitution à l'intersection des oppressions sexistes, racistes et de classe
Coalition pour l'abolition de la prostitution, Éditions Libre, 193 p., 15 €

La prostitution est un système sexiste et patriarcal qui touche de manière disproportionnée les femmes et les enfants les plus pauvres, partout dans le monde et à travers l'histoire.

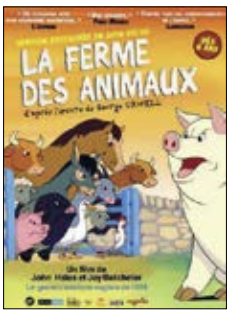


Le mouvement libertaire pendant la Transition - Madrid 1975-1982
Gonzalo Wilhelmi
Le Coquelicot Éditions, 304 p., 21 €

Pendant la Transition, le mouvement libertaire madrilène, à l'inverse de la Confédération nationale du travail (CNT), connut un réel essor à l'image de ce qui se passa dans tout le pays. Rares sont les ouvrages qui ont visé la capitale .

1312 raisons d'abolir la police
Gwénola Ricordeau (dir.), Lux Éditeur
341 p., 20 €

Si la police ne nous protège pas, à quoi sert-elle ? Comment dépasser la simple critique de la police pour enfin en finir avec elle ? Ce livre tente de répondre à ces questions, et propose de riches réflexions critiques hors des clichés réducteurs en explorant des propositions stratégiques.



La Ferme des animaux
John Halas, Joy Batchelor
Édition Collector, Format DVD-9
Film en Couleurs, 20 €

Lassés des mauvais traitements, les animaux de la ferme décident de prendre le pouvoir et instaurent une nouvelle société fondée sur un principe d'égalité. Mais quelques-uns décident que certains sont plus égaux que d'autres...

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les mails **@federation-anarchiste.org** sont abrégés en **@fede...**

00 NOMADES
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...
Groupe Collectif anarcho-communiste aterritorial et international « Hacking Lord Sutch - For Always Liberty »
hackinglordsutch@riseup.net

02 AISNE
Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine02.org/
• Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09
• L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https://liaisonetoilenoire.home.blog/

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr
Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevrenoire@fede...

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal
loran@w-n-e.net
www.groupegerminal.lautre.net
Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...
Groupe Oaï
oai@federation-anarchiste.org
Groupe Chat noir
chat-noir@fede...

14 CALVADOS
Groupe Germaine Berton
groupe-germaine-berton@riseup.net
https://facaen.wordpress.com
https://m.facebook.com/facalvados/

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org
Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...

23 CREUSE
Liaison Granite
http://anarsdugranite23.eklablog.com
a.makhno@orange.fr

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
Librairie Coopérative autogérée
La Ferme Intention
5 rue Général de Gaulle,
29540 Spézet
du vendredi au mardi 16 h-19 h, samedi et dimanche 10 h-19 h
leferment@fede...
Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE
Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net
Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT
Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...
Liaison Ganges
ganges@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org
Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@fede...

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute45@riseup.net

50 MANCHE
Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims-Ardennes
reims@fede...

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
Liaison Lorient
fa-lorient@protonmail.com.

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@fede...

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@fede...

60 OISE
Liaison anarcho-syndicaliste L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe FAST
fast@fede...

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@fede...
Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...
Groupe « Enza Siccardi » Cournon
enza-siccardi63@fede...

64 PYRENEES-ATLANTIQUES
Liaison Béarn
bearn@fede...
Liaison Lutte Libertaire Bayonne — Pays Basque
luttelibertaire.BA-PB@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire*
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...
Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
https://grainedanar.org

70 HAUTE SAÔNE
Liaison Haute Saône
liaison.haute-saone@fede...

71 SAÔNE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
399 quai Jean Jaurès
71000 Mâcon
lavachenoire71@gmail.com

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
federationanarchiste73@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Groupe Georges Brassens
groupegeorgesbrassens@fede...
Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui@gmail.com
Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...
GroupeMaximilien Luce
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris maximilien-luce@fede...
Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...
Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis de 14 h 30 à 17 h 30
gllr@fede...
https://groupe-libertaire-la-rue.jimdosite.com
Groupe La Révolte
la-revolte@fede...
Groupe Pierre Besnard
vente du *Monde libertaire*
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Liaison 95
liaison95@fede...

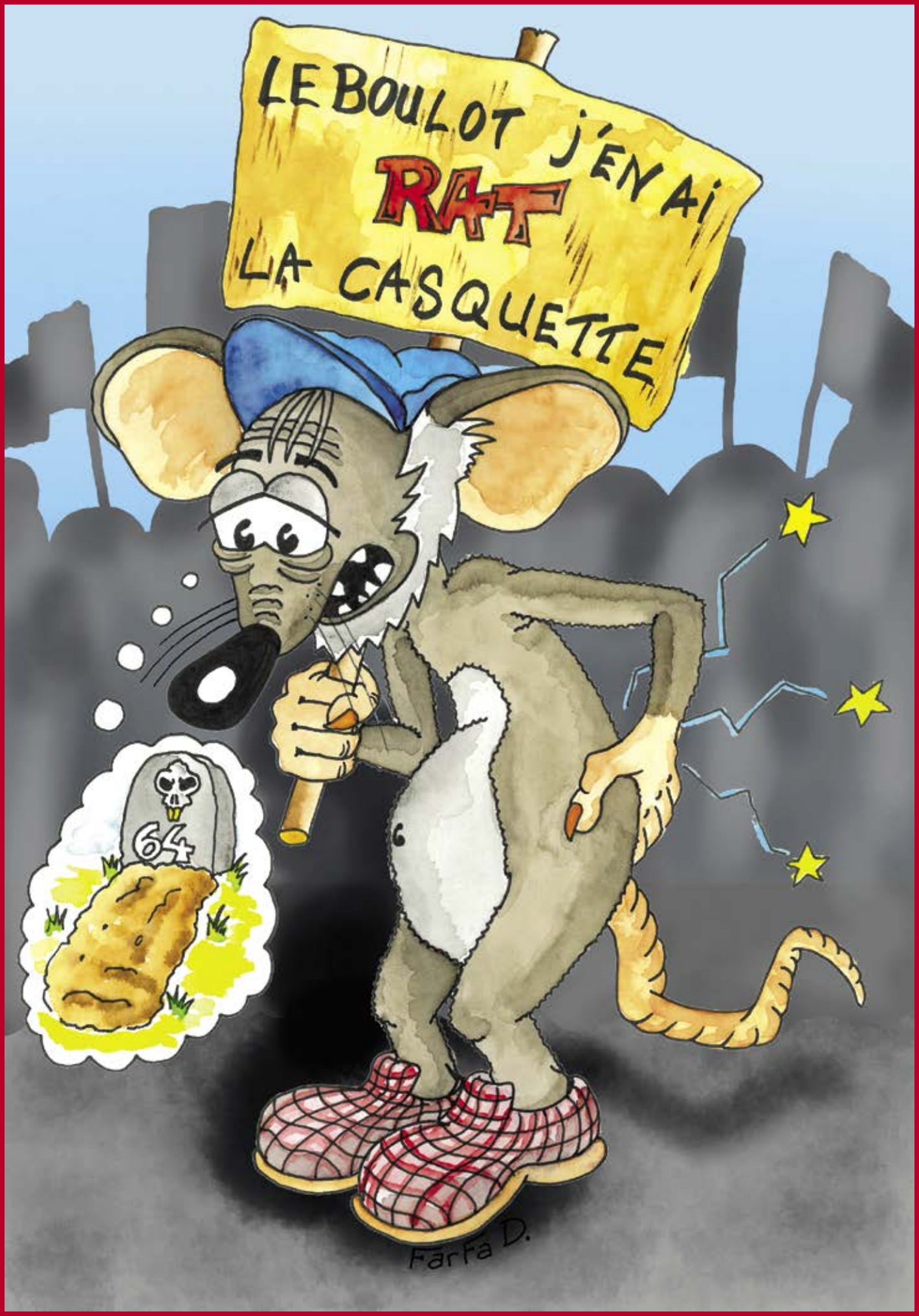
97 GUADELOUPE CARAÏBES
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@fede

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...

FÉDÉRATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités
www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes


LE BOULOT J'EN AI
RAT
LA CASQUETTE
64
FarFa D.